

LA RUSSIE ET LES DÉTROITS

(Étude d'histoire diplomatique et de droit des gens)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 mai 1926 à 4 heures

PAR

KASSIM KASSIMOFF

*Licencié en Droit de l'Université de Saint-Petersbourg
Avocat à la Cour d'Appel d'Azerbaïdjan*

Président : M. G. DE LAPRADELLE.

*Suffragants : { MM. BASDEVANT,
 GIDEL.*

EMMANUEL GREVIN

IMPRIMERIE DE LAGNY (S.-&-M.)

—
1926

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

La question des Détroits, faisant partie de la fameuse Question d'Orient, est une des plus graves questions qui se soient posées au cours de l'histoire diplomatique de l'Europe : c'est cette épineuse question des Détroits qui préoccupait l'Europe au cours du XIX^e siècle ; c'est elle qui soulevait contre la Russie la rivalité et l'hostilité des puissances occidentales ; c'est cette question, éternellement pendante, qui menaçait toujours la paix générale ; c'est elle qui mettait la Russie aux prises avec la France, l'Angleterre et l'Autriche ; c'est elle qui provoqua la crise de 1853 ; c'est enfin la question des Détroits qui fut une des causes principales de la guerre de 1914-1918.

La question des Détroits est une des plus importantes : elle présente une importance toute particulière pour la sécurité de la Turquie, qui possède les deux rives des Détroits, Constantinople, ancienne capitale de l'Empire ottoman, et les côtes du sud de la mer Noire.

De même, pour la Russie le problème des Détroits est d'un intérêt de premier ordre tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. La sécurité des frontières méridionales de la Russie dépend du statut juridique du Bosphore et des Dardanelles. Par les Détroits la Russie dirige ses richesses naturelles sur le marché mondial, reçoit en échange les produits de l'industrie étrangère et assure les rapports commerciaux entre ses possessions du sud, d'une part, et ses ports de la Baltique, de la mer Blanche et de l'Océan Pacifique, d'autre part.

La question des Détroits présente une importance décisive pour la vie économique de la Roumanie et de la Bulgarie qui n'ont accès qu'à la mer Noire et qui exportent la principale partie de leurs produits naturels par le Bosphore et les Dardanelles. Pour la Roumanie et la Bulgarie, pays riverains de la mer Noire, le

régime des Détroits présente un intérêt non seulement économique, mais encore politique. La tranquillité de ces pays et la sécurité de leurs côtes dépendent du règlement de la question des Détroits.

Le régime juridique des Détroits représente une importance capitale pour la vie économique de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, actuellement membres de l'Union Soviétique. Ces pays, dont les deux premiers sont situés sur les bords de la mer Noire, exportent leurs richesses naturelles (naphte, blé, coton, minerai de manganèse, etc.) par le Bosphore et les Dardanelles et importent les produits dont ils ont besoin.

La question des Détroits offre un intérêt indiscutable pour les pays riverains du Danube, comme la Yougoslavie, dont les territoires sont traversés par la partie navigable de ce fleuve. Il est évident que ces pays ont le droit d'utiliser la mer Noire et les Détroits pour communiquer avec la Méditerranée et les autres parties du monde.

Le Bosphore et les Dardanelles, qui constituent un passage entre la mer Noire et la Méditerranée, présentent une importance indiscutable non seulement pour la Turquie, dont les Détroits forment une partie des eaux territoriales, non seulement pour les États riverains de la mer Noire et du Danube, comme la Russie, l'Ukraine, la Géorgie, la Bulgarie et la Yougoslavie, non seulement pour l'Azerbaïdjan et l'Arménie, mais encore pour les puissances occidentales, comme la France, l'Angleterre et l'Italie qui, par les Dardanelles et le Bosphore, assurent leurs rapports commerciaux et entretiennent leurs relations politiques avec les pays situés sur les bords et au delà de la mer Noire.

La question des Détroits est une des plus complexes : la complexité de cette question réside dans la rivalité des intérêts des puissances européennes et dans l'impossibilité de concilier les exigences de la souveraineté turque avec les intérêts politiques ou commerciaux des autres États.

La Turquie, tout en assurant la liberté de la navigation pacifique à travers les Détroits, était toujours opposée à l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles à la marine militaire des puissances étrangères. Le principe de la clôture des Détroits aux bâtiments de guerre, qui constitue une garantie absolue de la sécurité des côtes de la Turquie et une condition inhérente à la sûreté de Constantinople, fut érigé en règle fondamentale du droit public de l'Empire ottoman et reconnu par une série de traités internationaux.

Pour la Russie, depuis l'avènement de Pierre-le-Grand jusqu'à la révolution d'octobre 1917, la possession des Détroits et de Constantinople était la base permanente de sa politique orientale

et le but suprême des efforts séculaires de sa diplomatie ; mais, étant donné la résistance de la Turquie toujours vivante, et la ferme résolution des grandes puissances de ne pas admettre l'établissement du colosse du nord sur les rives du Bosphore et des Dardanelles, ce pays, tout en maintenant ses « droits historiques » sur les Détroits et Constantinople, s'efforçait de faire accepter par la Turquie le double régime de la clôture du Bosphore et des Dardanelles aux navires de guerre des puissances occidentales et de leur ouverture à la marine militaire russe.

Les grandes puissances occidentales furent de leur côté toujours opposées à la conquête des Détroits par la Russie ; elles étaient opposées également à l'ouverture des Détroits aux bâtiments de guerre russes. Par là, elles voulaient barrer la route de la Méditerranée à l'Empire russe et protéger leurs possessions contre une attaque éventuelle de la flotte russe.

L'entrée de la Turquie dans la guerre mondiale aux côtés des puissances germaniques posa de nouveau le problème des Détroits. Cette fois, la réclamation par la Russie de la « clef de sa maison » fut admise par les puissances alliées. Mais l'accord relatif aux Détroits est devenu lettre morte à la suite de la révolution russe. Le Traité de Sèvres, stipulant l'ouverture des Détroits aux bâtiments de guerre, et conclu en dehors de la Russie, fut remplacé par la Convention de Lausanne. La Russie, devenue l'U. R. S. S., proposa la fermeture du Bosphore et des Dardanelles aux navires de guerre de toutes les puissances, sauf la Turquie.

Le projet soviétique ayant été repoussé, la Conférence de Lausanne décida d'ouvrir les eaux et les airs des Détroits aux navires et aéronefs de commerce et aux bâtiments et aéronefs de guerre. Les rives du Bosphore et des Dardanelles furent démilitarisées et une commission spéciale fut créée en vue d'assurer l'observation des dispositions de la Convention de Lausanne concernant le passage par les Détroits des bâtiments de guerre et aéronefs militaires.

La Convention de Lausanne constitue-t-elle la solution finale de la question des Détroits ? Nous ne le croyons pas : l'Acte de Lausanne n'est pas conforme aux intérêts vitaux du peuple turc, car en démilitarisant les Détroits, il prive la Turquie des moyens de défense de son territoire et par là facilite l'agression éventuelle des escadres ennemies contre les côtes turques et la ville de Constantinople.

De même, le Traité de Lausanne n'est nullement conforme aux intérêts de l'U. R. S. S. ; il expose ses côtes méridionales aux coups des flottes des grandes puissances occidentales.

L'histoire diplomatique nous enseigne que la politique internationale subit une transformation constante ; elle varie sans cesse ; elle change suivant le temps et les circonstances. Les traités internationaux vieillissent ; les accords diplomatiques alternent, les

amitiés cessent ; les hostilités prennent fin ; par le jeu des événements internationaux l'allié d'hier devient l'ennemi d'aujourd'hui. La Roumanie et la Bulgarie, qui en raison de leurs relations peu amicales avec l'Union Soviétique réclament actuellement l'ouverture de la mer Noire aux bâtiments de guerre des puissances non riveraines, après l'amélioration de leurs rapports diplomatiques avec leur puissante voisine du nord et la résolution des questions en litige, peut-être, changeront-elles leur politique dans la question des Détroits et renonceront-elles au principe de l'ouverture allant jusqu'à accepter le système de la clôture de la mer Noire aux puissances non riveraines.

C'est ainsi que les grandes puissances occidentales pourront modifier, elles aussi, leur politique dans le problème des Détroits. Pour ces puissances, l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles se justifie par la liquidation, presque complète, des forces navales de la Russie dans la mer Noire. Le désarmement naval de l'Union Soviétique a rendu ce pays inoffensif. L'ouverture des Détroits aux vaisseaux de guerre permet aux grandes puissances d'introduire leurs escadres dans les eaux de la mer Noire et de menacer les frontières méridionales de l'U. R. S. S. Mais, avec le rétablissement des forces navales de la Russie, les grandes puissances seront obligées de revenir à l'ancienne règle de l'Empire ottoman et de solliciter la révision du statut actuel du Bosphore et des Dardanelles.

Paris, mars 1926.

LA RUSSIE ET LES DÉTROITS

CHAPITRE PREMIER

LES EXPÉDITIONS DES PRINCES RUSSES CONTRE CONSTANTINOPLE DEPUIS LA FONDATION DE L'ÉTAT RUSSE JUSQU'À LA CHUTE DE L'EMPIRE D'ORIENT.

La descente de la Russie vers le Bosphore commence peu après la fondation de l'État russe par les princes normands (862). Suivant le récit de l'annaliste russe Nestor, Askold et Dir, deux Normands, compagnons d'armes de Rurik, premier prince russe, partirent de Novgorod, accompagnés d'une bande considérable de Normands et de Slaves, avec l'intention d'aller à Constantinople pour y entrer au service de l'Empereur d'Orient. En descendant le fleuve le Dnieper, ils s'emparèrent de la ville de Kiev et commencèrent à y régner en souverains. Encouragés par le succès inopiné et l'affluence autour d'eux d'une nombreuse bande de brigands, Askold et Dir changèrent leur première intention et décidèrent d'aller à Constantinople pour la piller.

La grande route commerciale qui conduisait de la Baltique vers la Méditerranée par le golfe de Finlande, la Néva, le lac de Ladoga, le Volkov, le lac d'Ilmen, le Dnieper, la mer Noire, le Bosphore, la mer de Marmara et les Dardanelles favorisait l'exécution de ce plan.

Ayant donc armé deux cents barques et mobilisé dix mille guerriers, ces bédouins du nord descendirent, en 865, le Dnieper, traversèrent la mer Noire, entrèrent dans le Bosphore et firent le siège de la capitale impériale. Sur les rives du Bosphore, ces bandes barbares mirent tout à feu et à sang.

Michel II, le Néron de son temps, régnait alors à Constantinople ; mais il était absent, occupé par la guerre avec les Arabes

sur les bords du fleuve Noir. Ayant appris la nouvelle du siège de sa capitale, il partit en hâte pour Constantinople. D'après l'annaliste Nestor, dont le récit est conforme au témoignage des historiens grecs, Michel, Empereur d'Orient, n'ayant pas réussi à repousser les Russes par les armes, aurait sauvé son Empire grâce à l'intervention miraculeuse du patriarche Photius. D'après la légende grecque qu'enregistrent les annales de Nestor, dans la célèbre église de Blacherne, bâtie par l'empereur Marcien sur les bords du Bosphore, on conservait une prétendue robe de la Sainte Vierge à laquelle on avait recours lors de grands malheurs publics, tels que la peste, la famine, la guerre, etc. Le patriarche Photius l'aurait portée au milieu de cérémonies solennelles sur le rivage et l'aurait plongée dans la mer, dont les flots étaient alors paisibles et calmes. Tout à coup, s'éleva une violente tempête qui dispersa et détruisit la flotte russe, dont seulement de misérables débris purent retourner à Kiev (1).

Ainsi la première expédition russe contre le Bosphore, qui n'avait d'autre but que la dévastation d'un pays prospère et civilisé, ne réussit pas, mais cet échec n'a pas découragé les Russes et, suivant l'annaliste Nestor, la marche sur le Bosphore fut renouvelée sous Oleg, qui, après la mort de Rurik, premier prince russe, fut appelé à la régence du gouvernement et à la tutelle d'Igor, fils de Rurik, encore en bas âge. Après avoir soumis à son autorité les tribus voisines, Oleg décida de marcher sur Constantinople. Ayant armé deux mille canots avec chacun quarante guerriers à bord, il descendit le Dnieper, entra dans la mer Noire et se dirigea vers le Bosphore, en 907. Une nombreuse cavalerie suivait la flotte russe par voie de terre. Bientôt la capitale grecque fut assiégée sur terre et sur mer.

A Constantinople régnait alors l'empereur Léon-le-Sage. Plus occupé des observations astrologiques que de la sécurité de son empire, il fit barrer le port d'une chaîne, laissant ainsi aux guerriers russes la faculté de piller les environs de Constantinople. Les Grecs restaient enfermés dans les murs de Constantinople et se contentaient de regarder d'un œil indifférent les horreurs de la dévastation de leur pays.

Pour mettre un terme à la ruine de son Empire par les barbares du nord, l'Empereur grec s'adressa à Oleg, lui offrant un tribut pour obtenir la paix. La demande de paix ayant été acceptée, les plénipotentiaires russes, envoyés auprès de l'Empereur, conclurent avec lui un traité de paix, d'après lequel :

1° Les Grecs s'engagèrent à payer à Oleg une lourde contribution et, de plus, des sommes considérables pour les villes de Kiev,

(1) KARAMZIN, *Histoire de Russie*, t. I, p. 145-147 ; SOLOVIEV, *Histoire de la Russie*, t. I, p. 98-100 ; RAMBAUD, *Histoire de la Russie*, p. 45 ; TRATCHEVSKY, *Histoire de Russie*, t. I, p. 36.

Tchernigov, Rostov et autres gouvernées par les princes dépendant d'Oleg. Il est à noter que chez les Russes, comme chez les Normands et chez les Germains, la guerre était une industrie nationale. Conformément à l'usage de son pays, Oleg devait partager le butin avec ses généraux et ses soldats, sans oublier ceux qui étaient restés en Russie ;

2° Les ambassadeurs du prince russe à Constantinople devaient y être entretenus aux frais du trésor impérial ;

3° L'Empereur s'engagea à nourrir pendant six mois les marchands russes qui iraient commercer dans l'Empire ; il devait également fournir aux marchands russes à leur retour dans leur pays des provisions de vivres, des ancres, des voiles et en un mot tout ce dont ils auraient besoin ;

4° Un quartier spécial fut affecté à Constantinople aux Russes, qui devaient informer de leur arrivée les autorités municipales ;

5° Ils devaient entrer en ville par une seule porte, accompagnés par un commissaire impérial ; ils devaient être sans armes et jamais plus de cinquante hommes à la fois ;

6° Il leur était permis d'exercer librement le commerce à Constantinople sans payer aucun droit ;

7° Les Russes qui viendraient à Constantinople pour d'autres affaires que pour y faire du commerce ne pouvaient avoir droit à l'entretien mensuel.

La ratification de cette paix fut accompagnée de cérémonies religieuses. L'Empereur prêta serment sur l'Évangile ; Oleg, suivant l'usage de son pays, sur ses armes. En signe de triomphe, ce dernier suspendit son bouclier aux portes de Constantinople et revint en Russie en y rapportant de l'or, des étoffes précieuses, des vins, etc. Le peuple russe, frappé de l'éclat de la gloire d'Oleg et ne pouvant regarder comme naturels de semblables succès, lui donna les surnoms de Sage et de Magicien (1).

Les historiens grecs ne parlent pas de l'expédition d'Oleg et leur silence inspire quelque doute sur l'exactitude du récit de Nestor. Karamzin, le célèbre historien russe, tout en admettant certaines exagérations dans le récit de Nestor, qui, ayant écrit ses annales au *xi^e* siècle, pouvait avoir été trompé par une tradition orale remontant au *ix^e* siècle, considère comme incontestable la marche d'Oleg sur Constantinople et que cette expédition fut couronnée par un grand succès.

Ledit traité conclu verbalement fut remplacé bientôt par un nouveau traité écrit, signé à Constantinople par l'empereur Léon et les ambassadeurs d'Oleg. Ce dernier traité, se composant de neuf articles et établissant la paix et l'amitié entre la Russie et l'Empire d'Orient, comporte une série de dispositions concer-

(1) KARAMZIN, t. I, p. 161-167 ; SOLOVIEV, t. I, p. 105-107 ; TRATCHEVSKY, t. I, p. 36 ; RAMBAUD, p. 45-46 ; LAVESQUE, *Histoire de Russie*, t. I, p. 112.

nant : la liberté du commerce russe à Constantinople ; la répression des crimes commis par ou contre les Russes ; l'obligation de restituer les navires naufragés à leurs propriétaires ; le droit des commerçants russes à Constantinople de transmettre leurs biens à leurs successeurs ou de les léguer par testament ; l'extradition des criminels ; l'émancipation des esclaves, etc.

L'acte mentionné, écrit en grec et en slavon, fut signé par l'Empereur, qui jura sur la croix de l'observer fidèlement. Les plénipotentiaires russes, qui avaient reçu un exemplaire du traité, jurèrent au nom de tous les Russes d'observer strictement et honnêtement les conditions de la paix intervenue entre la Russie et l'Empire grec (1).

La paix entre les deux pays fut observée jusqu'en 941. Igor, fils de Rurik, maintint de bonnes relations avec les Empereurs d'Orient. Suivant l'historien arabe El-Makyn, en 935, Igor consentit à fournir à l'Empire grec des vaisseaux et des troupes pour aller en Italie. Mais, plus tard, à l'exemple de son illustre tuteur, Igor voulut entreprendre une troisième expédition contre Constantinople. Il descendit le Dnieper, entra dans la mer Noire et se dirigea vers le Bosphore avec une flottille considérable (941). L'opération de descente sur le Bosphore s'accomplit sans difficultés, mais, poursuivis par la flotte et l'armée grecques, les Russes furent obligés de se retirer en désordre et de reprendre le chemin de leur pays après avoir subi des pertes énormes (2).

Le désastre dont nous venons de parler ne découragea pas Igor. Deux ans après, à la tête d'une armée considérable et d'une puissante flotte, il reprit de nouveau le chemin de Constantinople. Informés de la nouvelle invasion et ne voulant pas exposer leur pays aux exploits des Russes, les Grecs envoyèrent des ambassadeurs chez le prince Igor. Ils le rencontrèrent près de l'embouchure du Danube et lui proposèrent de faire la paix moyennant le paiement par l'Empire du même tribut que Léon VI avait jadis payé à Oleg. La proposition grecque ayant été acceptée, un traité de paix et d'alliance fut conclu entre la Russie et l'Empire d'Orient, en 945. Ce traité, comme celui d'Oleg, comporte un certain nombre de dispositions concernant la liberté du commerce russe sur les bords du Bosphore ; les conditions juridiques des Russes à Constantinople ; la répression des crimes commis dans la capitale impériale par ou contre les Russes ; l'émancipation des esclaves, etc. Ces conditions de paix et d'amitié furent religieusement observées par les parties contractantes. Les Russes servaient même à la Cour des Empereurs, dans leur armée et leur flotte. Le célèbre historien arabe Abi-Abal-Bagad, surnommé Novaïri, dans son histoire de la Sicile, raconte que les Russes, les

(1) KARAMZIN, t. I, p. 168-173 ; SOLOVIEV, t. I, p. 107-109.

(2) KARAMZIN, t. I, p. 183-185 ; SOLOVIEV, t. I, p. 111 ; RAMBAUD, p. 46.

Persans et les Arméniens combattirent, en 964, contre Al-Hassan, général arabe, aux côtés des guerriers grecs (1).

Les hostilités entre les Grecs et les Russes recommencèrent sous le prince russe Sviatoslav, fils d'Igor. En 967, ayant conclu un traité d'alliance avec l'empereur grec Nicéphore Phocas et reçu de celui-ci une forte somme d'argent pour la préparation et l'entretien de son armée et de sa flotte, Sviatoslav déclara la guerre au roi des Bulgares Pierre et parut sur le Danube avec une flotte importante. La résistance des Bulgares ayant été brisée et leur armée mise en déroute, les Russes envahirent la Bulgarie en pillant les villages et en massacrant leurs habitants. Mais bientôt, le prince Sviatoslav, ayant reçu la nouvelle de l'attaque de son pays par les Pétchénègues, décida de rentrer dans son pays pour le libérer de ses belliqueux voisins (2).

Après avoir liquidé l'invasion des Pétchénègues, Sviatoslav entreprit une nouvelle expédition en Bulgarie. La ville de Péréyaslavetz, capitale de la Bulgarie, fut prise et l'armée russe s'empara, pour la deuxième fois, du royaume bulgare, emprisonnant le roi Boris avec tous les membres de sa famille. Lors de la prise de la capitale des Bulgares, Sviatoslav voulut rester dans les Balkans et transférer sa résidence de Kiev à Péréyaslavetz, sur le Danube.

A ce sujet il disait à sa mère, la princesse Olga : « Cet endroit est le point central de mes États et tous les biens y abondent. De la Grèce, y viennent des étoffes précieuses, des vins, de l'or et des fruits de toute espèce ; du pays des Tchèques et de la Hongrie des chevaux et de l'argent ; de la Russie, des fourrures, de la cire, du miel et des esclaves (3). »

Bientôt les Grecs comprirent la faute qu'ils avaient commise en attirant les Russes sur le Danube. La fondation près de Constantinople d'un empire slave, allant de la mer Blanche jusqu'à la Morée et se composant des divers groupes de la race slave, présentait une véritable menace pour l'indépendance et la sécurité de l'Empire d'Orient.

Voulant prévenir ce danger et ayant décidé de se débarrasser de ces dangereux voisins, Jean Zimisce, successeur de Phocas sur le trône de Byzance, réclama de Sviatoslav d'évacuer la Bulgarie et d'observer fidèlement le traité, conclu par lui avec l'empereur Nicéphore Phocas. Sviatoslav rejeta les propositions de l'Empereur grec et répondit à ses délégués que bientôt il serait lui-même à Constantinople et qu'il en chasserait les Grecs en Asie. La guerre éclata alors entre les deux pays.

D'après les historiens grecs, les Russes, aidés par les Pétché-

(1) KARAMZIN, t. I, p. 185-192 ; SOLOVIEV, t. I, p. 112-115 ; RAMBAUD, p. 47.

(2) KARAMZIN, t. I, p. 215-216 ; SOLOVIEV, t. I, p. 130-131 ; RAMBAUD, p. 50-51.

(3) KARAMZIN, t. I, p. 222-223 ; SOLOVIEV, t. I, p. 133 ; RAMBAUD, p. 51.

nègues et les Hongrois, alors leurs alliés et les Bulgares, leurs nouveaux sujets, traversèrent les Balkans, prirent Philippopoli, occupèrent Andrinople et s'ouvrirent la route de Constantinople. Dans le désir d'arrêter la marche de l'armée russe sur sa capitale, l'Empereur envoya à l'embouchure du Danube une flotte considérable, avec l'ordre d'interrompre la navigation des Russes sur ce fleuve et de couper leurs communications avec Kiev. Une puissante armée grecque, ayant franchi les défilés des Balkans, s'empara de la capitale bulgare, libéra le roi captif Boris et mit en fuite l'armée russe. Abandonnés par la fortune et éprouvant les horreurs de la famine, les Russes furent contraints de faire la paix avec les Grecs, d'évacuer la Bulgarie et de retourner chez eux. Par le traité conclu avec l'Empereur grec, Sviatoslav s'engagea à vivre en paix et en bonne intelligence avec les Empereurs très chrétiens ; il promit au nom du peuple russe de ne jamais plus rien entreprendre contre l'Empire et de s'opposer militairement à toute attaque contre la Grèce de la part de pays étrangers.

L'Empereur envoya à son nouvel allié et ancien ennemi de riches présents et des vivres. « Acceptons-les, dit le prince à ses soldats, quand nous serons mécontents, nous mobiliserons encore une nombreuse armée et nous saurons bien retrouver le chemin de Constantinople (1). » Depuis la conversion de la Russie à l'orthodoxie (988), ce pays et la Grèce vivaient en bons rapports. Cependant, cette amitié fut interrompue au cours de la première moitié du xi^e siècle. Les historiens grecs racontent qu'au début de ce siècle un des parents du prince russe, ayant sous ses ordres huit cents guerriers, après avoir traversé le Bosphore et les Dardanelles, se rendit à l'île de Lemnos, où lui et ses guerriers furent massacrés sur l'ordre du gouverneur grec. Cet événement n'eut aucune suite. Mais bientôt (1043), une violente querelle s'éleva à Constantinople entre les Russes et les Grecs, et ces derniers tuèrent un Russe de distinction. La satisfaction demandée par le prince russe n'ayant pas été accordée par l'Empereur, Jaroslav, prince russe, ordonna à son fils Wladimir de marcher, à la tête d'une nombreuse armée, sur le Bosphore. L'Empereur grec Constantin Monomaque s'empressa d'envoyer ses ambassadeurs à la rencontre de Wladimir et s'engagea à punir sévèrement les auteurs des injures dont les Russes avaient été victimes. La proposition de paix ayant été écartée, l'armée russe reçut l'ordre de continuer sa marche vers la capitale grecque. Près du Phare, pour la seconde fois, l'Empereur offrit aux Russes la paix qui fut repoussée par ces derniers. Alors la flotte russe fut incendiée par les Grecs. Une violente tempête, qui s'éleva à ce moment, acheva l'œuvre des guerriers byzantins. Ayant réorganisé ses

(1) KARAMZIN, t. I, p. 225-238 ; SOLOVIEV, t. I, p. 135-139 ; TRATCHEVSKY, t. I, p. 38.

forces, Wladimir attaqua les navires grecs, chargés de la poursuite de l'armée russe. Le combat engagé devant Constantinople se termina par la victoire des Russes et Wladimir revint à Kiev avec un grand nombre de prisonniers et une grande quantité de biens pillés. Huit cents prisonniers russes furent conduits à Constantinople où l'Empereur leur fit arracher les yeux. Trois ans après, la Russie signa la paix avec l'Empire et les malheureux Russes cruellement privés de la vue s'en retournèrent à Kiev. Cette guerre fut la dernière et, à partir de cette époque, le Bosphore ne vit plus les navires et les guerriers russes (1).

Le principe directeur de toutes ces expéditions est la dévastation d'un pays prospère et le pillage de la population tranquille. Les historiens grecs, dont le témoignage est conforme aux récits de l'annaliste Nestor, accusent les Russes d'avoir porté le fer et le feu sur les bords du Bosphore ; ils les accusent d'avoir troublé un pays prospère et civilisé ; ils les accusent d'avoir massacré la population paisible, ravagé les villages, détruit les palais et les monuments historiques, incendié les temples et les couvents, emmené les hommes et les femmes en esclavage. Mais, bien que le pillage fût le principe directeur et le but suprême du mouvement de la Russie d'alors vers le Bosphore, dans lesdites entreprises nous constatons parfois certaines tendances d'ordre politique et des visées d'un caractère nettement économique. Or, au x^e siècle, ayant envahi la Bulgarie, pris sa capitale, détrôné son roi, le prince Sviatoslav voulait créer un vaste empire slave allant de la Baltique jusqu'à la mer Egée et comportant les diverses branches de la race slave. Il voulait même conquérir Constantinople et chasser les Grecs au delà du Bosphore. Mais, ayant perdu la guerre et étant obligé de rentrer dans son pays, il signa avec l'Empereur d'Orient un traité de paix dans lequel il prit l'engagement de ne jamais rien entreprendre contre l'Empire byzantin. De même, dans les traités conclus entre les Empereurs grecs et les princes russes, nous trouvons un certain nombre de dispositions d'ordre économique. Les traités en question établissent le principe de la liberté du commerce russe sur le marché de Constantinople ; reconnaissent aux négociants russes le droit de transmettre leurs biens à leurs successeurs ou de les léguer par testament ; ils proclament le principe de l'insaisissabilité des navires naufragés ; ils exigent le rachat des esclaves russes ou grecs. Mais, malgré ces constatations, nous devons reconnaître qu'au point de vue politique et économique, toutes ces expéditions présentent peu d'importance et que le pillage restait le principe directeur de toutes ces entreprises passagères, car, étant séparés de la mer Noire par des peuples belliqueux et

(1) KARAMZIN, t. II, p. 31-36 ; SOLOVIEV, t. I, p. 205-206.

entourés de tous côtés de voisins dangereux, les Russes ne pouvaient pas s'établir d'une manière stable sur les rives des Détroits. De plus, à cette époque-là, les Russes n'avaient pas dans la mer Noire de marine marchande ; ils se trouvaient dans la phase de l'économie domestique et leur commerce à Constantinople et sur les bords de la mer Noire n'était guère développé.

Ainsi la situation géographique, la position stratégique, l'état culturel, les facultés économiques et les possibilités commerciales de la Russie d'alors ne justifiaient guère son apparition sur les Détroits et son contact avec les peuples d'Occident et les pays d'Orient.

CHAPITRE II

LA CHUTE DE L'EMPIRE D'ORIENT ET LE RÊVE DE LA MISSION HISTORIQUE DE LA RUSSIE.

Au milieu du xv^e siècle s'est produit un événement qui a exercé la plus grande influence sur la politique de la Russie dans la question des Détroits et de Constantinople. Nous avons en vue la chute de l'Empire d'Orient (1453). Les historiens de l'Empire ottoman racontent qu'à la fin du $xiii^e$ siècle, l'Empire seldjoukide s'était démembré en plusieurs émirats indépendants, qui se partagèrent l'Asie Mineure. Osman, un de ces émirs, après avoir conquis les autres principautés, fonda la nouvelle dynastie turque et le nouvel Empire ottoman. Ayant conquis des possessions grecques en Asie Mineure, telles que Brousse, Nicée, Nicomédie, etc., Osman et son fils Ourkhan établirent les frontières occidentales du nouvel empire sur les rives asiatiques du Bosphore et des Dardanelles (1). Poursuivant leurs succès, les Turcs franchirent les Détroits au milieu du xiv^e siècle, et commencèrent leurs conquêtes sur le continent européen.

En 1356, ils occupèrent Gallipoli. En 1360, fut prise Andrinople qui, quelques années plus tard, devint la capitale ottomane. La conquête presque totale de la Thrace les mettait en contact direct avec les deux puissances slaves de la péninsule balkanique : la Bulgarie et la Serbie. La bataille historique de la Maritza (1371) livra aux Turcs le reste de la Thrace, la Macédoine, la Bulgarie et une partie de la Serbie. La bataille légendaire de Kossovo (1389) mit fin à l'indépendance de la Serbie et décida du sort des Slaves du Sud. La bataille sanglante de Nicopolis (1396) donna aux Turcs la Bosnie, la Roumanie et la Hongrie (2).

Les conquêtes turques en Europe faisaient trembler les Empereurs d'Orient. La prise de la Grande Cité et du reste de l'Empire grec devenait de plus en plus inévitable. En 1397, le sultan Bayézid Ildirim (la Foudre) assiégea la capitale impériale. Manuel II,

(1) LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale*, t. III, p. 821-827.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 827-838 ; LAVALLÉE, *Histoire de la Turquie*, t. I, p. 412 et suiv.

Empereur d'Orient, s'adressa vainement au Pape, aux Rois de France et d'Angleterre, aux Princes italiens et à la République de Venise en leur demandant aide et appui contre les Turcs. Ayant confié le pouvoir suprême à son neveu Jean VII, il entreprit une tournée en Europe en suppliant les puissances chrétiennes de porter secours à l'Empire d'Orient. Pendant ce temps Bayézid pressait la capitale grecque. Le secours qui sauva l'Empire grec vint non de l'Occident divisé, impuissant, indifférent, mais des profondeurs de l'Asie Centrale. Ayant appris l'invasion de son empire par Timour, le célèbre conquérant du Turkestan, Bayézid partit en hâte pour l'Asie Mineure (1). La défaite de l'armée turque sous les murs d'Angora (1402) a eu pour suite la décadence de l'Empire turc, la guerre civile et la restauration des anciens émirats indépendants. Grâce à cet événement, l'Empire grec fut sauvé, mais il ne fut sauvé que pour un demi-siècle (2).

L'unité nationale étant rétablie dans la première moitié du xv^e siècle, Mahomet II, le célèbre conquérant de vingt-quatre ans, à la tête d'une nombreuse armée et d'une puissante flotte, assiégea la capitale impériale. Après un siège relativement court, ayant brisé la résistance des Grecs, sur les cadavres des janissaires et aux cris de ses soldats : « Il n'y a point d'autre Dieu que Dieu et Mahomet est son Prophète », le célèbre capitaine fit son entrée solennelle à Constantinople. L'empereur Constantin tomba sur le champ de bataille. La basilique de Sainte-Sophie, bâtie dans la première moitié du vi^e siècle par l'empereur Justinien, fut transformée en mosquée. La résidence des Sultans fut transportée d'Andrinople sur les bords du Bosphore (3).

Ainsi l'entreprise que les Arabes tentaient, les Seldjoukides rêvaient et les premiers Sultans turcs préparaient, ne fut réalisée qu'en 1453, sous le règne de Mahomet II.

Dans la deuxième partie du xv^e siècle et au cours de la première moitié du xvi^e siècle, sous Mahomet II, Selim I et Soliman-le-Grand, furent soumises successivement la Morée ; l'Albanie ; la Croatie ; la Bosnie ; l'Herzégovine ; la Hongrie ; la Moldavie ; la Valachie ; la Transylvanie ; les îles de l'Archipel et de l'Adriatique ; l'Empire de Trébizonde ; les pays du Caucase, tels que le Chirvan et la Géorgie ; la Crimée ; la Syrie, pays des anciens Califes ; la Palestine, foyer du judaïsme et du christianisme ; l'Arabie, centre de l'islamisme ; l'Égypte, berceau de l'ancienne civilisation et le reste de l'Afrique du Nord (4).

Ainsi, vers le milieu du xvi^e siècle, les Turcs fondèrent un vaste

(1) LAVALLEE, t. I, p. 150-157.

(2) LAVISSE et RAMBAUD, t. III, p. 838 et suiv.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 852 et suiv.

(4) LAVALLEE, t. I, p. 170 et suiv.

et puissant empire se composant d'un grand nombre de pays disparus et d'une infinité de groupements ethniques. Ce redoutable empire possédait non seulement de vastes territoires sur les continents d'Europe, d'Asie et d'Afrique ; non seulement une nombreuse armée et une puissante flotte qui, pendant longtemps, menacèrent l'Europe entière, mais occupèrent encore les grandes voies de terre et de mer qui relient les trois continents : le Danube, la mer Noire, le Bosphore, la mer de Marmara, les Dardanelles, l'isthme de Suez, la mer Rouge, le golfe Persique, etc. (1).

La chute de l'Empire d'Orient, survenue sous le règne du grand prince russe Vasili II, produisit dans toute la Russie une profonde impression. La douleur occasionnée par la prise de Constantinople fut d'autant plus vive que la basilique de Sainte-Sophie, qui par sa magnificence et sa grandeur était un objet d'admiration pour les commerçants et les pèlerins russes, fut transformée en mosquée et que le croissant remplaça la croix sur sa coupole. Cette émotion était bien naturelle, car la Russie se trouvait liée à l'Empire d'Orient par les liens de la religion et de la civilisation. C'est de l'Empire d'Orient que les Russes reçurent la foi chrétienne ; c'est là qu'ils recrutèrent pendant longtemps leur clergé. Ce sont les moines grecs qui fondèrent les premières écoles russes. Ce sont les architectes et les artistes grecs qui ont édifié et orné les premières églises russes. Ainsi, pour la Russie, Constantinople était un véritable foyer de lumière. Dès l'époque de la chute de l'Empire byzantin, les hommes éminents de la Russie eurent conscience que la mission des Empereurs d'Orient envers les Orthodoxes passait entre les mains des princes de Moscou et que la Russie devait se considérer comme la continuatrice de l'empire disparu. Les Grecs, de leur côté, composèrent aussitôt des légendes, d'après lesquelles Byzance, après avoir été conquise par les Turcs, serait rétablie par un prince envoyé par la Providence. En Russie, on goûtait surtout la prédiction de Léon-le-Sage qui affirmait que les Musulmans ne régneraient pas longtemps à Constantinople et qu'il viendrait un peuple qui vaincrait les fils d'Ismaïl et resterait maître de la ville aux sept collines. En traduisant et commentant cette prédiction, les théologiens russes attribuaient la mission de délivrance de Constantinople aux tsars russes. Pour les Russes, après la chute de deux Rome, leur pays est devenu le nouvel Empire romain et Moscou la troisième Rome (2). L'idée de la « mission historique » de la Russie et le rêve de l'héritage byzantin qui, au cours des siècles, servirent de base à la politique de ce pays à l'égard de

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. III, p. 859-864.

(2) GIGAREV, *La politique russe dans la Question d'Orient*, 2 vol., Moscou, 1896. L'analyse de ce travail se trouve dans la « Bibliothèque Universelle et Revue Suisse », Lausanne, 1897, t. VIII (octobre-décembre), p. 12-13.

l'Empire turc, furent confirmés par le mariage du grand prince russe Jean III avec la princesse Sophie, nièce de Constantin Paléologue, dernier Empereur d'Orient. Il convient de noter, qu'au moment de la prise de Constantinople, Démétrius et Thomas, les deux frères de Constantin Paléologue, gouvernaient la Morée. Animés de haine l'un contre l'autre, ils se firent la guerre et facilitèrent le triomphe de Mahomet II, qui soumit la Morée à sa domination. Démétrius envoya sa fille dans le sérail du Sultan et obtint la ville d'Enos, en Thrace, à titre d'apanage. Thomas, au contraire, plein d'horreur pour les Turcs, se réfugia avec sa famille et un grand nombre de Grecs de distinction auprès du pape Pie II, en 1460. Il mourut à Rome, en laissant deux fils et une fille, qui continuèrent à vivre dans la ville éternelle.

Le nouveau pape, Paul II, d'accord avec le célèbre cardinal grec Bissarion, décida de donner la princesse Sophie en mariage à Jean III de Russie. En projetant cette alliance, le Pape avait deux préoccupations : la croisade contre les Turcs et l'union des Églises. Le Souverain Pontife voulait soulever la Russie et, par l'intermédiaire de ce pays, l'Empire mongol contre la Turquie qui devenait dangereuse pour le Saint-Siège. Il désirait également soumettre l'Église russe à la curie romaine (1). En 1469, le cardinal Bissarion, conformément à la décision du Pape, envoya auprès du grand prince russe un ambassadeur chargé de lui remettre une lettre dans laquelle il proposait à Jean III la main de la princesse Sophie Paléologue.

Suivant l'avis unanime de sa mère, du métropolite russe Philippe et des principaux boyards, Jean III accepta la proposition de Rome. En approuvant le mariage de la princesse grecque avec Jean III de Russie, les milieux officiels de ce pays voulaient, avec Sophie de Grèce, recueillir pour le grand prince russe les droits des Empereurs d'Orient et faire passer par cette alliance à Jean III le titre de gendre des Paléologue.

En 1472, accompagnée d'une nombreuse suite de Grecs de distinction qui voulaient trouver en Russie une seconde patrie, la princesse Sophie se rendit de Rome à Moscou, où elle fut reçue en triomphe. Avec la princesse Sophie s'établirent en Russie un grand nombre d'hommes d'État, de diplomates, de savants, de médecins, de professeurs, d'artistes, d'ingénieurs, de moines, etc., qui introduisirent en Russie les sciences, les arts et les métiers, entrèrent au service du grand prince russe, fondèrent des écoles et construisirent et décorèrent un grand nombre d'églises, de palais, etc. (2).

Sophie engagea aussi ses frères à se rendre auprès d'elle, mais

(1) GIGAREV, p. 15 ; KARAMZIN, t. VI, p. 68-71, 75 ; SOLOVIEV, t. V, p. 68-69.

(2) KARAMZIN, t. VI, p. 76-85 ; SOLOVIEV, t. V, p. 69 et suiv ; RAMBAUD, p. 200-201.

Manuel, préférant la cour de Mahomet II à celle du grand prince russe, partit pour Constantinople où il passa le reste de sa vie, comblé des bienfaits du Sultan. André Paléologue, second frère de Sophie et le seul légitime héritier de la couronne byzantine, resta à Rome, où il vendit ses droits au trône de l'Empire d'Orient à Ferdinand-le-Catholique et à Isabelle de Castille. L'historien russe Ouspensky, dans son étude sur les origines de la question d'Orient en Russie, émet la supposition qu'André Paléologue aurait vendu ses droits à la couronne de Byzance à Jean III, et que l'acte authentique de cette cession doit se trouver dans les archives du Vatican (1).

Pour marquer son alliance avec les Empereurs grecs, Jean III adopta les armes de l'Empire d'Orient, l'aigle à deux têtes, et l'ajouta aux armes russes représentant saint Georges terrassant le dragon (2).

En tant qu'héritier de l'Empire d'Orient, le grand prince russe voulait préparer la revanche de 1453 contre la Turquie ; en tant que successeur du trône Byzance, il nourrissait le désir de prendre la croix et de marcher vers les rives du Bosphore ; comme souverain très chrétien, il voulait libérer la capitale gréco-romaine de la domination turque ; comme prince orthodoxe, il songeait à rétablir la croix sur la coupole de la cathédrale de Sainte-Sophie. Mais, affaibli par la domination de l'Empire mongol, ayant pour ennemis mortels la Suède, la Pologne, la Lithuanie, les Khanats de Kazan et d'Astrakan ; voulant maintenir de bons rapports avec les khans de Crimée, qui depuis 1475 étaient devenus les vassaux des Sultans de Turquie ; étant occupé de la réunion des diverses principautés, presque indépendantes, en un État fortement organisé et solidement centralisé et ne voulant pas exposer son pays à l'attaque de l'armée ottomane, dont la puissance menaçait l'Europe tout entière, le prince russe, tout en conservant « ses droits » au trône de Byzance, adopta une ligne de conduite pacifique à l'égard de l'Empire ottoman (3). Pour manifester ses intentions amicales à l'égard de la Turquie, Jean III décida d'entrer en relations politiques avec le gouvernement turc. Ces relations commencèrent dans les circonstances suivantes. Les marchands russes d'Azov et de Caffa, ayant éprouvé une série de difficultés de la part des autorités turques, y cessèrent entièrement leur commerce. Le pacha de Caffa écrivit au Sultan que ce n'était que le résultat des intrigues du khan de Crimée, Menghly-Ghirey, vassal du Sultan et allié du grand prince russe. Pour disculper son allié, Jean III envoya au sultan Bayézid, en 1492, une lettre dans laquelle il expliquait que la suspension du commerce

(1) GIGAREV, p. 15.

(2) KARAMZIN, t. VI, p. 85-86.

(3) GIGAREV, p. 19.

russe sur les marchés turcs était provoquée par l'attitude des autorités locales vis-à-vis des négociants russes (1). En 1497, Jean III envoya à Constantinople, en qualité d'ambassadeur, Michel Pletchéév, chargé d'obtenir la liberté du commerce russe dans les États du Sultan. L'ambassadeur russe fut reçu avec bienveillance et le gouvernement turc promit au représentant du grand prince russe de faire respecter la liberté et les privilèges des commerçants russes sur les marchés de la mer Noire (2).

Les relations amicales entre la Turquie et la Russie n'étaient pas rompues sous le règne de Vasili Ivanovitch, fils de Jean III et de la princesse Sophie Paléologue. Les khans de Crimée qui, depuis 1475, se trouvaient sous la suzeraineté des Sultans de Turquie, troublaient bien souvent la tranquillité des provinces du sud de la Russie. Pour assurer la sûreté de leurs possessions du sud, les princes russes payaient aux khans de Crimée, annuellement et à titre de présent, un certain tribut. En cas d'irrégularité dans le paiement du tribut, les khans organisaient des incursions en Russie. Ainsi, en 1521, Mehmet Ghirey, khan de Crimée, allié de la Pologne et de la Lithuanie, à la tête d'une nombreuse armée, assiégea Moscou et s'en retourna après avoir fait un grand nombre de prisonniers. Pour assurer la tranquillité de ses frontières contre les attaques des khans de Crimée et les séparer de la Lithuanie et de la Pologne, ennemies acharnées de la Russie, le prince Vasili Ivanovitch envoya à Constantinople, auprès du sultan Sélim, un ambassadeur extraordinaire, chargé de conclure avec l'Empire ottoman un traité d'alliance dont il sentait l'utilité pour son pays (3).

Mais le Sultan ne pouvant pas se persuader que la Russie était sincèrement disposée à l'aider dans ses entreprises contre les puissances chrétiennes et, d'autre part, ne voulant pas devenir un instrument de la politique des souverains de Moscou, repoussa l'idée d'un traité d'alliance. Il voulait seulement maintenir des relations amicales avec la Russie.

Cette politique d'amitié et de bon voisinage donna les meilleurs résultats : grâce au Sultan, les khans de Crimée abandonnèrent leur attitude hostile à l'égard de la Russie et les autorités turques protégèrent la liberté et les privilèges des commerçants russes sur les bords de la mer Noire. La proposition de conclure un traité d'alliance fut renouvelée par le prince Vasili Ivanovitch auprès de Soliman-le-Grand qui, comme son prédécesseur, tout en assurant l'envoyé russe de ses plus vifs désirs de vivre avec la

(1) KARAMZIN, t. VI, p. 289-291 ; KARPOV, *Monuments des relations diplomatiques du gouvernement moscovite avec la Turquie*, t. I, p. 162-163.

(2) KARAMZIN, t. VI, p. 341-343 ; SOLOVIEV, t. V, p. 113 ; KARPOV, t. I, p. 241-244 ; HAMMER, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, traduite par Heller, t. IV, p. 46-49.

(3) KARAMZIN, t. VII, p. 71-72

Russie dans des rapports d'amitié et d'attachement solide et fraternel, repoussa le projet d'alliance russo-turque (1).

Cependant, le Pape et l'empereur d'Allemagne s'efforçaient de soulever la Russie contre l'Empire turc.

En 1517, l'empereur Maximilien, auteur du célèbre projet de croisade des princes chrétiens contre les Musulmans, expédia à Moscou, en qualité d'ambassadeur, le baron Herberstein, qui, au nom de son souverain, demanda au grand prince de Russie de conclure la paix avec le roi de Pologne Sigismond et d'entrer dans l'alliance des puissances chrétiennes contre la Turquie. La proposition fut déclinée par Vasili Ivanovitch, qui se contenta de témoigner à l'ambassadeur allemand sa reconnaissance pour les bonnes intentions de son maître.

Ainsi, l'ambassade de Herberstein, de même que deux nouvelles ambassades de l'Empereur qui vinrent une année plus tard pour renouveler la demande de Herberstein et persuader le prince russe d'entrer dans la coalition contre la Turquie, ne réussirent pas (2). Le même sort attendait à Moscou l'ambassadeur du pape Léon X, qui avait été envoyé à Moscou la même année que la première ambassade de l'empereur Maximilien.

L'envoyé du Pape déclara au grand prince russe que Constantinople était l'héritage légitime du monarque russe, descendant d'une princesse grecque ; il le persuadait de faire la paix avec la Lithuanie et d'entrer dans l'alliance des princes chrétiens ; il lui proposa, au nom du pape, le commandement suprême des armées chrétiennes. L'offre du Pape, comme celle de l'Empereur, fut rejetée par le grand prince russe : la Russie était trop faible pour entrer en lutte avec l'empire ottoman et lui réclamer l'héritage de Byzance (3).

Les relations amicales entre la Russie et la Turquie se refroidirent sous le règne de Jean IV, connu dans l'histoire sous le nom d'Ivan le Terrible. Celui-ci, dans ses lettres au Pape, se prononçait en faveur de l'éloignement des Turcs de Constantinople.

En 1576, l'ambassadeur de Venise à Constantinople, Soratzo, dans son rapport au Sénat de Venise, disait que le Sultan craignait que les Grecs, les Bulgares et les Serbes, liés à la Russie par l'unité de la religion et excités par les Russes, ne se levassent contre la Turquie et ne voulussent s'unir à la Russie. De même, sous Jean IV s'établirent des relations directes entre le gouvernement russe et les sujets chrétiens du Sultan. En 1539, le patriarche de Constantinople envoya à Moscou un ambassadeur pour demander au prince russe d'intervenir en faveur de la libération des Chré-

(1) KARAMZIN, t. VII, p. 142-143.

(2) DJUVARA, *Cent projets de partage de la Turquie*, p. 63 ; GIGAREV, p. 20.

(3) DJUVARA, p. 51.

tiens de la domination turque. En 1543, à la demande du prince de Moldavie, Jean IV lui fit parvenir une somme de 300.000 pièces d'or pour le paiement du tribut au Sultan (1). D'après l'écrivain russe Ouspensky, la Russie jouissait à cette époque d'une grande popularité parmi les populations chrétiennes de Turquie et tous les hommes politiques de ce temps croyaient déjà que la délivrance des peuples chrétiens ne pouvait s'accomplir que par la Russie qui était assez forte pour cela, laquelle pouvait trouver un excellent appui dans les Balkans (2). Malgré cette popularité et la ferme conviction de la « mission historique » de la Russie, Jean IV ne se décida pas à rompre avec la Turquie.

A ses yeux, la Pologne et la Lithuanie étaient des ennemies plus redoutables que les Turcs. Pour maintenir de bons rapports avec la Sublime Porte et apaiser l'opinion turque agitée par la prise de Kasan et d'Astrakhan, Jean IV envoya à Constantinople, en 1570, comme ambassadeur, Novosiltsev, avec la mission d'assurer au Sultan qu'à Kasan, ni à Astrakhan, les Musulmans ne se trouvaient point menacés ; il proposa même la conclusion d'un traité d'alliance contre la coalition de l'Espagne, de Venise, de Gênes et de l'ordre de Malte. Ne voulant pas rompre ses bonnes relations avec la Turquie, Jean IV se déclara défavorable au projet de ses boyards d'occuper la Crimée (3).

La politique de bon voisinage à l'égard de la Turquie fut poursuivie par Féodor Ivanovitch. En 1584, il envoya à Constantinople, en qualité d'ambassadeur, Blagof, pour annoncer au Sultan son avènement au trône, inviter la Turquie à conclure avec la Russie un traité d'alliance et demander le développement des rapports commerciaux, promettant d'exonérer des droits douaniers les marchandises turques (4).

Sous le règne de Féodor Ivanovitch, les représentants du Pape, de l'Empereur et des Rois chrétiens arrivèrent à Moscou pour persuader au tsar russe d'entrer dans la coalition des puissances occidentales pour libérer les Chrétiens de la Turquie de la domination des Sultans. Ils lui promettaient l'attribution à la Russie des rives de la mer Noire avec l'espoir de s'ouvrir le chemin de Constantinople (5). Mais toutes ces tentatives, comme les précédentes, soutenues par la promesse, tantôt de Constantinople et du littoral de la mer Noire, tantôt du commandement en chef des armées chrétiennes, n'eurent aucun succès. Féodor Ivanovitch, à l'instar de ses prédécesseurs, croyant à la « mission historique » de la Russie et se considérant comme l'héritier légitime de l'Em-

(1) GIGAREV, p. 22.

(2) *Ibid.*, p. 22.

(3) DOBROV, *Les Slaves du sud, la Turquie et la rivalité des puissances européennes*, p. 460 ; KARAMZIN, t. IX, p. 222.

(4) KARAMZIN, t. X, p. 83 et suiv.

(5) *Ibid.*, t. X, p. 254 et suiv.

pire d'Orient, voulait libérer Constantinople de la domination turque, mais il ne pouvait prendre la responsabilité de la rupture avec l'Empire ottoman ; il ne voulait pas exposer son pays à l'attaque de la puissante armée turque ; il lui fallait continuer la politique d'amitié et de bon voisinage à l'égard de l'Empire turc.

Boris Godounov, successeur du tsar Féodor Ivanovitch, était un partisan convaincu de la destruction de l'Empire ottoman. Il préparait une grande alliance avec l'Autriche et la Perse contre la Turquie ; il espérait avoir le concours de l'Angleterre qui, à cette époque, nouait des rapports commerciaux avec les Turcs. Dans une lettre adressée à Elisabeth, Boris Godounov faisait appel à la reine d'Angleterre et lui adressait en même temps un reproche : « Non seulement les ambassadeurs de l'Empereur et du Pape, mais encore d'autres voyageurs étrangers nous ont assuré que tu avais formé une alliance étroite avec le Sultan ; nous nous en sommes étonné et nous ne l'avons pas cru. Non, tu ne seras jamais en relations d'amitié avec les ennemis de la chrétienté et je ne doute pas que tu ne consentiras à te joindre à l'alliance générale des souverains d'Europe pour mettre à la raison les Turcs. Ce noble but est digne de toi et de nous tous (1). » Toutes ces intentions, comme celles de Jean IV, avaient un caractère inoffensif et Boris Godounov, comme ses prédécesseurs, fut obligé de continuer la politique pacifique à l'égard de l'Empire turc.

Les relations diplomatiques entre la Turquie et la Russie devinrent de nouveau amicales pendant les troubles russes et sous Michel Romanov. Pendant les troubles intérieurs et sous le règne du premier Romanov, la Russie étant affaiblie et occupée du rétablissement de l'ordre et de la paix civile, les questions de la politique extérieure furent éloignées au dernier plan. Mais cette amitié était parfois troublée par le pillage des Cosaques des bords de la mer Noire. En 1637, soutenus par Moscou, les Cosaques du Don s'étaient emparés d'Azov. La Turquie, occupée par la guerre avec la Perse, ne put reprendre cette ville qu'en 1641. La Sublime Porte rendit le gouvernement russe responsable de la prise d'Azov. Le tsar Michel Romanov envoya à Constantinople une ambassade chargée de persuader au Sultan que les Cosaques s'étaient rendus maîtres d'Azov à l'insu de Moscou, que le gouvernement russe ne les aidait pas, qu'il ne les soutenait aucunement et que les Cosaques étaient des brigands vivant de rapine (2).

Sous Alexis Mikhaïlovitch, la politique extérieure de la Russie fut dominée par le problème polonais. Sous ce règne, l'Ukraine fut réunie à la Russie. Cette conquête rapprocha la Russie des bords de la mer Noire. Mais, malgré ces préoccupations, la Russie

(1) GIGAREV, p. 26

(2) DOBROV, p. 462.

ne perdit pas de vue la question de l'héritage de Byzance. Le tsar considérait la libération des Chrétiens de la Turquie et la prise de Constantinople comme son devoir devant Dieu. Cette idée se manifesta, en 1654, devant l'ambassadeur du prince de Moldavie, venu à Moscou pour solliciter la protection du tsar russe sur son pays. Moscou envoya un ambassadeur pour faire prêter serment de fidélité au tsar russe, mais les Moldaves s'y refusèrent ; ils exigeaient la conclusion d'un traité établissant les conditions de la réunion à la Russie. Le traité demandé ayant été conclu, la Moldavie fut placée sous le protectorat russe, en 1656 ; mais cet état de vassalité fut rompu par les Moldaves après le détronement de leur prince.

Sous le tsar Alexis Mikhaïlovitch se produisit la première guerre avec la Turquie. En 1669, l'hetman d'Ukraine, Dorochenko, se plaça sous le protectorat du Sultan. Quelques années plus tard, ayant trahi la Turquie, il reconnut le protectorat russe sur son pays. Cet acte provoqua une guerre entre la Russie et la Turquie (1676). La guerre se poursuivit sous Féodor Alexeievitch. Le traité de Bakhtcheseraï de 1681 y mit fin en divisant l'Ukraine en deux parties ; la partie orientale fut gardée par la Russie et la partie occidentale cédée à la Turquie (1).

En 1683, la Turquie entreprit une expédition contre Vienne. L'empereur d'Allemagne Léopold I s'adressa à la Russie, à la Pologne et à la République de Venise, en leur proposant la formation d'une coalition contre la Turquie. La Pologne et la République de Venise acceptèrent la proposition de l'Empereur et conclurent une alliance contre l'Empire ottoman. La tsarine Sophie, malgré la promesse de Constantinople, celle des bords septentrionaux de la mer Noire et de la Roumanie, refusa d'adhérer à cette alliance. La Russie ne voulait pas participer à la coalition des peuples chrétiens contre une puissance qui, à cette époque, faisait trembler l'Europe tout entière. La retraite des Turcs de Vienne, qui marque le début de la décadence de l'Empire turc, encouragea la tsarine Sophie et celle-ci conclut, en 1686, un traité d'alliance avec l'Empereur et ses alliés et dirigea contre la Crimée une armée de 100.000 soldats sous le commandement du prince Galitzine, mais cette expédition, malgré la supériorité de l'armée russe sur celle des Turco-Tatars, devait échouer complètement (2).

Dans le présent chapitre de cette étude, nous avons suivi l'origine et l'évolution des relations diplomatiques entre la Russie et la Turquie. Nous y avons vu que, dès la chute de l'Empire d'Orient, les princes russes eurent conscience que la mission des Empereurs grecs envers les Orthodoxes passait entre leurs mains et que la Russie devait se considérer comme la continuatrice de

(1) GIGARZEV, p. 30.

(2) SEIDAMET, *La Crimée*, p. 32 ; RAMBAUD, p. 346.

l'Empire disparu. En leur qualité d'héritiers du trône des Empereurs d'Orient, les princes russes rêvaient toujours à la revanche de 1453, mais, affaiblis par la domination mongole, occupés par des guerres presque constantes contre la Pologne, la Lithuanie, la Suède, les Khanats de Crimée, de Kazan et d'Astrakhan et ne voulant pas exposer leurs États à l'attaque de la puissante armée turque et à l'invasion des khans de Crimée, vassaux des Sultans, les princes russes, tout en conservant leurs « droits à l'héritage de Constantinople », se voyaient obligés d'entretenir des rapports amicaux avec la Turquie. A cette époque, le mouvement de la Russie vers le Bosphore n'est motivé que par des considérations purement religieuses. Les souverains russes de cette période ne visent pas à l'ouverture de la mer Noire à la navigation commerciale ; ils ne visent pas à la possession du Bosphore et des Dardanelles pour avoir libre accès à la Méditerranée et se mettre en contact avec les pays d'Occident et les peuples d'Orient. La délivrance des Chrétiens de la domination « païenne » et le rétablissement de la croix sur la cathédrale de Sainte-Sophie — tels étaient, à cette période, les principes directeurs de la politique orientale de la Russie et le mobile du mouvement russe vers les bords du Bosphore.

CHAPITRE III

LES TENTATIVES INFRUCTUEUSES DE PIERRE-LE-GRAND D'ÉTABLIR LES FRONTIÈRES MÉRIDIIONALES DE LA RUSSIE SUR LES BORDS DE LA MER NOIRE ET D'OBTENIR L'OUVERTURE DE CETTE MER ET DES DÉTROITS A LA NAVIGATION RUSSE.

La question des Détroits fut posée dans le fameux testament politique attribué à Pierre-le-Grand. Les historiens russes contestent l'authenticité de ce document historique. Ils croient qu'il s'agit d'une fabrication qui aurait été opérée au début du xix^e siècle. En contestant l'authenticité du testament, les historiens russes ne contestent nullement qu'il contient les idées du célèbre régénérateur de l'Empire russe. Ils précisent que le document en question présente les aspirations du puissant génie qui a fondé la grandeur et la puissance de la Russie (1). Le testament de Pierre-le-Grand, qui est devenu la règle de conduite de ses successeurs, comporte une série de dispositions relatives à la conquête des Détroits.

« Il faut, dit le § 12 du testament, préparer la Russie militairement. Il faut proposer séparément et secrètement à la France, puis à l'Autriche, de partager avec un de ces pays la Turquie. Ce projet doit provoquer une guerre entre ces pays, guerre qui deviendrait générale (2). »

« La Russie, dit le § 13, doit leur laisser le temps de s'affaiblir, elle doit rassembler ses forces et entrer dans la guerre à côté de l'Autriche ; l'armée russe étant dirigée sur le Rhin, les escadres russes paraîtraient au même instant, l'une, dans la mer d'Azov, et l'autre, dans la mer Egée. Elles doivent forcer les Détroits et chasser les Turcs au delà du Bosphore et des Dardanelles. Après l'anéantissement de l'Empire ottoman, la Russie doit mobiliser la population de la Turquie et diriger les nouvelles recrues vers la France, l'Italie et l'Espagne. La Russie doit emmener une

(1) DJUVARA, p. 240-241.

(2) SOKOLNIKI, *Le Testament de Pierre-le-Grand*, dans la *Revue des Sciences Politiques*, t. XXVII, 1912, p. 93.

partie de la population de ces pays aux fins de repeupler les déserts de la Sibérie (1). »

Dans le § 7 de son testament, Pierre-le-Grand recommande à ses successeurs de contracter une alliance avec l'Angleterre en vue de la domination sur la Baltique et sur la mer Noire ; il attache une grande importance à cette alliance dont, d'après lui, dépend la réussite du plan. Dans le paragraphe suivant il conseille à ses successeurs de se pénétrer de cette idée, que le commerce des Indes présente une importance mondiale. Celui, d'après Pierre-le-Grand, qui aura le commerce des Indes, sera le maître réel du monde. Il propose, par conséquent, à ses successeurs de faire des guerres à la Perse, de hâter sa décadence et de pénétrer jusqu'au golfe Persique (2). Telles sont les principales dispositions du célèbre document qui, au cours des *xviii*^e et *xix*^e siècles, servirent de base à la politique orientale de l'Empire russe.

Pour donner à la Russie l'accès à la mer libre, Pierre-le-Grand, en 1695, entreprit une expédition contre la ville d'Azov, située à l'embouchure du Don. Cette campagne ne réussit pas, car la Russie ne possédait aucune flotte, ce qui l'empêcha de couper les communications de la ville avec la mer, d'où elle recevait son ravitaillement. L'échec de Pierre-le-Grand fut sensible surtout au point de vue de la politique intérieure, car les réformes mêmes se trouvaient compromises et l'armée réorganisée fut mise en cause (3). Il fallait réparer cet échec au plus tôt.

Pierre-le-Grand appela de Hollande, de Prusse et de Venise, des officiers d'artillerie, des ingénieurs, des mineurs, des artisans, des marins, et, dans les chantiers navals du Don, il créa hâtivement une petite flottille. Ayant achevé ses préparatifs et conclu un traité d'alliance avec l'Autriche, la Pologne et la République de Venise, le tsar russe assiégea de nouveau, en 1696, la ville d'Azov. Grâce à l'intervention de la flotte nouvellement créée, la place d'Azov fut obligée de capituler, le 18 juillet 1696, après deux mois de résistance. Aussitôt après la chute d'Azov, Pierre-le-Grand fit renforcer ses fortifications et procéda également à la construction d'un port à Taganrog et d'une puissante flotte, composée de neuf galères, quatorze grands vaisseaux et quarante autres unités de moindre tonnage (4). Après avoir conclu avec la Turquie, à Carlovitz, en 1698, une trêve séparée de deux ans, Pierre-le-Grand, au mois d'avril 1699, envoya à Constantinople, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, le diak de douma Emelian Oukraïnzef, chargé de conclure avec le gouverne-

(1) SOKOLNIKI, p. 93.

(2) DJUVARA, p. 242-244 ; SOKOLNIKI, p. 93.

(3) RAMBAUD, p. 351-352.

(4) *Ibid.*, 352-353.

ment turc une paix définitive. Le plénipotentiaire russe avait pris place sur un navire de 46 canons, « Kriepost » (la Forteresse), qui devait le conduire à Constantinople (1). Pour donner plus d'importance à ce départ solennel, le tsar, à la tête de l'escadre, accompagna lui-même son envoyé jusqu'à Kertch, d'où celui-ci devait continuer le voyage. L'apparition de la flotte russe à Kertch provoqua une véritable sensation. Le pacha turc essaya, sous différents prétextes, de convaincre l'ambassadeur russe d'aller à Constantinople par la voie de terre, mais comme le voyage par mer à bord du « Kriepost » avait un but nettement politique, Oubraïnzef déclina les conseils du pacha et suivit sa route. Au commencement de septembre, il faisait son entrée triomphale dans les eaux du Bosphore et jetait l'ancre sous les murs du sérail du Sultan, en le saluant de ses 46 canons (2). L'apparition et la salve du navire russe provoquèrent la plus vive inquiétude dans les milieux turcs. Elles produisirent également la plus profonde impression sur les ambassadeurs européens, qui firent à l'envoyé du tsar un accueil plus que froid. Le « Kriepost » était le premier navire de guerre russe dans le Bosphore. On avait toujours affirmé au Sultan qu'il n'existait pas de flotte russe ou, du moins, qu'elle ne pourrait jamais sortir du Don. Un sentiment tout à fait nouveau d'insécurité régna désormais dans le sérail. C'est dans une atmosphère de méfiance que commencèrent les négociations entre le plénipotentiaire russe et le Reïss-Effendi Rami, ministre des Affaires étrangères de Turquie, assisté par le drogman de la Porte, Mavrocordato.

L'ambassadeur russe était chargé par le tsar de demander à la Sublime Porte :

- 1° La cession à la Russie des places d'Azov et de Kertch ;
- 2° L'admission de la marine marchande russe dans la mer Noire ;
- 3° Le passage pour les navires de commerce russes par les détroits du Bosphore et des Dardanelles ;
- 4° La reconnaissance à la Russie du droit d'avoir à Constantinople un envoyé permanent (3).

Les conditions russes rencontrèrent, de la part des délégués turcs, l'opposition la plus formelle. Ils repoussèrent nettement et catégoriquement la demande russe relative à la navigation russe dans la mer Noire. En refusant à la Russie le libre accès à la mer Noire, les Turcs invoquaient des considérations d'ordre juridique. Ils affirmaient que la mer Noire, qui, chez eux,

(1) OULIANITZKI, *Les Dardanelles, le Bosphore et la mer Noire*, p. 23.

(2) *Ibid.*, p. 23.

(3) OULIANITZKI, p. 24 ; DASCOVICI, *la Question du Bosphore et des Dardanelles*, p. 99.

portait le nom de « vierge chaste et pure », n'était qu'une mer intérieure de la Turquie, toutes ses côtes se trouvant sous la souveraineté du Sultan. Les Turcs indiquaient que la fermeture de la mer Noire à la navigation étrangère est une règle du droit public de l'Empire ottoman. Ils leur citaient les nombreuses tentatives de la France, de l'Angleterre et de la Hollande pour obtenir le droit de naviguer dans cette mer, tentatives qui, toujours, rencontrèrent un refus catégorique de la part de la Turquie (1). Ce n'était pas seulement des considérations d'ordre juridique, qui motivaient le refus des Turcs ; à côté des raisons juridiques il y avait des causes d'ordre politique. La construction par la Russie de la flotte de guerre dans la mer d'Azov avait éveillé les soupçons du gouvernement turc, qui savait très bien que les vaisseaux de la mer d'Azov avaient été construits pour l'attaque des bords de la mer Noire et du Bosphore.

Après de longues négociations, les Turcs conclurent avec le plénipotentiaire du tsar, le 13 juin 1700, une trêve de 30 ans. D'après l'accord en question, la Russie recevait la forteresse d'Azov et ses environs (art. 3). Elle s'engageait à démolir les forteresses de Taghan, de Ghazi-Kerman, Noussret-Kerman et Chahin-Kerman, bâties par les Russes sur le bas Dnieper, et à restituer leurs territoires à la Turquie (art. 2). Afin d'éviter tout contact immédiat et empêcher les conflits éventuels entre les Russes et les Turcs, une zone neutre d'une étendue de douze lieues fut créée entre les possessions des deux pays (art. 5) (2). L'article 13 du traité de 1700 accorda à la Russie le droit d'avoir à Constantinople un représentant permanent. En outre, la Russie avait obtenu le droit de navigation dans la mer d'Azov, mais cette mer, peu profonde et fermée par le détroit de Kertch, ne donnait pas à la navigation russe de libre accès dans la mer Noire. En refusant à la marine russe le droit de naviguer dans la mer Noire, la Turquie voulait accorder aux sujets russes le droit de commercer avec tous les ports de ladite mer, à condition toutefois de se servir des navires turcs pour le transport de leurs marchandises. Mais, finalement, les parties contractantes se mirent d'accord pour exclure du traité la question de la navigation russe dans la mer Noire, en la réservant par l'article 10 du traité pour des négociations ultérieures (3).

Conformément au susdit article, Pierre-le-Grand envoya à Constantinople Dmitri Galitzine, comme ambassadeur chargé de procéder à l'échange des ratifications et d'obtenir de la Sublime Porte la liberté de navigation russe dans la mer Noire. La mission

(1) GORIAÏNOV, *Le Bosphore et les Dardanelles*, p. 22.

(2) HAMMER, t. XIII, p. 57 ; NORADOUNGHIAN, *Recueil d'actes intern. de l'Emp. ottom.*, t. I, p. 197-198.

(3) OULIANITZKI, p. 29.

de Galitzine, comme celle d'Oukraïnzef, resta sans résultat. En refusant l'admission de la navigation russe dans la mer Noire, la Turquie invoquait toujours la même raison d'ordre juridique : « La mer Noire est la mer intérieure de la Turquie, et pour cette raison la marine étrangère ne doit pas être admise dans cette mer (1). »

Le traité du 13 juin 1700 n'a pu satisfaire la Russie, car il n'a pas donné à ce pays le libre accès à la mer Noire. Pour reporter les frontières méridionales de la Russie sur les bords de la mer Noire et obtenir pour la marine russe la liberté de navigation dans ladite mer, Pierre-le-Grand décida de se préparer à une nouvelle guerre contre l'Empire turc. La victoire de 1709 sur Charles XII fut un encouragement pour le tsar et rapprocha la lutte pour la mer Noire.

On sait qu'après la défaite de Poltava, en 1709, le roi de Suède, Charles XII, s'était réfugié sur le territoire turc, à Bender. Pierre-le-Grand remit à la Turquie un ultimatum lui demandant l'expulsion du roi fugitif. A l'ultimatum de la Russie, la Turquie répondit par une déclaration de guerre. L'armée russe franchit le Pruth et entra à Jassy. Le plan de soulèvement des populations chrétiennes de la Turquie n'avait pas réussi. Pierre-le-Grand commit, en 1711, la même faute que Charles XII en 1709. Il compta sur les secours douteux qu'il pourrait trouver dans les provinces chrétiennes de la Turquie. Il trouva la Moldavie presque vide d'habitants. Kantemir, l'hospodar de la Moldavie, indécis et impuissant, comme l'avait été Mazepa, hetman d'Ukraine, se rendit presque seul au camp des Russes. Une partie des Valaques, malgré les efforts de l'hospodar de la Valachie, Brancovano, se déclara pour le Sultan. Pierre-le-Grand, avec trente-huit mille soldats fatigués et affamés, se trouva cerné sur les bords du Pruth par l'armée turque que commandait le grand vizir Baltadji Méhemét. Le tsar russe fut obligé d'envoyer ses parlementaires auprès du grand vizir. Les plénipotentiaires russes, chargés de présents pour le grand vizir, avaient l'ordre d'accepter toutes les conditions du commandant en chef turc (2). Aveuglé par les magnifiques présents du tsar russe, il accorda à Pierre-le-Grand des conditions très avantageuses. Le traité, conclu le 22 juillet 1711, imposait à la Russie la restitution d'Azov, la démolition des fortifications de Taganrog, de Kamenka et de Saman, l'abandon de leur artillerie à la Turquie et l'engagement formel de la part de la Russie de ne plus intervenir dans les affaires polonaises. En outre, la Russie s'engageait à ne plus entretenir d'ambassade permanente à

(1) OULIANITZKI, p. 31 et suiv.

(2) RAMBAUD, p. 405 ; ZINKEIZEN, *Geschichte des Osmanischen Reiches in Europa*, t. V, p. 423 et suiv.

Constantinople et à accorder le libre passage au roi de Suède pour rentrer dans ses États.

Le Traité de Pruth fut signé par Baltadji Méhemét malgré l'opposition de Charles XII, roi de Suède, et de Devlet-Ghiraï, khan de Crimée, qui le trouvèrent désavantageux pour l'Empire turc.

Le Sultan, après avoir disgracié son grand vizir, refusa de ratifier le Traité de Pruth et déclara de nouveau la guerre à la Russie. Ce n'est qu'en 1713, après de longues et pénibles négociations, qu'on signa à Andrinople la paix définitive grâce à la médiation des résidents anglais et hollandais (1).

Le Traité de Pruth, remplacé par celui d'Antrinople, laissa pour toujours à Pierre-le-Grand une ombre de tristesse. Être venu pour conquérir les bords de la mer Noire, occuper les Détroits, saisir la grande cité de Constantinople et se diriger vers les Indes et les pays latins, comme la France, l'Espagne et l'Italie, et subir une capitulation complète, livrer la forteresse d'Azov, anéantir sa nouvelle flotte, qui lui avait coûté tant d'efforts, telles furent les conséquences du désastre de Pruth.

Voulant faire de la Russie le centre des communications entre l'Asie et l'Europe et ayant restitué les bords de la mer d'Azov, le tsar russe décida d'occuper les bords de la mer Caspienne.

Profitant de l'anarchie qui régnait alors en Perse, il descendit le Volga, en 1722, prit la ville de Bakou, la forteresse de Derbent et occupa le Daghestan, le Chirvan, le Ghilan avec Recht et le Mazandaran avec Astrabad (2).

Étant obligé par le Traité de Pruth d'abandonner les bords de la mer d'Azov, Pierre-le-Grand légua à ses successeurs immédiats le soin de poursuivre son œuvre d'approche vers la mer Noire. Fidèle à la politique orientale de Pierre-le-Grand et encouragée par le traité d'alliance avec l'Autriche, l'impératrice Anna Ivanovna décida de marcher vers les bords de la mer Noire. Consulté par son gouvernement sur l'opportunité d'une nouvelle guerre contre la Turquie, Vichniakov, représentant de la Russie à Constantinople, encourageait la tsarine à la guerre et insistait pour la marche de l'armée russe vers les bords du Bosphore. Pour montrer que ses prévisions au sujet du succès de l'armée russe n'étaient pas chimériques, Vichniakov, dans une lettre adressée à la tsarine, traçait en termes énergiques le tableau de la décadence de l'Empire turc : « J'affirme, disait-il, qu'il n'y a en Turquie ni hommes politiques de quelque valeur, ni chefs militaires capables, ni financiers habiles. Tout est dans le plus effroyable désordre ; le moindre choc suffira pour pousser le pays au bord de l'abîme. La crainte qu'inspirent les Turcs date de loin et n'a plus sa raison d'être, car les Turcs actuels ne sont

(1) HAMMER, t. XIII, p. 236-252 ; DOBROV, p. 514-515.

(2) RAMBAUD, p. 403 et suiv.

plus ce qu'ils étaient. La fidélité des Tatars, qui connaissent les faiblesses de la Turquie, commence à être ébranlée. Quant aux sujets chrétiens, ils se lèveront en masse dès que l'armée russe approchera de la frontière. Les Grecs de Constantinople, pour la plupart, sont des coquins sans honneur, qui ne connaissent ni foi, ni loi, leur préoccupation principale est l'argent, ils nous détestent plus encore que les Turcs. Mais les Grecs de province et surtout les Bulgares, les Valaques et les Moldaves travaillent avec tant d'énergie à se délivrer de la tyrannie et sont tellement dévoués à la Russie qu'ils n'hésiteront pas à sacrifier leur vie pour Votre Majesté. » En chassant les Turcs de Constantinople, Wichniakof ne voulait pas attribuer cette ville à la Russie, mais il désirait créer un nouvel et puissant État chrétien sur les ruines de l'Empire turc (1).

Le 26 mars 1736, sans déclaration formelle de guerre, l'armée russe sous les ordres du feld-maréchal Munich, assiégea la place d'Azov, qui capitula au bout de trois mois de résistance énergique.

Une seconde armée russe, ayant occupé les lignes de Pérécop, entra en Crimée, détruisit Bakhtchiseraï, capitale des khans de Crimée, et se retira chargée de butin (2). Prise de panique, la Turquie s'adressa aux puissances européennes et soumit pour la première fois sa cause au jugement de l'Europe. Le grand vizir écrivit à la Cour de Vienne, aux rois de France, d'Angleterre et de Suède, aux États généraux de Hollande et au gouvernement de Venise des lettres dans lesquelles il invoquait leurs bons offices (3). L'Autriche, par l'intermédiaire du baron de Talman, son représentant à Constantinople, proposa aussitôt sa médiation.

Liée à la Russie par le traité d'alliance offensive et défensive, affaiblie par la guerre avec la France et ne voulant pas prêter à la Russie d'assistance militaire, l'Autriche essaya d'imposer à la Turquie les lourdes conditions de son allié. Elle voulait en même temps profiter des circonstances pour obtenir de la Turquie des avantages territoriaux sans aucun sacrifice militaire (4). Soutenus par les Autrichiens, leurs alliés, les Russes réclamaient la cession du Kouban, de la Crimée et de la Bessarabie, la reconnaissance de la Moldavie et de la Valachie comme principautés autonomes placées sous la suzeraineté de la Russie, la libre navigation pour les navires russes dans la mer Noire et le droit de passage par le Bosphore et les Dardanelles pour la marine marchande russe (5). L'Autriche, à son tour, réclamait

(1) GIGAREV, 286-287 ; VANDAL, *Une ambassade française en Orient*, p. 247-248.

(2) RAMBAUD, p. 434 ; VANDAL, p. 260-261 ; SOLOVIEV, t. XX, p. 93 et suiv.

(3) VANDAL, p. 264.

(4) *Ibid.*, p. 264.

(5) HAMMER, t. XIII, p. 380-381.

pour prix de son courtage les principaux points de la Bosnie, les parties de la Serbie qu'elle ne possédait pas encore ainsi qu'une rectification de la frontière en Valachie. Les Turcs rejetèrent cette médiation « impartiale ». L'empereur d'Autriche déclara la guerre à la Turquie et son armée entra en Valachie, Serbie et Haute-Bulgarie. Ne pouvant pas soutenir une lutte prolongée contre deux Empires, la Turquie s'adressa alors à la France en lui demandant sa médiation. La Cour de Versailles, ayant accepté les bons offices, s'efforça de persuader à la Turquie de consentir à la cession d'Azov et de repousser l'admission de la marine marchande et de la flotte de guerre russe dans la mer Noire (1). La France ne voulait pas admettre l'établissement de la Russie sur la mer Noire ; elle ne voulait pas entendre parler de la navigation russe dans la dite mer ; elle ne pouvait pas se faire à une concurrence de la Russie sur les marchés d'Orient. En protégeant la Turquie, la France défendait ses intérêts vitaux et les privilèges de son commerce du Levant. Bientôt les Turcs prirent l'offensive contre les Autrichiens. Ceux-ci furent obligés de se retirer en désordre des régions occupées. La résistance de la Turquie sur le front russe fut moins heureuse. Les Russes prirent les forteresses d'Otchakov et de Khotin, ils entrèrent dans la capitale de la Moldavie.

La défaite de l'Autriche facilita grandement la tâche de la France qui fut reconnue comme médiatrice par tous les belligérants. Les Autrichiens redoutaient d'ailleurs, pour leurs provinces orthodoxes de Transylvanie et d'Illyrie le voisinage des Russes plus encore que celui des Ottomans. Grâce à la médiation de Villeneuve, ambassadeur de France à Constantinople, l'Autriche et la Turquie signèrent, le 1^{er} septembre 1739, les préliminaires de paix. Abandonnée par son allié et craignant une attaque de la Suède, la Russie, malgré le succès incontestable de son armée, fut obligée de faire la paix avec la Turquie. Le 18 septembre 1739, Villeneuve signa, à Belgrade, au nom de la tsarine, qui lui avait envoyé de pleins pouvoirs, le traité de paix avec la Turquie (2). D'après ce traité, la forteresse d'Azov devait être démolie ; son territoire transformé en désert, fut maintenu comme une barrière entre les deux empires (art. 3). La Turquie obtenait le droit de fortifier l'embouchure du Don au-dessous d'Azov pour interdire aux Russes l'accès de la mer Noire et de la mer d'Azov. La Russie restituait à la Turquie toutes ses conquêtes, sauf un lambeau de terre entre le Boug et le Dnieper. D'après le Traité de Belgrade, la Russie s'engageait à ne pas tenir des vaisseaux de guerre et de commerce dans la mer Noire ni dans celle d'Azov. D'après l'article 9 du traité de Belgrade, les Russes

(1) VANDAL, p. 292.

(2) SOLOVIEV, t. XX, p. 148.

pouvaient faire le commerce dans la mer d'Azov et dans la mer Noire, mais à bord de navires turcs (1).

Ainsi, sous la tsarine Anna Ivanovna, la lutte pour la mer Noire, comme la première étape dans l'œuvre d'approche de la Russie vers les Détroits et la mer libre, subit un échec presque complet. Dans l'ensemble, le Traité de Belgrade était pour la Russie beaucoup plus dur que ne fut le traité imposé à Pierre-le-Grand après le désastre de Pruth et, malgré les victoires incontestables que les armées russes avaient remportées sur les troupes du Sultan, l'Empire des Tsars était refoulé, cette fois non seulement de la mer Noire, mais il était même obligé d'abandonner la mer d'Azov.

(1) NORADOUNGHIAN, t. I, p. 260 et suiv.

CHAPITRE IV

L'ÉTABLISSEMENT DE LA RUSSIE SUR LES RIVES DE LA MER NOIRE ET L'OUVERTURE DES DÉTROITS A LA NAVIGATION COMMERCIALE RUSSE

Dans le chapitre précédent de notre étude, nous avons vu que les nombreuses tentatives de Pierre-le-Grand et de l'impératrice Anna Ivanovna de reporter les frontières méridionales de l'Empire russe sur les bords de la mer Noire, d'ouvrir cette mer à la navigation russe et d'obtenir le passage des navires marchands russes par les Détroits vers la Méditerranée, avaient éprouvé un échec complet. C'est seulement sous Catherine-la-Grande que les projets de Pierre-le-Grand reçurent une réalisation pratique. C'est sous ce règne que la Russie a occupé les rives septentrionales de la mer Noire ; c'est sous Catherine-la-Grande que la navigation russe fut admise dans ladite mer ; c'est sous son règne que les détroits du Bosphore et des Dardanelles furent ouverts à la marine marchande russe. Le célèbre Traité de Koutchouk-Kaïnardji, par lequel la Russie a obtenu tous ces droits et privilèges, doit être considéré comme un des plus grands succès de la diplomatie russe depuis la fondation de la Russie jusqu'à nos jours. Résumons les événements qui avaient précédé la conclusion du traité en question.

Ayant appris la nouvelle de l'occupation de Varsovie par l'armée russe et voulant sauver l'indépendance de la Pologne, la Turquie signifia à l'ambassadeur russe à Constantinople, le 4 octobre 1768, un ultimatum exigeant l'évacuation de la Pologne par les troupes russes et l'engagement formel de la tsarine de ne plus intervenir dans les affaires polonaises. La réclamation turque n'ayant pas été acceptée, la Porte déclara la guerre à la Russie, le 6 octobre 1768 (1). Immédiatement après la rupture des relations diplomatiques, l'armée russe passa le Dniester et assiégea la forteresse de Khotin. Après de longs et sanglants combats, cette place tomba entre les mains des Russes. L'occupa-

(1) LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale*, t. VII, p. 485-489 ; SOLOVIEV, t. XXVII, p. 313-314.

tion de Khotin ouvrit à l'armée de la tsarine les routes de la Moldavie et de la Valachie qui furent occupées au cours d'une marche militaire (1).

L'année suivante, après la bataille de Kagoul, les troupes russes occupèrent les places de Bender, d'Akkerman, d'Ismaïl et entrèrent en Bulgarie. En même temps, une seconde armée russe prit les places d'Azov et de Taganrog, se retourna vers la Crimée et, après avoir forcé les lignes de Pérécop, conquît la presqu'île de Crimée, qui fut déclarée un État indépendant. Chirine Ghirey fut nommé khan ; celui-ci reconnut le protectorat russe sur son pays (2).

En 1770, une escadre russe commandée par l'amiral Spiridol fut expédiée de la Baltique vers la Méditerranée. Elle avait pour but de soutenir le soulèvement de la Grèce, de bloquer l'entrée des Dardanelles et de couper les communications de Constantinople avec l'Asie Mineure, l'Égypte, etc. La flotte russe, partie du golfe de Finlande, traversa la Baltique et fut reçue triomphalement dans les ports anglais. L'Angleterre ne craignait pas encore les progrès de la Russie vers l'Inde ; son ennemie, c'était partout la France. De plus, la Russie, économiquement arriérée, était une cliente de l'Angleterre, et, en s'unissant à elle dans le Levant, celle-ci espérait profiter de ses victoires, pour obtenir des avantages commerciaux et ruiner peut-être le monopole de la France. Elle consentit donc à placer à la tête des vaisseaux russes, à côté de l'amiral Spiridof, l'amiral anglais Elphinston, et la flotte russe, mieux dirigée, bien pourvue de vivres et de munitions, traversa Gibraltar et pénétra dans la Méditerranée. Alexis Orlof en prit le commandement suprême et, en avril 1770, la conduisit sur les côtes grecques. Les Grecs se soulevèrent. Les Russes s'entendirent mal avec eux. Ayant échoué devant Tripolitza, Orlof rembarqua ses soldats et reprit la mer, abandonnant les Grecs à leur propre sort (3). Ce grave échec fut réparé bientôt grâce à des circonstances heureuses. Les vaisseaux turcs de l'Archipel, ignorant la position exacte de la flotte russe, furent poussés par les vents dans la baie de Tchesmé, où ils se serrèrent les uns contre les autres dans un espace trop restreint pour la liberté de leurs mouvements. Les Russes poussèrent au milieu des navires de guerre turcs quelques brûlots. L'incendie se déclara ; en quelques instants, il gagna toute l'escadre ottomane qui fut entièrement détruite presque sans combat au milieu des hourras des matelots russes, le 3 juillet 1770. Après cette victoire, l'amiral anglais Elphinston pro-

(1) RAMBAUD, p. 466.

(2) DOBROV, p. 542 ; SOLOVIEV, t. XXIII, p. 21 et suiv ; LAVISSE et RAMBAUD, t. VII, p. 498-499.

(3) DRIAULT, *La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*, p. 52-53.

posa au comte Orlof, commandant en chef des forces navales russes dans la mer Egée, de forcer les Dardanelles et le Bosphore et de paraître devant Constantinople. Orlof ne voulut pas assumer cette grave responsabilité. Il se contenta d'occuper quelques îles de l'Archipel et de surveiller l'entrée des Dardanelles afin de couper le ravitaillement de Constantinople et de forcer les Turcs à demander la paix (1). Le blocus des côtes turques, qui n'était, d'ailleurs, pas effectif, provoqua la protestation des puissances maritimes, principalement de la France qui était très mal disposée envers la Russie et dont la neutralité était loin de présenter tout caractère d'impartialité. La France qui avait poussé la Turquie à la guerre contre la Russie, pour ne pas admettre la réalisation de ses ambitions en Orient, décida de renoncer à une action militaire aux côtés des Turcs, car elle ne voulait pas provoquer un nouveau conflit avec l'Angleterre, qui avait adopté une neutralité bienveillante à l'égard de l'Empire russe. Quant à l'Autriche, dont les intérêts vitaux exigeaient la non-admission de la Russie sur les bords de la mer Noire, elle était retenue par le roi de Prusse, Frédéric-le-Grand, allié de la Grande Catherine.

Se voyant abandonnée par les grandes puissances ; ayant perdu la Crimée, le littoral septentrional de la mer Noire, les principautés danubiennes, sa flotte dans la baie de Tschesmé ; étant bloquée par l'escadre russe de la mer Egée ; menacée par l'insurrection en Syrie et en Egypte, la Turquie fut obligée de signer un armistice à Guignievo, le 30 mars 1772. Les plénipotentiaires russes et turcs se réunirent en vue de la conclusion de la paix définitive vers la fin de juillet 1772, dans la petite localité de Foksani. Les négociations échouèrent sur l'épineuse question de la Crimée. Les Russes en exigeaient l'indépendance absolue, tandis que les Turcs demandaient l'indépendance limitée de ce pays avec l'approbation par le Sultan de la nomination des khans (2). La rupture des négociations produisit en Russie la plus grande inquiétude, car l'armée russe souffrait des maladies et des fatigues, ses finances étaient désorganisées et on craignait de nouvelles complications sur les frontières suédoises. L'armistice ayant été prolongé, une nouvelle conférence s'ouvrit à Bucarest (3).

A la Conférence de Bucarest, les Russes accordèrent au Sultan le droit d'approuver la nomination du khan dans les limites des exigences religieuses, mais ils réclamèrent la conservation de Kertch et Iéni-Kalé, deux places situées à l'entrée du détroit de Kertch qui fait communiquer la mer d'Azov avec la mer

(1) DOBROV, p. 541 ; DRIAULT, p. 53 ; SOLOVIEV, t. XXVIII, p. 133.

(2) OULIANITZKI, p. 397 et suiv. ; LAVISSE et RAMBAUD, t. VII, p. 500

(3) SOLOVIEV, t. XXVIII, p. 343 et suiv. ; OULIANITZKI, p. 404-405

Noire et qui commande la sortie de la mer d'Azov. Les Turcs, qui considéraient le détroit de Kertch non seulement comme la clef de la mer Noire, mais aussi comme celle de Constantinople, repoussèrent les prétentions russes

Les négociations furent ainsi rompues sur la question du détroit de Kertch. Les opérations militaires recommencèrent. Les préoccupations financières, le soulèvement de Pougatchef et les troubles en Pologne, provoqués par le premier partage de ce pays, obligèrent l'Impératrice d'être envers la Turquie plus conciliante (1).

Cet esprit de conciliation fut dicté également par le traité secret d'alliance conclu entre l'Autriche et la Turquie, le 6 juillet 1771, ainsi que par le rapprochement réalisé entre la Prusse et l'Autriche. Dans une note adressée par le feld-maréchal Roumiantzev au grand-vizir, en date du 23 mai 1774, la Russie demandait : 1° l'indépendance de la Crimée sous l'autorité religieuse du Sultan ; 2° la cession à la Russie de la ville d'Otchakof avec le district du même nom ; 3° l'ouverture de la mer Noire et du Danube à la navigation de commerce russe ; 4° l'admission des navires russes dans tous les ports ottomans ; 5° la cession à la Russie de la ville d'Azov avec son district. Mais, malheureusement, le sultan Abdul-Hamid I repoussa ces conditions et les hostilités recommencèrent. A cette époque, la forteresse de Choumla fut prise par l'armée russe. La chute de Choumla ouvrit à la tsarine le chemin du Bosphore. La menace de la marche de l'armée russe sur Constantinople rendit la Turquie plus conciliante et l'obligea d'envoyer ses plénipotentiaires au quartier général russe, situé dans le petit village de Koutchouk-Kaïnardji, où le traité de paix fut conclu, le 21 juillet 1774, dans les conditions dictées par le commandement en chef russe. Le Traité de Koutchouk-Kaïnardji ouvrit aux navires de commerce russes la mer d'Azov, la mer Noire et les détroits du Bosphore et des Dardanelles. « Pour l'avantage commun et réciproque des deux Empires, dit l'article 11 du traité de 1774, il sera établi une navigation libre et non interrompue par les vaisseaux marchands appartenant aux deux puissances contractantes sur toutes les mers qui baignent leurs États, et la Sublime Porte permet le passage libre dans ses ports et en tous lieux, absolument de la même manière dont en jouissent les autres puissances, dans le commerce qu'elles font de la mer Noire à la mer Blanche et réciproquement de la mer Blanche à la mer Noire, et d'aborder à toutes les plages et ports, dans les passages qui unissent ces mers. La Sublime Porte permet encore aux sujets de l'Empire russe de faire dans ses possessions le commerce par terre ainsi

(1) DEBROV, p. 543 ; SORÉL, *La Question d'Orient au XVIII^e siècle*, p. 257-258 ; OULIANITZKI, p. 461

que par eux, en naviguant même sur le fleuve du Danube, conformément à ce qui est expliqué dans le présent article avec tous les privilèges et avantages dont jouissent dans les susdites possessions les nations les plus favorisées, comme la France et l'Angleterre. Les capitulations de ces deux nations et des autres, comme si elles étaient insérées ici mot par mot, doivent, dans toutes les occasions, servir de règle pour le commerce des Russes, lesquels, en payant les mêmes droits que ces nations, pourront importer et exporter toute espèce de marchandises et aborder à tout port et à toute plage tant dans la mer Noire que dans les autres mers, comme aussi à Constantinople. En dehors de cette liberté de navigation, la Turquie s'engagea à reconnaître : 1° l'indépendance de la Crimée et du Couban sous l'autorité religieuse du Sultan, comme Calife des Croyants ; 2° à céder à la Russie Azov, Iénikalé, Kertch, Kilborun, le deux Cabardies ; 3° à évacuer la Géorgie et la Mingrélie. La Turquie s'engagea également à prendre en considération les représentations qui seraient faites par le gouvernement russe en faveur de l'Eglise grecque à Constantinople et de ses desservants et à accueillir, avec les égards qui conviennent entre puissances amies et respectées, les démarches des ministres russes en faveur des principautés danubiennes (1). Ces stipulations vagues ouvraient la voie aux interprétations les plus étendues. D'après les historiens russes, la tsarine obtenait le droit formel de protéger les principautés roumaines et tous les Chrétiens orthodoxes de l'Empire turc, c'est-à-dire d'intervenir dans les affaires intérieures de cet Empire, chaque fois que les intérêts des Orthodoxes l'exigeaient (2). Nous avons vu plus haut que le Traité de Koutchouk-Kaïnardji avait déclaré la Crimée comme un État indépendant. Or, l'anarchie encouragée par les agents russes était depuis 1774 l'état normal de la Crimée. Les Sultans, dépouillés par ce Traité de leur souveraineté temporelle, continuaient à y revendiquer, comme Califes des Musulmans, la suprématie religieuse.

Les Mourzas s'étaient partagés en deux groupes : le parti russe et le parti turc. Tour à tour on faisait et on défaisait le khan. En 1775, le khan Sahib-Ghirey, dévoué à Moscou, fut renversé et remplacé par Devlet-Ghirey, ami de la Turquie. Le parti russe, à son tour, détrôna ce dernier et le remplaça par Chahin-Ghirey, mais celui-ci, comme élu de Moscou, souleva une révolte générale. La Russie intervint et le manifeste de la tsarine du 8 avril 1783 déclara la réunion de la Crimée, de l'île de Taman et du Kouban à l'Empire russe (3). Ainsi la Crimée, qui durant des siècles recevait le tribut de la Russie et qui, tant de fois, porta le fer et la

(1) NORADOUGHIAN, t. I, p. 325.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 327 ; SOREL, p. 288.

(3) SOREL, p. 299-300.

flamme jusque dans Moscou, est devenue une province russe (1).

La Turquie protesta contre l'acte du 8 avril 1783, en menaçant la Russie d'une nouvelle guerre ; mais la France, qui, autrefois, la soulevait à la guerre, s'employa cette fois pour la retenir. Grâce aux bons offices de l'ambassadeur de France auprès de la Porte, le Sultan consentit, par le traité de Constantinople du 8 janvier 1784, à reconnaître l'annexion de la Crimée et du Kouban (2).

Les conquêtes de Catherine II sur la mer Noire furent achevées par la seconde guerre russo-turque. Avant cette guerre, en 1781, la grande Catherine et Joseph II d'Autriche avaient adopté un commun projet connu sous le nom du projet grec de démembrement de la Turquie. Ce projet créait sous le nom de Dacie, entre la Russie, l'Autriche et la Turquie, un état intermédiaire, qui comporterait la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie et qui aurait un souverain du rite grec. La Russie recevait Otchakof avec les provinces comprises entre le Boug et le Dniester, ainsi qu'une ou deux îles de l'Archipel pour la commodité de son commerce et la sûreté de ses côtes de la mer Noire (3). L'Autriche s'annexait les provinces turques qui l'avoisinaient (Serbie, Herzégovine, Bosnie). Le projet grec prévoyait le rétablissement de l'ancien Empire grec dans sa complète indépendance. La couronne de cet Empire devrait être proposée au grand-duc russe Constantin, second fils de Paul I, futur Empereur de Russie. Le nouvel Empereur devrait renoncer à tous ses droits au trône de Russie, de sorte que les deux couronnes ne fussent jamais réunies sur la même tête. D'après ce projet, Venise recevait la Morée, Candie et Chypre ; la France, l'Angleterre et l'Espagne recevaient chacune une part dans les dépouilles de la Turquie. Pour mieux assurer l'indépendance de la Dacie et de la Grèce, celles-ci devraient être unies en une confédération (4).

Encouragée par le succès de la guerre de 1768-1774, s'appuyant sur l'alliance avec l'Autriche, alliance qui fut conclue en 1771, et voulant hâter le démembrement de l'Empire turc, la Russie de Catherine II, qui n'avait pas l'habitude de s'endormir sur les victoires passées, préparait une nouvelle entreprise contre la Turquie, pour laquelle l'attitude du colosse du nord devenait chaque jour plus inquiétante : la Tauride, naguère une steppe déserte, colonisée par des éléments russes, devenait entre les mains du célèbre Potemkine une position menaçante pour la sécurité de l'Empire turc ; la place de Kherson était déjà un redoutable

(1) SEIDAMET, p. 39.

(2) NORADOUNGHIAN, t. I, p. 377.

(3) KOMAROVSKY, *La Question d'Orient*, *Revue Générale de Droit International public*, 1896, p. 405.

(4) DRIAULT, p. 537.

arsenal ; la forteresse de Sébastopol commençait à être bâtie et une flotte russe fut créée dans la mer Noire ; en deux jours, la flotte russe pouvait aller jeter l'ancre sous les murs du sérail. Les agents de la Russie agitaient les provinces chrétiennes et même musulmanes (1).

La Russie préparait l'annexion du Caucase et avait pris sous sa protection le tsar de Géorgie Héraclius. Le voyage triomphal que fit l'Impératrice en 1787 dans les provinces nouvellement annexées, les entrevues qu'elle y eut avec Joseph II, Empereur d'Autriche, et le Roi de Pologne, l'appareil militaire dont l'entoura Potemkine, les arcs de triomphe portant la fameuse inscription « Chemin de Byzance » irritaient la Turquie en lui démasquant les véritables intentions de la tsarine (2). La France, persuadée de la faiblesse de son ancienne alliée, s'efforçait de la calmer, mais l'Angleterre et même la Prusse agissaient dans le sens contraire. L'Angleterre, amie de la Russie, lors de la guerre de 1768-1774, par le jeu des événements politiques, lors de la seconde guerre russo-turque, avait adopté une attitude hostile à la politique agressive de la Russie. Ayant perdu ses colonies d'Amérique et étant ainsi forcée de chercher des compensations dans les Indes, l'Angleterre décida d'arrêter la marche de la Russie vers la mer libre. La Suède, que la France essayait également de modérer, avait promis son appui à la Sublime Porte (3). La guerre était devenue ainsi inévitable. Le 26 juillet 1787, le gouvernement turc signifia à Boulgarof, ministre de Russie à Constantinople, un ultimatum demandant l'extradition de Mavrokordato, hospodar de la Valachie ; le rappel des consuls russes de Jassy, Bucarest et Alexandrie ; l'établissement des consuls turcs dans tous les ports et villes commerçantes de la Russie ; l'abandon du protectorat russe sur la Géorgie ; le droit pour les Turcs de visiter les vaisseaux russes pendant leur entrée dans le Bosphore ; la restitution de la Crimée et l'annulation de toutes les conventions postérieures au Traité de Koutchouk-Kaïnardji (4). Cet ultimatum ayant été rejeté, la Turquie déclara la guerre à la Russie. Certes, les Russes recherchaient la guerre contre la Turquie, mais ils n'étaient pas préparés à la campagne de 1787, car les fortifications de Sébastopol n'étaient pas achevées et la flotte russe de la mer Noire venait justement d'être maltraitée par une violente tempête. Potemkine, le vice-empereur du Midi, pris de panique, proposait à l'Impératrice d'évacuer la Crimée, d'abandonner ses ports, ses arsenaux (5). Pendant que la Turquie menaçait la Russie du côté

(1) RAMBAUD, p. 493.

(2) LAVISSE et RAMBAUD, t. VIII, p. 313-315.

(3) SOLOVIEV, t. XXIX, p. 419.

(4) LAVISSE et RAMBAUD, t. VIII, p. 315.

(5) *Ibid.*, t. VIII, p. 316.

du sud, la Prusse intriguait pour se faire céder par la Pologne la ville de Dantzig. Enfin, la Suède réclamait la Finlande méridionale. L'Autriche, alliée de la Russie, déclara à son tour la guerre à la Turquie (1). A Tokhany, le 21 juillet 1789, et sur le Rymnik, le 22 septembre, les Turcs furent vaincus. Bender et la Bessarabie furent occupées par l'armée russe. Une seconde armée russe prenait Anapa, Ismaïl sur le Danube, où furent massacrés par les soldats russes, 26.000 Turcs, sans distinction de sexe ni d'âge. La flotte russe dispersa l'escadre turque près de Varna. L'Autriche occupa Belgrade et conquiert toute la Serbie, mais bientôt elle fut battue et obligée de se retirer de la Serbie et de conclure une paix séparée, le 2 août 1792 (2). La prise d'Akkerman et de Kilia rendit la Russie maîtresse des bouches du Danube. La Turquie demanda la paix. Les préoccupations que suscitaient à la tsarine les affaires polonaises, la menace de la Révolution française pour la tranquillité de son Empire et la stabilité du trône impérial ; la conclusion d'un traité d'alliance entre la Prusse et la Turquie (3) le 31 janvier 1790, dirigé contre l'Autriche ; l'attitude hostile de l'Angleterre et enfin la conclusion de la paix séparée par l'Autriche, alliée de la Russie, obligèrent la tsarine de signer les préliminaires à Calatch, le 11 août 1791. Par le traité de paix signé à Jassy, le 9 janvier 1791, la Russie garda seulement Otchakof et le littoral entre Bourg et Dniester (4). Cette guerre avait été plus rude que la précédente, les succès plus disputés, et les Turcs, qui se voyaient à la veille d'être rejetés en Asie, s'en tirèrent à meilleur compte qu'en 1774.

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. VIII, p. 317.

(2) *Ibid.*, t. VIII, p. 330.

(3) NORADOUNGHIAN, t. II, p. 3.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 16-21.

CHAPITRE V

LA QUESTION DES DÉTROITS DEPUIS LA MORT DE CATHERINE-LA-GRANDE (1796) A L'AVÈNEMENT DE NICOLAS I (1825).

L'attitude agressive de Catherine II vis-à-vis de la Turquie fut suspendue par l'avènement au trône de Paul I. Étant convaincu que la politique de sa mère Catherine-la-Grande avait désorganisé l'armée, compromis les finances et épuisé le pays, Paul I résolut d'améliorer les rapports diplomatiques entre son Empire et la Turquie et de poursuivre à l'égard de ce dernier pays une politique de paix et de bon voisinage. Cette attitude de l'empereur Paul vis-à-vis de la Turquie aboutit à un rapprochement russo-turc, rapprochement qui, par le jeu des événements politiques, se transforma bientôt en une alliance défensive (1). Il convient de noter que l'occupation des îles Ioniennes par la France fut jugée sur les bords de la Neva comme un acte hostile à la Russie et comme une menace pour ses possessions de la mer Noire. Ayant comme base les îles Ioniennes, la flotte française, même contre la volonté de la Turquie, pouvait traverser les Détroits pour pénétrer dans la mer Noire et menacer les côtes russes. Prévoyant cette possibilité et voulant prévenir l'attaque de la puissante flotte française, qui se formait à Toulon, le gouvernement russe décida de prendre des mesures nécessaires, en ordonnant la mobilisation de l'armée dans les provinces du sud et en prescrivant à l'amiral Ouchakoff, commandant en chef des forces navales russes dans la mer Noire, d'être prêt à prendre la mer. Cependant, l'escadre française après avoir occupé l'île de Malte se dirigea vers l'Egypte. L'expédition d'Egypte obligea le sultan Sélim III d'oublier les vieilles querelles avec l'Empire des tsars et de s'adresser à l'empereur Paul en lui demandant aide et appui contre la France (2). Ainsi, par une coïncidence d'intérêts ordinairement opposés, l'Empereur de Russie était devenu

(1) PISANI, *L'expédition russo-turque aux îles Ioniennes*, *Revue d'Histoire diplomatique*, Paris, 1888, p. 191.

(2) GORIAÏNOF, p. 4.

« le plus grand ami du Sultan et le défenseur acharné de l'intégrité de l'Empire ottoman ». Après avoir conclu avec la Turquie, le 20 août 1798, un accord provisoire, l'Empereur de Russie ordonna à sa flotte de la mer Noire d'appareiller à destination du Bosphore. Le 5 septembre, l'escadre russe passa le Bosphore et s'établit devant Bouyouk-Déré (1).

D'accord avec l'Amirauté turque, l'amiral Ouchakoff quitta le Bosphore, le 19 septembre, et fit voile vers les Dardanelles et la mer Egée, où les deux escadres alliées placées sous ses ordres, commencèrent les opérations de guerre avant même la conclusion du traité d'alliance qui ne fut signé que le 3 janvier 1799 et ratifié au cours du mois suivant. Devant l'action commune des deux escadres alliées, la flotte et les troupes françaises furent obligées de se retirer des îles Ioniennes où par le traité du 21 mars 1800 fut établi un gouvernement local sous le nom de « République des Sept Îles Ioniennes ». Celle-ci était placée sous la protection de la Russie, et, comme état vassal du Sultan, payait à celui-ci tribut (2).

Dans le traité du 3 janvier 1799, conclu pour un délai de 8 ans, les Alliés s'engagèrent à défendre l'intégrité de leurs possessions réciproques. Par les articles secrets du traité du 3 janvier 1799, la Russie prenait l'engagement de fournir à la Turquie une escadre de douze vaisseaux de ligne et une armée de 80 mille hommes. Le gouvernement turc de son côté consentait au libre passage, pendant la durée de la guerre commune, des vaisseaux de guerre russes de la mer Noire dans la Méditerranée et en sens inverse (3).

Le passage devait en être accordé aux bâtiments de guerre russes destinés à remplacer les forces navales qui se trouvaient dans les eaux de la République sept-insulaire, mais la Russie, malgré les termes restrictifs du traité en question, multiplia le voyage de ses navires de guerre entre la mer Noire et la Méditerranée. Ainsi pour la Russie l'occupation des îles Ioniennes n'était qu'un prétexte. Elle voulait faire pénétrer ses vaisseaux de guerre dans les Détroits et par là établir sa domination sur les bords du Bosphore. Pour prouver le désintéressement de l'empereur Paul, grand ami du Sultan et défenseur acharné de l'intégrité de l'Empire turc », et démasquer les véritables vues de son gouvernement, il suffit de citer le mémoire du comte Rostopchine, ministre des Affaires étrangères de Russie, mémoire qui fut pleinement approuvé par l'Empereur russe. Dans ce document, qui exprime les principes directeurs de la politique russe en Orient, le comte Rostopchine proposa le partage de la Turquie

(1) PISANI, p. 204-205.

(2) MARTENS, *Recueil des traités*, t. IX, p. 276 et suiv.

(3) NORADOUNGHIAN, t. II, p. 24-27.

entre la France, la Russie, l'Autriche et la Prusse. Il donnait à la Russie la Roumélie, la Bulgarie et la Moldavie; c'est-à-dire les côtes occidentales de la mer Noire à partir de l'embouchure du Dniester jusqu'à l'entrée du Bosphore, il offrait à l'Autriche la Bosnie, la Serbie et la Valachie; la France recevait l'Egypte. La Grèce avec les îles de l'Archipel était érigée en République sous le protectorat des puissances co-partageantes de l'Empire ottoman. Il satisfaisait la Prusse en lui accordant le duché de Hanovre et les diocèses de Padernbournsk et de Munster (1). La mort soudaine de l'empereur Paul, survenue en mars 1801, laissa sans réalisation le fameux projet du comte Rostopchine. Son successeur Alexandre I considérait le projet du comte Rostopchine comme irréalisable. Comme Paul I au début de son règne, il décida de poursuivre à l'égard de la Turquie une politique de paix et de bon voisinage. Cette politique était l'application pratique de la célèbre théorie de Montesquieu, d'après laquelle rien ne pouvait être plus avantageux pour un Etat que d'avoir des voisins faibles (2).

La nouvelle politique d'amitié et de bon voisinage à l'égard de la Turquie était partagée non seulement par le nouvel Empereur, mais de même par les éminents hommes d'Etat russes comme les deux Vorontzof, Czartorizki, le comte Kotchoubey, qui tous professaient alors la célèbre théorie de Montesquieu. Ces idées, nous les trouvons longuement développées dans le rapport du comte Kotchoubey, ambassadeur de Russie auprès du Sultan, qui fut présenté à l'empereur Alexandre en 1802. La conduite de la Russie, y est-il dit, est déterminée par ces deux alternatives : ou accepter le partage de la Turquie, ou contre-carrer cette mesure dangereuse pour elle. Il n'y a pas de doute qu'il est préférable de maintenir la Turquie, car la Russie n'a pas besoin de nouveaux territoires et il n'y a pas de voisins plus tranquilles que les Turcs. Le maintien de cet Etat, qui nous est naturellement hostile, doit devenir désormais la règle principale de notre politique (3). Le traité d'alliance, conclu entre la Russie et la Turquie en 1799, fut renouvelé, le 23 septembre 1905, deux ans avant l'expiration du délai de 8 ans. Ce nouveau traité, conclu pour la durée de 9 ans, déclarait dans l'article 4 de ses clauses secrètes la mer Noire fermée à tout bâtiment armé de quelque puissance que ce fut. Toute tentative de violer cette disposition était considérée comme un acte d'hostilité contre les parties contractantes, qui s'engageaient à réunir leurs efforts pour combattre l'agresseur. En outre, le traité en question engageait la Turquie à faciliter le passage par les Détroits aux bâtiments de

(1) KOMAROVSKY, p. 411.

(2) GIGAREV, t. I, p. 255.

(3) *Ibid*, t. I, p. 256 et suiv. ; KOMAROVSKY, p. 404.

guerre russes, destinés à remplacer les forces navales de la Russie qui se trouvaient dans les eaux de la République sept-insulaire ou à ravitailler et relever les troupes d'occupation (1). Mais cette situation ne dura pas longtemps et la politique de bon voisinage et d'amitié, inspirée par l'idée abstraite de Montesquieu, fut remplacée par la politique traditionnelle de Catherine II. La rupture entre la Russie et la Turquie, préparée par l'action du général Sébastiani, ambassadeur de France à Constantinople et activée par l'échec de l'armée russe à Austerlitz, le 2 décembre 1805, se produisit dans les circonstances suivantes. La Turquie destitua les hospodars des principautés danubiennes sans consulter préalablement le tsar, voulant ainsi supprimer le protectorat russe sur lesdites provinces ottomanes. La Turquie ordonna également, le 24 juin 1806, la fermeture des Détroits aux navires de guerre russes (2). Ces deux actes du gouvernement turc obligèrent la Russie à protester énergiquement auprès de la Sublime Porte et à demander l'observation des engagements résultant des traités existants. Italinsky, ambassadeur de Russie à Constantinople, conformément aux instructions de son gouvernement remit une note dans laquelle il demandait : 1° le rétablissement des hospodars des principautés danubiennes illégalement destitués et la reconnaissance formelle des privilèges desdites principautés ; 2° la reconnaissance du droit de libre passage à travers le Bosphore et les Dardanelles pour les vaisseaux de guerre russes. En cas de réponse défavorable, il devait réclamer la remise de ses passeports et quitter Constantinople avec tous les membres de l'ambassade russe. En même temps et sans attendre la réponse de la Turquie l'empereur Alexandre ordonna à ses troupes de procéder à l'occupation de la Moldavie et de la Valachie (3). Le gouvernement turc accepta l'une des deux réclamations du cabinet russe, en réintégrant dans leurs postes l'hospodar de Moldavie, le prince Mourouzi, et celui de Valachie, le prince Ipsilanti, destitués par la Porte ; mais il refusait de rétablir le droit pour la marine militaire russe de traverser les Détroits. La guerre était devenue de la sorte inévitable. Ayant déclaré la guerre à la Russie, le 27 décembre 1805, la Turquie conclut un traité d'alliance avec la France, qui se trouvait en état de guerre avec la Russie. Ainsi l'empereur Alexandre avait à lutter sur deux fronts. Les efforts du gouvernement russe de pousser contre la Turquie l'Autriche ne réussirent pas. Ce pays, craignant de mécontenter Napoléon, allié de la Turquie, déclina la proposition russe. La Russie dut liquider au plus vite la guerre contre l'Empire ottoman. La proposition de la Russie de conclure

(1) NORADOUNGHIAN, t. II, p. 70-77.

(2) GIGAREV, t. I, p. 262.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 263.

la paix sur la base du *statu quo ante* fut repoussée, malgré les démarches de l'ambassadeur d'Angleterre (1). Pour exercer une pression l'escadre anglaise, commandée par l'amiral Duckworth, pénétra dans les Dardanelles et s'établit devant Constantinople. En menaçant de faire bombarder la capitale turque, l'ambassadeur d'Angleterre auprès du Sultan, sir Arbuthnot, remit un ultimatum réclamant l'annulation de l'alliance franco-turque ; le renvoi de Constantinople du général Sébastiani, ambassadeur de France ; le renouvellement de l'alliance avec l'Angleterre et la Russie ; le rétablissement de tous les traités existant entre la Russie et la Turquie et la livraison comme gages de la flotte turque et des forteresses du Bosphore et des Dardanelles (2). La Turquie repoussa l'ultimatum anglais et organisa la défense de Constantinople. Bientôt l'escadre anglaise fut forcée de retourner dans la Méditerranée sous le feu des batteries turques (3). L'alliance franco-turque ne dura pas longtemps. Les traités de paix et d'alliance, signés à Tilsit le 7 juillet 1807, changèrent la situation de la Turquie. L'Empire ottoman, allié traditionnel de la France, fut abandonné par Napoléon à son propre sort. L'Empereur français se chargea de la médiation entre la Russie et la Turquie (art. 23 du traité de paix) et en cas de refus de la part de la Turquie il s'engageait à soutenir militairement les prétentions de la Russie à l'égard du Sultan (art. 8 du traité d'alliance) (4).

Ayant conclu le traité d'alliance avec la Russie et voulant s'assurer le concours du Tsar dans la réalisation de son projet d'expédition aux Indes, Napoléon offrait à Alexandre I le détroit du Bosphore et la ville de Constantinople. Pour ne pas admettre la Russie dans la Méditerranée, Napoléon voulait prendre les Dardanelles. La proposition fut faite au comte Roumiantzeff, ministre des Affaires étrangères russe, par l'intermédiaire de Caulaincourt, ambassadeur de France auprès de l'empereur Alexandre. Dans le projet de partage, rédigé par le comte Roumiantzeff, la Russie demandait non seulement le Bosphore et Constantinople, mais aussi les Dardanelles. Le projet en question, approuvé par Alexandre I, fut repoussé par Napoléon (5).

Conformément aux stipulations des actes de Tilsit, la France conseilla à la Turquie de céder à la Russie les principautés danubiennes (6). La proposition française mécontenta les Turcs, qui

(1) GIGAREV, t. I, p. 265.

(2) BRIAULT, p. 96, 97, 99.

(3) DJERDET, *Histoire de la Turquie*, t. VIII, p. 109 et suiv. ; A. DE LA JONQUIÈRE, *Histoire de l'Empire ottoman*, p. 398 et suiv.

(4) DE CIERCO, *Recueil des Traités de la France*, t. II, p. 212-214.

(5) DJUVARA, p. 343 et suiv.

(6) DE TESTA, *Recueil des Traités de la Porte Ottomane avec les Puissances étrangères*, t. II, p. 303 et suiv.

essayèrent de se rapprocher de l'Angleterre et de rétablir avec ce pays des relations amicales. Ces tentatives aboutirent à la conclusion d'un traité de paix et d'alliance défensive entre la Turquie et l'Angleterre, le 5 janvier 1809. L'article XI de ce traité secret comporte les dispositions suivantes concernant le régime des Détroits :

« Comme il a été de tout temps défendu aux vaisseaux de guerre d'entrer dans le canal de Constantinople, savoir dans le détroit des Dardanelles et dans celui de la mer Noire, et comme cette ancienne règle de l'Empire Ottoman doit être de même observée dorénavant en temps de paix vis-à-vis de toute Puissance, quelle qu'elle soit, la Cour Britannique promet aussi de se conformer à ce principe (1). L'article ci-dessus présente une importance capitale, car c'est bien pour la première fois que cette ancienne règle de l'Empire Ottoman se trouve reconnue par un acte international. Cet ancien principe du droit public de l'Empire turc, d'après lequel le Bosphore et les Dardanelles étaient fermés aux bâtiments de guerre des puissances étrangères, n'était qu'un acte d'administration intérieure ; il ne constitue qu'une mesure de police maritime prise par le gouvernement turc pour la défense de Constantinople du côté de la mer. La Turquie fermait les Détroits, mais elle avait le droit incontestable d'autoriser le passage des vaisseaux de guerre de telle ou telle puissance, s'inspirant uniquement de son propre intérêt. Il est vrai que le gouvernement anglais prenait l'engagement de respecter le principe de la clôture des Détroits et de ne pas renouveler les tentatives de l'amiral Duckworth ; mais cet engagement fut subordonné à l'obligation prise par la Turquie de se conformer, elle-même, à l'ancien principe de la fermeture des Détroits pour les navires de guerre de toute puissance quelle qu'elle fut. Suivant le traité en question, la Turquie était obligée de fermer les Détroits en temps de paix, c'est-à-dire tant qu'elle n'était pas en guerre avec une puissance quelconque. En temps de guerre, le Sultan avait le droit d'ouvrir les Détroits. Le traité de 1809 fermait le Bosphore et les Dardanelles non seulement aux vaisseaux de guerre venant de la Méditerranée pour entrer dans la mer Noire, mais de même à ceux qui venaient de la mer Noire et se dirigeaient vers la Méditerranée. Aux tentatives d'une puissance quelconque de forcer les Détroits, la Turquie était obligée d'opposer ses canons établis sur les deux rives des Détroits.

Le traité anglo-turc de 1809 était contraire aux dispositions du traité russo-turc de 1805. Chacun de ces deux traités, comportant une atteinte à la souveraineté de l'Empire turc, engageait

(1) NORADOUNGHIAN, t. II, p. 83.

ce pays à fermer les Détroits, conformément à son ancienne règle, mais le traité de 1805, conclu entre la Turquie et la Russie, admettait une exception à l'ancienne règle ; elle réclamait l'ouverture des Détroits aux navires de guerre russes, tandis que le traité anglo-turc de 1809 n'admettait aucune exception à l'ancienne règle de la fermeture du Bosphore et des Dardanelles aux vaisseaux de guerre. Cependant, prévoyant la possibilité de la rupture avec la France et se heurtant à la résistance de la Turquie, la Russie signa à Bucarest avec la Turquie un traité de paix, le 28 mai 1812 (1). Ce traité, par lequel la Russie acquit la Bessarabie, ne fait aucune mention du droit de passage qui fut accordé à la marine de guerre russe par les traités de 1799 et 1805. Ainsi, avec le traité de 1812 la marine militaire russe a perdu le droit de traverser le Bosphore et les Dardanelles, droit qui lui avait été accordé par les traités antérieurs.

(1) NORADOUNGHIAN, t. II, p. 86-92

CHAPITRE VI

LA QUESTION DES DÉTROITS DEPUIS L'AVÈNEMENT DE NICOLAS I JUSQU'A LA GUERRE DE CRIMÉE.

Vis-à-vis de la Turquie Nicolas I prit une attitude plus énergique que son frère Alexandre I. Au commencement de 1827, d'accord avec la France et l'Angleterre, la Russie remit à la Turquie un ultimatum réclamant l'autonomie de la Grèce sous la suzeraineté du Sultan. L'ultimatum russe ayant été repoussé, la France, la Russie et l'Angleterre signèrent à Londres, le 5 juillet 1827, un accord par lequel elles décidèrent d'imposer leur médiation à la Turquie. Le gouvernement turc refusa. Les trois escadres reçurent l'ordre d'empêcher par la force la prolongation des hostilités entre la Turquie et la population grecque.

La flotte turque fut alors détruite dans la baie de Navarin, le 20 octobre 1827 (1). La Russie, ne voulant se contenter d'une action commune avec les puissances occidentales et étant résolue à réaliser ses aspirations, déclara la guerre à la Turquie. L'armée russe entra en Moldavie et en Valachie, traversa les Balkans et occupa Andrinople. Une seconde armée russe prit Anapa, Kars, Akhalkalaky, Akhalzykh, Bayazid et enfin Erzeroum (2). Menacée par les nouvelles victoires de l'armée russe, déchirée par les troubles intérieurs et pressée par les puissances occidentales, la Sublime Porte dut se résoudre à faire la paix avec la Russie. A Andrinople la Turquie conclut deux traités, l'un avec les puissances européennes et l'autre avec la Russie, le 14 septembre 1829. Par le premier la Turquie reconnaissait l'indépendance de la Grèce ; par le second elle cédait à la Russie, en Europe, presque toutes les îles du delta danubien et plusieurs forteresses, en Asie, telles que Poti, Akhalkalaky, Akhalzyk, etc. ; elle garantissait l'autonomie de la Moldavie, de la Valachie et de la Serbie. Par son article 7 le traité en question renouvelait le privilège du libre passage des navires de commerce russes à travers les Détroits sans aucune réserve et immédiatement après déclarait le passage du Bosphore et des Dardanelles libre et ouvert à tous

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. X, p. 195-197.

(2) *Ibid.*, t. X, p. 197 et suiv.

les bâtiments marchands des puissances en état de paix avec la Turquie (1). Le traité d'Andrinople ayant engagé la Turquie à tenir les Détroits fermés aux vaisseaux de guerre des puissances étrangères n'a pas donné à la marine militaire russe le droit de passage par le Bosphore et les Dardanelles. Cependant, dans un projet de traité trouvé dans les papiers du comte de Nesselrode, chancelier de Russie, nous trouvons inséré l'article suivant (XI) : « Toutes les côtes de la mer Noire étant placées sous la domination exclusive des deux Empires et la Cour impériale de Russie ayant à cœur d'accorder forte et constante protection à ses bâtiments marchands qui naviguent dans l'Archipel, en employant à cet effet les vaisseaux de la flotte qu'elle entretient dans la mer Noire, S. M. le Sultan des Ottomans, en témoignage de la haute confiance qu'il place dans les dispositions amicales de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, consent à ce que les vaisseaux de guerre russes de la flotte de la mer Noire puissent passer librement par le canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles, pour se rendre dans l'Archipel et en revenir, à condition, toutefois, que ce passage ne puisse avoir lieu que pour deux vaisseaux de guerre à la fois et que jamais plus de quatre de ces vaisseaux ne pourront se trouver ensemble dans le canal de Constantinople. » Le ci-devant document prouve que la diplomatie russe voulait obtenir de la Turquie le droit pour sa marine militaire de traverser les Détroits, mais étant donné la résistance de la Turquie et l'opposition des puissances occidentales, le gouvernement russe se trouva contraint de renoncer à son désir d'ouvrir les Détroits à ses bâtiments de guerre (2).

Pendant la guerre avec la Turquie et avant la conclusion du traité d'Andrinople, l'empereur Nicolas constitua un comité secret présidé par le prince Kotchoubey, président du Conseil d'Empire et ancien ambassadeur russe à Constantinople, et composé des hauts fonctionnaires de l'Empire. Le comité en question fut chargé d'examiner la question des relations de la Turquie et de la Russie et de fixer la conduite à tenir par la diplomatie russe en cas de destruction de l'Empire turc. Dans la séance de ce comité, tenue le 4 septembre 1829, le comte de Nesselrode, ministre des Affaires étrangères, lut un mémorandum où les buts de la politique russe sont définis avec une clarté et une franchise complète :

« Nous avons toujours considéré, est-il dit dans cet acte important, que le maintien de l'Empire Ottoman était plus utile que nuisible aux vrais intérêts de la Russie et qu'aucun ordre de choses que l'on pourrait y substituer ne saurait compenser pour nous l'avantage d'avoir pour voisin un État faible. Mais si la

(1) MARTENS, *Recueil de traités*, t. VIII, p. 147-148.

(2) GORJAÏNOF, p. 27-28.

chute de l'Empire turc est inévitable, si le régime des Turcs en Europe doit être remplacé par une nouvelle combinaison politique, il est de l'intérêt de la Russie d'inviter ses Alliés à délibérer en commun avec elle sur cette grande question. Vouloir la résoudre sans leur participation, tandis que leurs intérêts les plus puissants s'y rattachent, serait porter l'atteinte la plus sensible à leur honneur et nous charger nous-mêmes d'une trop grave responsabilité (1).

Oùtre cet acte important, le comité prit encore connaissance d'un mémoire intéressant écrit par le conseiller privé Daschkov. Il prouvait dans son mémoire que la Russie n'avait pas besoin de nouvelles acquisitions. « Maintenant, disait-il, que les possessions de l'Empire vont de la mer Blanche jusqu'au Danube et l'Arax et du Kamtchatka jusqu'à la Vistule, il y a peu d'acquisitions qui réellement lui pourraient être utiles. » La Russie contemporaine, selon l'auteur, n'avait à se préoccuper que de garantir la sécurité de ses frontières, de développer ses immenses ressources, mais de ne pas se livrer à des conquêtes. Daschkov ne trouve guère la chute de l'Empire turc conforme aux intérêts de la Russie. Il ne nie pas qu'il y avait eu une époque où la politique russe s'inspirait de vues agressives et conquérantes à l'égard de la Turquie. « Le temps, dit-il, où la Russie nourrissait des idées de conquête à l'endroit de la Turquie est aujourd'hui définitivement passé. La Russie du xix^e siècle n'est plus celle du xvm^e siècle (2). »

Le comité avait encore examiné une lettre adressée par le comte de Capodistrias, ancien ministre russe des Affaires étrangères, à l'empereur Nicolas, le 31 mars 1828. Capodistrias dans sa lettre au tsar russe soumettait un plan de partage de la Turquie d'Europe. Selon lui, les possessions européennes de la Turquie devaient faire place à cinq Etats qui seraient : le premier, le royaume de Dacie, composé de la Valachie et de la Moldavie ; le second, le royaume de Serbie, composé de la Bulgarie, de la Serbie et de la Bosnie ; le troisième, le royaume de Macédoine, formé de la Thrace, de la Macédoine et des îles d'Imbros, de Thassos, etc. ; le quatrième, le royaume d'Epire, formé de l'Albanie et de l'Épire ; le cinquième, l'État Hellénique, formé de la Grèce proprement dite. Dans son mémoire, Capodistrias s'occupe du sort de Constantinople, ville dont la possession d'après Napoléon procure la domination universelle. En tant que patriote grec, sincèrement dévoué au bien-être de son pays natal, il aurait dû attribuer Constantinople à la Grèce. Mais il ne prétend pas, au nom de son pays, à la possession de ladite ville. Selon son plan la grande cité turque avec un territoire restreint le long de la mer Noire, des Détroits et de la mer de Mar-

(1) KOMAROVSKI, p. 421.

(2) GORIAÏNOF, p. 26-27 ; KOMAROVSKI, p. 410.

mara devait devenir une ville libre et le centre de la Confédération qui unirait les cinq États de la presqu'île des Balkans. Ces cinq États balkaniques formeraient une Confédération représentée à Constantinople par un Congrès (1). Le dernier plan du projet de Capodistrias souleva des critiques sérieuses de la part du comte Pozzo di Borgo et de Daschkov, qui trouvèrent que dans cette situation Constantinople n'aurait pas la force suffisante pour tenir les Détroits fermés aux navires de guerre des puissances occidentales et par là protéger le littoral russe de la mer Noire contre les attaques des escadres hostiles (2).

Le comité, d'après les protocoles des séances, jugea inopportun de s'arrêter à un plan déterminé pour la reconstruction politique des Balkans avant que le renversement de l'Empire ottoman ne fût un fait accompli. Tous les membres du Comité furent unanimes dans leur conviction que le nouvel ordre de choses dans la Turquie d'Europe ne saurait s'établir sans le consentement de la Russie et contrairement à ses intérêts essentiels. En même temps, l'existence du gouvernement turc à Constantinople leur parut beaucoup plus avantageuse pour la Russie et plus conforme à ses intérêts commerciaux et politiques que la création d'une ville libre, qui pourrait devenir un foyer d'intrigues et le point de départ d'entreprises hostiles à la Russie.

Après un examen approfondi le comité constata à l'unanimité :

1° Que les avantages du maintien de l'Empire ottoman en Europe sont supérieurs aux inconvénients qu'il présente ;

2° Que sa chute serait dès lors contraire aux vrais intérêts de la Russie ;

3° Que, par conséquent, il serait prudent de chercher à la prévenir, en profitant de toutes chances qui peuvent encore se présenter de conclure une paix honorable (3).

Ces décisions, ayant été approuvées par l'empereur Nicolas, servirent de base au Traité d'Andrinople.

Les conclusions du comité restaient les principes fondamentaux de la politique russe en Orient pendant la première moitié du règne de Nicolas I.

Au début de son règne, Nicolas I ne voulait pas éloigner les Turcs de l'Europe ; mais il tenait à les voir faibles ; il voulait soumettre la Turquie à son influence exclusive. Cette politique de domination et de prépondérance provoqua une série de complications avec les puissances occidentales et aboutit finalement à la catastrophe de Crimée et au traité de Paris du 30 mars 1856.

(1) KOMAROVSKY, p. 413 ; MARTENS, *Etude historique sur la politique russe dans la Question d'Orient*, *Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1877, t. IX, p. 70-71.

(2) KOMAROVSKY, p. 413 ; MAERTENS, p. 71

(3) MARTENS, p. 71-72.

Ces complications, résultant de la politique de la Russie en Orient, commencèrent avec la révolte de Méhemét-Ali, gouverneur d'Égypte.

En 1832, l'invasion de la Syrie par l'armée d'Ibrahim pacha, ses victoires éclatantes sur les troupes turques à Koniah et la marche triomphale du pacha révolté sur les bords du Bosphore obligèrent le sultan de Turquie à s'adresser aux puissances européennes en sollicitant leur concours pour étouffer l'insurrection du gouverneur rebelle. La France soutenait la cause du pacha égyptien. L'Angleterre et l'Autriche étant indifférentes refusèrent leur appui à la Turquie (1). La Russie, au contraire, répondit favorablement à l'appel de la Sublime Porte. Les milieux officiels de la Russie, suivant les décisions du comité secret de 1829, dont il a été question plus haut, voulaient maintenir sur les Détroits la domination de la Turquie faible et inoffensive ; étant ainsi hostile à la création sur les ruines de l'Empire ottoman d'un État arabo-égyptien jeune et fort, le gouvernement russe, résolu de profiter de tous événements et de toutes complications internationales pour établir sa domination sur les bords du Bosphore, offrit au gouvernement turc l'assistance de son armée et de sa flotte. En même temps, pour prévenir la marche d'Ibrahim pacha sur Constantinople, l'empereur Nicolas envoya auprès de Méhemét-Ali-pacha le lieutenant général Mouraviev, qui fut chargé de déclarer au pacha que dans le cas de la marche de l'armée égyptienne sur Constantinople, la Russie se verrait dans la nécessité de défendre la capitale turque contre l'invasion égyptienne (2).

Le gouvernement français, résolu de ne pas admettre l'occupation de Constantinople par les Russes, s'adressa au gouvernement anglais, lui proposant l'envoi d'une escadre franco-anglaise dans la Méditerranée pour imposer au Sultan et au pacha d'Égypte leur médiation. La démarche du duc de Broglie auprès de lord Palmerston n'eut pas de succès. L'Angleterre ne voulant pas provoquer un conflit armé avec la Russie, repoussa la proposition du gouvernement français. Le cabinet anglais, soutenu par le prince de Metternich, chancelier d'Autriche, suggéra au gouvernement russe une action collective de la France, de la Russie, de l'Angleterre et de l'Autriche. La proposition anglaise fut repoussée par le gouvernement russe qui voulait agir séparément dans la question d'Orient. Malgré la promesse de Méhemét-Ali-pacha d'arrêter la marche de son armée sur Constantinople, promesse qui avait été donnée à l'envoyé de l'empereur Nicolas, les troupes égyptiennes s'avançaient vers les bords du Bosphore. Placé devant la menace efficace d'Ibrahim pacha, le sultan Mahmoud se tourna

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. X, p. 929-930

(2) GORIAÏNOF, p. 29-31.

vers l'empereur Nicolas, lui demandant l'envoi des troupes et des forces navales russes dans le Bosphore (1). Ibrahim pacha ayant arrêté la marche de son armée sur Constantinople, la Sublime Porte, influencée par l'ambassadeur de France à Constantinople, s'adressa à Bouténieff, chargé d'affaires de Russie à Constantinople, lui demandant de contremander l'arrivée des troupes et de la flotte russes. Mais cette note, bien que signifiée au représentant diplomatique de la Russie à Constantinople avant l'arrivée de la flotte et des troupes russes, resta sans effet et l'escadre russe, composée de neuf vaisseaux et commandée par le contre-amiral Lazaref, fit son entrée dans le Bosphore et jeta l'ancre devant Bouyouk-Déré, le 20 février 1833 (2). De même, le 26 mars, cinq mille soldats russes débarquèrent et campèrent en face de Bouyouk-Déré, dans la vallée d'Unkiar-Skéléssi (3). L'apparition de l'escadre et des troupes russes devant Constantinople compromit gravement l'influence française. L'amiral Roussin, ambassadeur de France à Constantinople, exigea du gouvernement turc d'éloigner du Bosphore l'escadre russe sous la menace de quitter la Turquie. Cette fois, l'Angleterre et l'Autriche, si patientes jusque-là, prirent sérieusement l'alarme et joignirent leurs efforts à ceux de la France pour mettre un terme à la guerre entre la Turquie et le pacha d'Égypte et obtenir l'éloignement des troupes et de l'escadre russes (4). C'est grâce à l'intervention des puissances que fut conclu à Koutahéy le traité de paix entre le sultan Mahmoud et le pacha d'Égypte, le 5 mai 1833. Le gouvernement turc après la conclusion du traité de paix mit en demeure la Russie de quitter le Bosphore. Les Russes ne bougèrent pas. Ils disaient qu'ils quitteraient Constantinople lorsqu'aucun soldat de l'armée égyptienne ne se trouverait plus en Asie Mineure. Cependant, la présence de l'escadre russe à Constantinople commençait à intriguer l'Angleterre et l'Autriche qui jusqu'alors étaient demeurées à peu près inactives.

La France et l'Angleterre décidèrent enfin d'envoyer leurs escadres dans les Dardanelles et le Bosphore pour chasser les Russes de Constantinople. La Russie, prévoyant cette éventualité, avait déclaré à Paris et à Londres que l'apparition des flottes franco-anglaises dans la mer de Marmara serait considérée comme un *casus belli*. Au commencement de juillet, Ibrahim pacha ayant abandonné définitivement l'Asie Mineure, l'escadre et les soldats russes quittèrent les eaux du Bosphore, le 10 juillet 1833 (5). Le 8 juillet, c'est-à-dire deux jours avant de quitter

(1) MISCHÉF, *La mer Noire et les Détroits de Constantinople*, p. 269 et suiv.

(2) MOURAVIEV, *Les Russes sur le Bosphore en 1833*, p. 184.

(3) *Ibid.*, p. 249 et suiv.

(4) DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I, p. 322.

(5) GORIAÏNOF, p. 42.

Constantinople, les Russes et les Turcs signèrent un traité d'alliance connu sous le nom de Traité d'Unkiar-Skéléssi. D'après ce traité les parties contractantes, « animées du sincère désir de maintenir la paix entre les deux Empires, de défendre communément leurs États et d'assurer la tranquillité et la sûreté de leur pays, décidèrent de se prêter à cet effet des secours matériels et l'assistance la plus efficace (1). » La réciprocité, en vérité, n'était qu'une fiction, car la Turquie ne pouvait prêter à la Russie aucune assistance effective. En réalité, le traité d'Unkiar-Skéléssi avait placé la Turquie sous la protection de la Russie. L'acte en question comporte un article séparé concernant les Détroits.

En vertu de cet article, « la Sublime Porte, à la place du secours qu'elle doit prêter au besoin d'après le principe de réciprocité du traité, s'engage à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'entrer dans le détroit des Dardanelles sous aucun prétexte ». En vertu de l'article en question, la fermeture des Dardanelles ne s'appliquait qu'aux vaisseaux allant de la Méditerranée à la mer Noire, la Russie pouvant passer librement de la mer Noire à la Méditerranée, et dans le sens inverse (2). La mer Noire était devenue ainsi un lac russe, et la Turquie le portier chargé de fermer les Détroits aux bâtiments de guerre des puissances étrangères et de les ouvrir aux navires de guerre russes allant de la mer Noire à la Méditerranée et de la Méditerranée à la mer Noire. La conclusion du traité de 1833, ayant démasqué les vraies intentions de la Russie à l'égard de la Turquie, aggravait les rapports entre le gouvernement russe, d'une part, et les cabinets de Paris et de Londres, de l'autre. L'Angleterre avait proposé au duc de Broglie d'envoyer les escadres franco-anglaises dans la mer Noire pour détruire la flotte russe.

La proposition fut repoussée par le gouvernement français qui décida de se contenter d'une protestation énergique. Il ne voulait rien entreprendre pour le moment, car le temps n'était pas opportun pour une action décisive. La France préparait cette action lentement, mais sûrement. En raison de l'attitude prudente de la France, le cabinet de Londres devait modérer sa politique ; il se borna à protester énergiquement avec la France contre la conclusion du Traité d'Unkiar-Skéléssi. Tandis que la France et l'Angleterre protestaient contre le traité de 1833, l'Autriche et la Prusse envoyaient leurs félicitations au gouvernement du tsar à l'occasion du brillant succès de la diplomatie russe. Le Traité d'Unkiar-Skéléssi n'était pas de nature à plaire à l'Autriche, mais, pour des raisons de politique intérieure, le gouvernement autrichien se voyait obligé de conserver de bonnes

(1) NORADOUNGHIAN, t. II, p. 229-231.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 231 ; MOURAVIEV, p. 432.

relations avec la Russie. La protestation des cabinets de Londres et de Paris produisit une nouvelle tension dans les rapports entre la Russie, d'une part, et la France et l'Angleterre, d'autre part. La rupture imminente entre lesdites puissances fut écartée grâce à l'intervention de Metternich, la Russie ayant promis aux puissances intéressées qu'elle se montrerait modérée dans l'application du Traité d'Unkiar-Skéléssi.

La seconde guerre turco-égyptienne fournit aux puissances occidentales l'occasion d'obtenir la suppression du traité de 1833.

La paix de Koutayeh ne dura pas longtemps. Elle ne satisfaisait ni la Turquie, ni le pacha d'Égypte. Le Sultan voulait détruire la puissance de Méhemét-Ali ; ce dernier voulait obtenir une complète indépendance. Bientôt les deux partis concentrèrent leurs armées en Asie-Mineure. Pour empêcher l'intervention isolée de la Russie, le cabinet de Londres proposa l'envoi à Constantinople des escadres anglaise, française et russe et de l'armée autrichienne. La proposition ne fut pas acceptée par la Russie qui voulait éviter l'apparition des troupes autrichiennes devant Constantinople ; elle proposait une démonstration navale dans la Méditerranée avec la participation de sa flotte.

Malgré les tentatives infructueuses des puissances pour prévenir les hostilités, au mois d'avril 1839, l'armée égyptienne recommença les opérations militaires contre les troupes turques. Le 27 juin 1839, près de la petite ville de Nezib, Ibrahim pacha remporta une victoire décisive sur l'armée turque l'obligeant à battre en retraite dans le plus grand désordre. En même temps, la flotte turque avait été livrée à Méhemét-Ali par l'amiral Ahmed pacha. Le chemin de Constantinople se trouvait ainsi ouvert à l'armée égyptienne (1). A ce moment, le sultan Mahmoud rendit le dernier soupir, le 30 juin 1839. La tentative du nouveau sultan Abdul-Medjid de s'entendre directement avec Méhemét-Ali ne réussit pas, car celui-ci demandait l'hérédité non seulement pour l'Égypte mais encore pour la Syrie et l'Arabie. La Porte lui offrait seulement l'administration héréditaire de l'Égypte. Les puissances européennes ne voulaient pas admettre de pourparlers directs entre le Sultan et le pacha révolté. Par leur note collective du 27 juillet, les ambassadeurs des cinq grandes puissances accrédités à Constantinople, conformément aux instructions reçues de leurs gouvernements respectifs, engagèrent la Turquie à suspendre les négociations directes avec le pacha égyptien. Cette note fut signée entre autres par l'ambassadeur de Russie à Constantinople (2). Par cette signature, la Russie renonça *de facto* aux droits résultant pour elle du Traité d'Unkiar-Skéléssi. La renonciation formelle au

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. X, p. 932-933.

(2) *Ibid.*, t. X, p. 933-934.

traité de 1833 a eu lieu au commencement de 1840. La Russie sentait bien qu'elle ne pourrait pas conserver les avantages exclusifs que lui assurait le Traité d'Unkiar-Skéléssi. De plus, elle voulait s'entendre avec l'Angleterre pour isoler le gouvernement de Juillet que le tsar Nicolas détestait de tout son cœur. A la suite de longues négociations engagées entre lord Palmerston, chef du Foreign Office, et le baron de Brunnov, nouvellement nommé comme ambassadeur de Russie en Angleterre, l'accord se fit à Londres, au début de 1840. Il fut stipulé que le Traité d'Unkiar-Skéléssi, qui devait expirer en 1841, ne serait pas renouvelé ; qu'au cas où la Turquie aurait besoin d'aide, la Russie pourrait intervenir en sa faveur, mais au nom de l'Europe et comme son mandataire ; enfin que, si cette éventualité se produisait, la flotte russe ne fermerait pas le Bosphore et les Dardanelles aux autres marines européennes (1).

Ainsi les efforts du gouvernement anglais de supprimer le Traité d'Unkiar-Skéléssi et de détruire la prépondérance exclusive de la Russie dans la question d'Orient avaient complètement réussi. Le Traité d'Unkiar-Skéléssi ayant été supprimé, les représentants de la Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse signèrent à Londres, le 15 juillet 1840, une convention relative au conflit turco-égyptien. La France isolée n'a pu participer à la conclusion de l'accord du 15 juillet 1840. Elle ne voulait pas abandonner Méhemét-Ali pacha, elle insistait sur l'attachement à l'Égypte de toutes les provinces conquises. L'Angleterre soutenue par la Russie, l'Autriche et la Prusse insistait sur la restitution à la Turquie des provinces envahies.

Par la convention de Londres du 15 juillet 1840, les quatre puissances s'engageaient à agir en parfait accord pour déterminer Méhemét-Ali pacha à se conformer à l'arrangement du Sultan. En cas du refus de la part du pacha de se soumettre aux réclamations des puissances, celles-ci, d'accord avec la Turquie, devaient imposer au pacha leur arrangement. Dans le cas où les armées égyptiennes se dirigeraient sur Constantinople, les parties contractantes devaient envoyer à Constantinople les forces nécessaires pour mettre les Détroits ainsi que la capitale ottomane à l'abri de toute agression. Ces forces devaient se retirer simultanément après l'accomplissement de leur tâche (2).

Ayant admis à titre exceptionnel l'entrée des marines militaires des puissances signataires dans les Détroits dans le but unique de défendre la capitale ottomane, la convention de 1840 renouvelle le principe de la fermeture du Bosphore et des Dardanelles. « Il est convenu, dit l'article 4 de l'accord de Londres, que cette mesure ne dérogera en rien à l'ancienne règle de l'Empire

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. X, p. 935.

(2) *Ibid.*, t. X, p. 936.

ottoman, en vertu de laquelle il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles (1) ».

Les conditions de la Convention de Londres n'ayant pas été acceptées par l'Égypte, les quatre puissances signataires de ladite convention, d'accord avec la Turquie, procédèrent aux mesures de guerre.

Convaincu de l'inutilité de la lutte contre les grandes puissances, le pacha d'Égypte accepta les conditions des grandes puissances et, par le traité du 13 février 1841, conclu entre la Turquie et l'Égypte, Méhemét-Ali pacha obtint l'investiture à vie du pachalik d'Égypte avec l'hérédité pour ses descendants (2).

La question égyptienne liquidée, les représentants de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse et de la Turquie signèrent à Londres, le 13 juillet 1841, une convention, relative au régime des Détroits.

Cette convention, dite des Détroits, constituait pour la première fois la véritable charte de la question des Détroits. « Sa Hautesse le Sultan d'une part, dit l'article premier, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de son Empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que, tant que la Porte se trouve en paix, Sa Hautesse, n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits détroits ; et Leurs Majestés le Roi des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies de l'autre, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé (3). » Ainsi l'article 1 de la convention en question violait la souveraineté du Sultan, car il lui enlevait le droit d'ouvrir les Détroits aux bâtiments de guerre des puissances étrangères. Cet article violant la souveraineté de l'Empire ottoman était manifestement contraire au préambule de la convention de Londres, qui déclare l'inviolabilité des droits souverains du Sultan. D'après l'article 2 de la convention du 13 juillet 1841, le Sultan se réservait, comme par le passé, le droit de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, employés au service des légations des puissances amies (4).

Cette convention, consacrant le principe de la clôture des Détroits, présentait certains avantages pour la Russie, car, grâce à

(1) MARTENS, *Recueil de traités*, t. XII, p. 134 ; NORADOUNGHIAN, t. II, p. 303-307

(2) LAVISSE et RAMBAUD, t. X, p. 936.

(3) ALBIN, *Les grands traités politiques*, p. 169-170

(4) ALBIN, p. 170.

elle, les côtes russes de la mer Noire se trouvaient désormais en toute sécurité. Mais, tout en assurant les côtes russes de la mer Noire en temps de paix, elle ne les garantissait pas en temps de guerre.

Si la Turquie se trouvait en état de guerre avec une des puissances, son engagement de fermer les Détroits tombait et le gouvernement turc pouvait ouvrir le Bosphore et les Dardanelles à la flotte russe de la mer Noire ou à l'escadre d'une puissance occidentale se trouvant dans la Méditerranée.

La Russie pouvait tirer des avantages de la convention dans l'hypothèse où le gouvernement russe se trouverait en état de guerre avec une des puissances, et la Porte continuerait à garder la neutralité envers les deux belligérants.

CHAPITRE VII

LA CRISE DE 1853-1856 ET LE TRAITÉ DE PARIS

Pour se faire une idée précise et complète des vues des milieux officiels russes au sujet de la question des Détroits et de l'ensemble de la Question d'Orient, il suffit de citer le passage suivant d'une brochure publiée en Russie à la veille de la guerre de Crimée. Ce document historique était adressé à l'empereur Nicolas lui-même. « Sire, y était-il dit, dès que Vous le voudrez, les treize millions de Chrétiens de la Turquie chasseront de ce pays les trois millions de Musulmans qui s'y trouvent. L'Angleterre se contenterait volontiers du *statu quo*, cet état de choses lui paraissant acceptable ; mais, si Vous entriez une bonne fois dans Constantinople, la Grande-Bretagne ne chercherait plus à vous en faire sortir ; elle s'emparerait simplement de l'Égypte. Moralement, commercialement et financièrement, cette contrée est aux mains des Anglais depuis dix ans. Quant à la France, son influence en Égypte s'est évanouie avec Méhemét-Ali. La Méditerranée ne sera jamais une mer intérieure française, encore moins russe, elle sera toujours anglaise et les Anglais sauront parfaitement s'entendre avec Votre Majesté sur le partage de l'Empire ottoman. La France est plus isolée encore qu'en 1840 et il dépend de Vous, Sire, de la rendre plus docile qu'alors. Qui donc pourrait Vous empêcher de prendre Constantinople ? La France a assez d'affaires chez elle. Sire, nous gelons à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Il convient à un peuple énergique de s'étendre vers le sud et les poltrons seuls se laissent refouler vers le nord. Jadis, Constantinople fut la métropole de la foi grecque ; qu'elle le redevienne encore. Votre glorieuse aïeule tendit de toutes les forces de son génie vers ce but. Le croissant doit disparaître devant la croix et les Turcs doivent être bannis d'Europe. Si Votre Majesté ne réalise pas ces desseins de la Providence, ce sera l'affaire du prince Constantin, votre fils. Quant aux réformes introduites en Turquie », continue l'auteur de la brochure, « ce sont œuvres mort-nées. L'islamisme

est tenace de sa nature. Il ne se développera jamais qu'à la lueur du christianisme. C'est à Vous, Sire, qu'il convient de présenter aux infidèles la lumière de la vraie foi. Les croisades eurent toujours pour Votre Majesté un attrait particulier. Il dépend de Vous, Sire, d'en accomplir une à Votre tour. Il y a un monde britannique, un monde espagnol, pourquoi n'y aurait-il point un monde slave ? »

Ces idées, certes, correspondaient entièrement aux aspirations de l'empereur Nicolas qui, dans une série de conversations confidentielles avec l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, sir Hamilton Seymour, conversations qui eurent lieu à la veille de la guerre de Crimée, proposait à son interlocuteur de s'entendre sur le partage de la Turquie. « Dans l'Empire turc, disait-il, il y a plusieurs millions de Chrétiens aux intérêts desquels je suis tenu de veiller ; c'est, d'ailleurs, un droit que les traités m'ont garanti. Notre religion, telle qu'elle est établie en Russie, nous est venue d'Orient, et il y a des sentiments et des obligations qu'il ne faut jamais perdre de vue. Maintenant, la Turquie est tombée dans un tel état de décrépitude que, malgré notre vif désir de prolonger l'existence du malade, il peut subitement mourir et nous rester sur les bras. Nous ne pouvons pas faire revivre les morts ; si l'Empire turc tombe, il tombera pour ne plus se relever. La chute de la Turquie peut produire sans l'entente préalable une guerre européenne ; pour prévenir cette catastrophe européenne, l'Angleterre et la Russie doivent venir à un accord ; le reste présente peu d'importance. Je ne veux pas que Constantinople soit jamais occupée ni par les Anglais, ni par les Français, ni par aucune des grandes puissances. Je ne permettrai jamais non plus qu'on tente de reconstruire un Empire byzantin, ni que la Grèce obtienne une extension de territoire qui ferait d'elle un État puissant. Encore moins pourrais-je souffrir que la Turquie fût partagée en petites républiques. Plutôt que de subir de tels arrangements, je ferai la guerre et la continuerai aussi longtemps qu'il me restera un homme et un fusil (1). » En repoussant ainsi l'occupation de Constantinople par une grande puissance occidentale et en s'opposant au rétablissement de l'Empire byzantin et à la division de la Turquie en petites républiques, l'Empereur russe voulait, par conséquent, réunir Constantinople à la Russie. Ces déclarations imprudentes provoquèrent l'opposition de lord John Russel, ministre anglais des Affaires étrangères. Cette opposition fut renouvelée par lord Clarendon qui succéda à lord John Russel, en février 1853, comme chef du *Foreign Office*. Dans une dépêche adressée au cabinet de Saint-Petersbourg, le nouveau ministre des Affaires étrangères écrivait notamment : « Le gou-

(1) DJUVARA, p. 295 et suiv.

vernement anglais est convaincu que de la politique suivie par Sa Majesté Impériale vis-à-vis de la Porte, dépend l'accélération ou l'ajournement d'un événement que toutes les puissances européennes sont intéressées à conjurer. L'Angleterre ne désire pas l'agrandissement de son territoire ; elle ne pourrait pas participer à un arrangement préalable et à une combinaison qui devraient être tenus secrets vis-à-vis des autres puissances (1). »

La réponse très nette et catégorique de l'Angleterre n'avait pas découragé l'Empereur russe. Profitant de la question des Lieux-Saints, il décida de faire entrer dans un phase décisive sa politique de domination en Turquie, qui était une étape préliminaire et qui devait nécessairement conduire à l'occupation de Constantinople et des Détroits par l'Empire russe.

Depuis l'établissement de la Turquie en Palestine une série d'accords franco-turcs, consolidés par le traité de 1740, assuraient au clergé latin la possession, presque exclusive, des Lieux-Saints de la chrétienté (2). La révolution française de 1789 avait affaibli l'intérêt de la France dans les questions religieuses. Cette attitude des gouvernements révolutionnaires et de leurs successeurs a donné à la Russie la possibilité d'exercer sur la Turquie une certaine pression en vue de faire céder au clergé orthodoxe plusieurs sanctuaires et d'en faire expulser les Catholiques romains. Les mesures du gouvernement turc élargissant et consolidant les privilèges de l'Église orthodoxe en Palestine, bien que contraires aux accords franco-turcs, alors en vigueur, n'avaient guère provoqué de protestations de la part des gouvernements de la Restauration et de la monarchie de Juillet.

La question des droits des Catholiques sur les Lieux-Saints ne fut posée que sous le Second Empire. Louis-Napoléon, voulant donner satisfaction au parti clérical, dont le concours lui était nécessaire, ordonna à son ambassadeur à Constantinople, le marquis de la Valette, en 1851, de réclamer de la Sublime-Porte la mise à exécution de l'article 33 du traité de 1740, article qui assurait au clergé romain la possession presque exclusive des Lieux-Saints (3).

La Russie, qui voulait maintenir le *statu quo* dans la question des Lieux-Saints, profita de cette occasion pour rétablir son influence exclusive sur les bords du Bosphore, influence qui datait du célèbre Traité d'Unkiar-Skéléssi et fut compromise par la convention de Londres de 1841. La politique de domination, comme nous l'avons indiqué plus haut, n'était qu'une étape préliminaire et qui devait nécessairement amener la cession des Détroits et celle de la cité de Constantinople à l'Empire russe. En pour-

(1) DJUVARA, p. 299 et suiv.

(2) JOMINI (A. de), *Étude diplomatique sur la guerre de Crimée*, t. I, p. 130.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 138 et suiv.

suivant une telle politique, pleine de dangers pour la paix européenne, la Russie ne craignait pas la formation d'une coalition contre elle. Nicolas I ne comptait rencontrer des difficultés du côté de la Prusse, car ce pays était occupé par des préoccupations intérieures. Il espérait que la Cour de Vienne, étant donné le concours que la Russie lui avait prêté en 1849, ne prendrait jamais part à une coalition contre l'Empire russe. En ce qui concerne l'Angleterre, la diplomatie russe, connaissant la haine de l'opinion publique de ce pays contre la Turquie, était sûre que le cabinet de Londres ne prêterait jamais à la France son concours et son appui dans la Question d'Orient. La France, d'après le gouvernement russe, ne pourrait rien faire seule. C'était une erreur manifeste. L'ambassadeur de Russie à Constantinople, étant très au courant de la Question d'Orient, donnait à son gouvernement des conseils de prudence et de modération. Ces conseils ne furent pas écoutés par Nicolas I. Pour agir d'une manière décisive, il ordonna la concentration de son armée sur le Pruth et l'armement de sa flotte de la mer Noire. Il décida également d'envoyer à Constantinople un ambassadeur extraordinaire (1). Cette ambassade fut confiée au prince Mentchikov, ministre de la marine, qui étant un homme très énergique, n'avait pas les qualités nécessaires pour une mission diplomatique. Le prince Mentchikov fut chargé de demander à la Sublime Porte le maintien du *statu quo* en ce qui concerne la question des Lieux-Saints. Outre la mission officielle dont il était investi, le prince Mentchikov était chargé d'obtenir du gouvernement turc pour la Russie le droit de protéger les sujets chrétiens du Sultan et de conclure avec la Porte un traité d'alliance offensive et défensive (2). Il est évident que dans le cas de succès de l'un et de l'autre de ces deux projets, la Turquie se trouverait assujettie au bon plaisir du tsar qui pouvait intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire turc, et une alliance défensive et offensive une fois conclue, le tsar pouvait bien entrer en Turquie comme défenseur pour ne plus en sortir. La partie était à moitié perdue pour la Russie du moment que les Chrétiens de la Turquie, à qui la Porte avait du reste solennellement assuré leurs anciens droits par un nouveau firman, ne se levèrent point et que l'insurrection grecque fut écrasée presque sans effort.

Tel était le plan de Nicolas I, plan dont la réalisation provoqua la catastrophe de 1853-1856, le Traité de Paris et la démilitarisation de la mer Noire. Pour obtenir satisfaction, il fallait s'assurer de l'appui des membres du gouvernement turc ; au sein du cabinet ottoman, Fouad-Effendi, ministre des Affaires étrangères,

(1) DEBIDOUR, t. II, p. 93-94.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 97 ; JOMINI, t. I, p. 160.

étant hostile à la Russie, pouvait faire échouer les négociations. Il fallait se débarrasser de cet homme d'État turc. Immédiatement après son arrivée à Constantinople et avant même de procéder aux négociations, le prince Mentchikov réclama la démission du ministre en question.

La Turquie sacrifia son ministre des Affaires étrangères. Fouad-Effendi fut remplacé par Rifaat pacha. Il est difficile de trouver dans l'histoire diplomatique un si éclatant exemple de pression d'une nation sur une autre. Sur les conseils des ambassadeurs de France et d'Angleterre, qui voulaient démasquer le jeu de la Russie en séparant la question des Lieux-Saints de celle de la protection des sujets chrétiens du Sultan, la Sublime Porte résolut de donner à la Russie des satisfactions complètes dans la question des Lieux-Saints, mais laissa sans réponse les réclamations du prince Mentchikov quant à la question des garanties (1). La réponse du gouvernement turc ne pouvait satisfaire l'ambassadeur extraordinaire de Russie, car la question des Lieux-Saints était un prétexte dont se servait le gouvernement russe pour obtenir satisfaction dans la question des garanties. L'envoyé extraordinaire du tsar remit au gouvernement turc, le 5 mai 1853, un ultimatum rédigé dans les termes les plus hautains et par lequel ce gouvernement était invité à faire savoir dans un délai de cinq jours si oui ou non il voulait conclure avec le gouvernement russe une convention garantissant à l'Église grecque non seulement sa liberté religieuse, mais encore ses privilèges temporels. Si la réponse était négative, le représentant du tsar avait ordre de quitter Constantinople avec le personnel de l'ambassade (2). Vivement encouragé à la résistance par la France et l'Angleterre, qui lui promettaient leur appui, le gouvernement turc répondit, le 10 mai, qu'il ne pouvait, sous peine de renoncer à son indépendance, soumettre par un traité son administration intérieure à la surveillance d'un gouvernement étranger (3).

Le diplomate russe, au lieu de rompre les négociations et de quitter la capitale ottomane, était allé au Palais où il insistait pour voir le Sultan. Après trois heures d'attente, il reçut pour toute réponse à ses réclamations cette seule communication : « J'ai fait connaître ma volonté à mes ministres. » Contrairement aux règles de l'étiquette, le prince Mentchikov voulut répliquer, mais alors le rideau derrière lequel le jeune sultan était assis fut tiré et l'ambassadeur extraordinaire de Russie se trouva seul dans la salle de réceptions avec son drogman.

Étant mis à la porte, le prince Mentchikov rompit les négociations et quitta Constantinople, le 21 mai, accompagné, suivant

(1) DEBIDOUR, t. II, p. 96.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 97.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 98.

les instructions reçues de Saint-Pétersbourg, de tout le personnel de l'ambassade russe (1).

Peu de jours après l'échec de la mission du prince Mentchikov, le chancelier de Russie, le comte de Nesselrode, adressa un ultimatum au gouvernement turc lui demandant de signer, pendant un délai de huit jours, la note que le prince Mentchikov lui avait soumise, faute de quoi l'empereur Nicolas était résolu de donner l'ordre à ses armées d'occuper les principautés de Moldavie et de Valachie. La Porte le refusa et les troupes russes franchirent le Pruth et entrèrent dans les principautés danubiennes, le 22 juin 1853 (2).

L'occupation des principautés roumaines produisit en France et en Angleterre une émotion considérable. Les gouvernements français et anglais voyaient dans l'occupation de la Moldavie et de la Valachie une violation de la Convention des Détroits du 13 juillet 1841, dont le préambule déclarait formellement l'inviolabilité des droits souverains du Sultan et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. A l'occupation des principautés danubiennes par l'armée russe, la France et l'Angleterre répondirent par l'envoi de leurs escadres dans la mer de Marmara. Suivant M. Goriaïnof, l'occupation des principautés roumaines par les troupes russes ne constituait guère une infraction à la convention de 1841. Par cette convention, d'après ledit historien russe, la Russie n'avait pas pris l'engagement de défendre l'intégrité territoriale de l'Empire turc. A la Conférence de Londres, le prince Metternich, chancelier d'Autriche, soutenu par la France, voulait insérer dans le traité à conclure un engagement commun de respecter l'intégrité des possessions du Sultan, mais Brunnov, plénipotentiaire russe, soutenu par lord Palmerston, ministre anglais des Affaires étrangères, s'y opposa et l'idée d'une garantie spéciale à insérer dans le traité fut abandonnée. D'après M. Goriaïnof, le préambule de la Convention de Londres déclarant l'inviolabilité des droits souverains du Sultan et l'intégrité territoriale de la Turquie, présente un simple désir qui n'engageait pas les puissances signataires de la convention. Au dire de M. Goriaïnof, la Russie n'ayant pas violé la convention de 1841, la France et l'Angleterre n'avaient pas le droit d'envoyer leurs flottes dans la mer de Marmara. « C'est l'entrée des bâtiments de guerre français et anglais dans les Dardanelles et non pas l'occupation des principautés danubiennes, dit M. Goriaïnof, qui constitue l'infraction à la Convention de 1841 (3). »

Il nous est difficile d'accepter les arguments juridiques de l'éminent historien russe. La Russie, par la convention de 1841,

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. II, p. 204.

(2) DEBIDOUR, t. II, p. 99 ; LAVISSE et RAMBAUD, t. XI, p. 204.

(3) GORIAÏNOF, p. 93 et suiv.

avait pris l'engagement formel de respecter l'intégrité territoriale de l'Empire turc. Cet engagement ne pouvait nullement perdre son caractère d'obligation formelle du fait qu'il fut inséré dans le préambule de la convention de 1841. Par l'occupation des principautés danubiennes, la Russie avait commis l'infraction du traité de Londres et, dans ces conditions, la France et l'Angleterre, comme puissances co-signataires de l'acte de 1841, étaient en droit de prendre toutes mesures qu'elles jugeaient nécessaires en vue de sauvegarder les droits souverains du Sultan et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman.

Quelle fut la position de l'Autriche vis-à-vis de l'attitude décisive de la Russie ?

Il est évident que l'établissement de l'Empire russe sur le bas Danube se trouvait en contradiction manifeste avec les intérêts vitaux de l'Empire autrichien, mais la Cour de Vienne ne voulait pas rompre avec la Russie, car elle craignait une alliance du roi de Prusse avec l'empereur de Russie. En outre, les généraux autrichiens regardaient une attaque contre la Russie comme une entreprise excessivement dangereuse. Selon eux, la Galicie était entièrement ouverte aux armées russes et il suffisait d'une seule bataille perdue pour amener en quelques jours l'armée russe sous les murs de Vienne. On craignait également le soulèvement de la Hongrie et des provinces slaves de l'Empire autrichien. Ces considérations, plus ou moins fondées, ainsi que la situation difficile de la Trésorerie autrichienne, avaient déterminé ce pays à ne pas s'associer à la politique décisive de la France et de l'Angleterre vis-à-vis de la Russie. A Vienne, on ne voulait pas oublier également le concours que la Russie avait apporté à cet Empire en 1849.

Étant menacée par l'occupation des principautés danubiennes et ne voulant pas s'associer à l'attitude énergique de la France et de l'Angleterre vis-à-vis de la Russie agressive, l'Autriche décida de prévenir la guerre entre la Turquie et la Russie. Sur son initiative, les représentants de la France, de l'Angleterre et de la Prusse rédigèrent la fameuse note de Vienne, du 31 juillet 1853.

Ce célèbre document proposait à la Turquie de promettre formellement d'assurer l'inviolabilité des droits et privilèges de l'Église orthodoxe, tels qu'ils résultaient des traités antérieurs avec la Russie (1). Le cabinet russe accepta la note de Vienne à la condition que la Turquie l'accepterait sans aucune observation.

La Turquie déclara ne pouvoir accepter la note de Vienne sans y introduire des modifications nécessaires. Les changements formulés par la Turquie furent repoussés par le gouvernement russe (2). Cependant, le 8 octobre 1853, la Turquie remit au

(1) GIGAREV, t. II, p. 43.

(2) JOMINI, t. I p. 219 et suiv. ; GIGAREV, t. II, p. 44-47.

cabinet de Saint-Pétersbourg une note réclamant l'évacuation des principautés danubiennes. La sommation turque ayant été rejetée, le gouvernement ottoman déclara la guerre à la Russie, le 23 octobre 1853 (1).

Peu après le commencement des opérations militaires, le 30 novembre 1853, la flotte turque fut détruite dans le port de Sinop par l'escadre russe que commandait l'amiral Nakhimoff (2). Le désastre de Sinop obligea le gouvernement turc à se montrer disposé à poursuivre les négociations de paix. Sur l'initiative du comte de Buol, chancelier d'Autriche, les quatre puissances offrirent aux deux belligérants leurs bons offices en vue de la conclusion de la paix. En offrant leurs bons offices, les grandes puissances occidentales signifièrent à la Russie, par le protocole du 5 décembre 1853, que celle-ci ne devait espérer aucune modification territoriale et aucune nouvelle extension des privilèges religieux. En même temps, lesdites puissances, par la note du 12 décembre 1853, demandaient à la Turquie de faire connaître les conditions auxquelles elle serait disposée à traiter.

Dans sa réponse à la note du 12 décembre, la Turquie demandait l'évacuation immédiate des principautés danubiennes et se déclarait prête à confirmer les privilèges des sujets chrétiens de la Turquie, accordés par le Sultan (3). Les représentants des quatre puissances, réunis en conférence à Vienne, le 13 janvier 1854, ayant approuvé les conditions de la Turquie, décidèrent de communiquer lesdites conditions au gouvernement russe.

Les tentatives ne réussirent point et la Russie, qui voulait traiter directement avec l'Empire ottoman sans la médiation des grandes puissances, refusa d'accepter les conditions de la Turquie formulées dans la note du 31 décembre 1853.

L'intransigeance de la Russie obligea les gouvernements anglais et français, en conservant leur neutralité, d'ordonner à leurs escadres de franchir les Détroits et de pénétrer dans la mer Noire pour empêcher toute agression de la flotte russe contre les côtes turques (4). La guerre générale devenait ainsi imminente. Pour s'assurer la neutralité de l'Autriche, la Russie proposa à la Cour de Vienne d'occuper la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine, comme contre-partie de l'occupation russe des principautés danubiennes. L'Autriche, dont les intérêts vitaux exigeaient impérieusement de ne pas permettre à la Russie de s'établir sur le bas Danube, ne voulant pas créer de conflit avec la France et l'Angleterre, deux

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. XI, p. 205.

(2) RAMBAUD, p. 665.

(3) DRIAULT, t. II, p. 154 ; DE CLERCO, *Recueil de traités de la France*, t. VI, p. 401-402.

(4) LAVISSE et RAMBAUD, t. XI, p. 205.

puissances maritimes qui étaient opposées à l'idée de partage de l'Empire ottoman, déclina la proposition du gouvernement russe.

Les relations diplomatiques entre la Russie et les puissances maritimes furent rompues, le 4 février 1854, peu après le refus de l'Autriche d'accepter la proposition du gouvernement russe.

Les cabinets de Paris et de Londres, après avoir conclu, le 12 mars 1854, une triple alliance avec la Turquie contre la Russie, remirent un ultimatum l'invitant à évacuer les principautés danubiennes. Cet ultimatum resta sans réponse de la part du gouvernement russe. Ce refus entraîna la déclaration de guerre par la France et l'Angleterre à la Russie. A la coalition des puissances maritimes, la Sardaigne s'associa par l'acte signé à Turin, le 26 janvier 1855, et la convention conclue à Constantinople entre elle et la Turquie, le 15 mars 1855. En ce qui concerne l'Autriche et la Prusse, elles ont fait la déclaration de neutralité, mais, bientôt, ces deux pays germaniques, se montrèrent hostiles à la Russie.

Pour prévenir la généralisation de la coalition et détacher l'Autriche et la Prusse des puissances maritimes, la Russie devait évacuer les principautés danubiennes, car ces deux pays se croyaient gravement menacés par l'établissement de l'Empire russe sur les bouches du Danube qui était considéré comme un fleuve germanique. L'Autriche et la Prusse signèrent, le 20 avril 1854, un traité aux termes duquel les deux parties contractantes reconnaissaient que l'occupation des principautés danubiennes par les troupes russes était absolument incompatible avec les intérêts allemands. Il fut convenu que l'Autriche enverrait à Saint-Pétersbourg une sommation pour demander l'évacuation des principautés roumaines et que la Prusse, de son côté, appuierait cette réclamation. Dans un second article de l'acte du 20 avril 1854, l'Autriche et la Prusse prévoyaient le cas où la Russie voudrait garder les principautés occupées.

Il était convenu que ce fait serait considéré comme un *casus belli* par les deux parties contractantes.

Ainsi l'Autriche et la Prusse, sans déclarer la guerre à la Russie, s'associèrent à la France et à l'Angleterre. Il ne restait plus qu'à faire coordonner l'accord austro-prussien avec l'alliance franco-anglaise (1). Cette coordination se fit à la Conférence de Vienne du 23 mai 1854. Conformément à la décision de la réunion de Vienne, l'Autriche envoya à la Russie l'ultimatum relatif à l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie. La Russie posait une série de conditions pour l'évacuation desdites provinces. La réponse russe, portant l'évacuation sous conditions, ne pouvait satisfaire l'Autriche qui, par le traité conclu avec la Turquie, le 14 juin,

(1) DRIAULT, t. II, p. 113.

reçut le droit d'occuper la Moldavie et la Valachie, simultanément avec les troupes turques. Pour écarter des complications ultérieures le gouvernement russe décida alors l'évacuation des principautés roumaines. Elle s'opéra à la fin du mois d'août 1854 (1).

Ainsi l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie eut pour résultat de détacher de la coalition franco-anglaise, la Prusse, que satisfaisait entièrement le départ des troupes russes des bords du Danube. Abandonnée par la Prusse, l'Autriche signa, le 2 décembre 1854, un traité avec la France et l'Angleterre par lequel, sans rompre avec la Russie, elle s'engageait à défendre les principautés danubiennes contre une agression ultérieure de l'armée russe.

En même temps, pour mettre fin à la guerre, l'Autriche convoqua à Vienne, le 28 décembre 1854, une conférence des représentants de la France et de l'Angleterre. Celle-ci formula, sur la proposition de Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères de France, les fameux quatre points de garantie. Ces quatre points, ayant le caractère d'un ultimatum, devaient être acceptés ou rejetés par la Russie sans aucun changement. Les quatre points sur lesquels devait se conclure la paix étaient :

1° L'abolition du protectorat de la Russie sur les principautés danubiennes ; celui-ci devait être remplacé par le protectorat de toutes les grandes puissances européennes ;

2° La liberté de navigation sur le Danube, garantie par l'ensemble des grandes puissances ;

3° La révision du protocole du 13 juin 1841 relatif aux Détroits, dans le double but de rattacher l'existence de l'Empire ottoman à l'équilibre européen et de mettre fin à la prépondérance de la Russie dans la mer Noire ;

4° La renonciation de la Russie à la protection exclusive des sujets chrétiens de la Turquie auxquels d'ailleurs celle-ci avait accordé l'égalité civile (2).

La Russie, à laquelle lesdits quatre points furent signifiés, le 28 décembre 1854, avait à les accepter ou à les refuser.

Nicolas I repoussa les quatre conditions des puissances alliées (3). La mort de l'empereur Nicolas, survenue le 2 mars 1855, facilita la conclusion de la paix. La disparition du monarque, qui, par sa politique imprudente, avait armé tout le monde contre la Russie, était devenue pour son peuple un bienfait. C'est sur sa tombe que fut établie la paix extérieure avec la coalition européenne et la paix intérieure avec le peuple russe. C'est sous les coups de l'artillerie de siège des armées alliées que Nicolas I, auteur du désastre de Crimée, descendit dans la tombe

(1) LAVISSE et RAMBAUD, t. XI, p. 220.

(2) DE CLERQ, t. VI, p. 506 et suiv.

(3) LAVISSE et RAMBAUD, t. XI, p. 220 et suiv.

en léguant à son successeur Alexandre II le trône de la Russie et, avec ce trône, la couronne des Empereurs d'Orient. Il léguait à son fils non seulement le projet de croisade contre la Turquie, non seulement le plan de conquête du Bosphore et des Dardanelles et la croix pour la mosquée de Sainte-Sophie, mais de même la lutte inégale contre la coalition des puissances européennes ; l'Autriche et la Prusse, nettement hostiles à la Russie ; la place de Sébastopol assiégée par les ennemis ; l'armée épuisée, les finances désorganisées et le peuple agité.

Alexandre II, ayant décidé de se retirer de la lutte dans laquelle la Russie avait été si imprudemment engagée, n'eut le courage d'accepter toutes les conditions des pays coalisés. C'est le célèbre troisième point de garantie relatif à la neutralisation de la mer Noire qui fut jugé incompatible avec la dignité de la Russie.

La question de la démilitarisation de la mer Noire retarda d'un an la conclusion de la paix. A la troisième conférence de Vienne, réunie le 15 mars 1855, la Russie accepta les premiers deux points relatifs à la suppression du protectorat russe sur les principautés danubiennes et à la liberté de navigation sur le Danube, qui intéressait particulièrement l'Autriche. En acceptant les deux premiers points, la Russie voulait s'assurer l'appui du cabinet de Vienne au moment de la discussion du troisième point.

A la séance du 19 avril, Drouyn de Lhuys, plénipotentiaire français, d'accord avec lord John Russel, délégué anglais, remit à la Conférence un projet de règlement de la question des Détroits et de la mer Noire, dont nous citons les dispositions principales :

Art. 3. — Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Hautesse le Sultan, voulant se donner réciproquement un témoignage de leur confiance et prévenir les inquiétudes qui pourraient naître du développement excessif de leurs forces navales dans la mer Noire, s'engagent à n'avoir, chacun dans cette mer, que quatre vaisseaux et quatre frégates avec un nombre proportionné de bâtiments légers et de navires non armés, exclusivement adaptés au transport des troupes.

Art. 4. — La règle de la clôture du Bosphore et des Dardanelles, consacrée par le Traité de 1841, restera en vigueur, sauf les exceptions spécifiées dans les articles suivants.

Art. 5. — Chacune des Puissances contractantes, qui n'ont pas d'établissements dans la mer Noire, sera autorisée par un firman de Sa Hautesse, en le notifiant cinq jours d'avance, à faire entrer dans cette mer un nombre de bâtiments égal à la moitié des forces navales que chacune des deux Puissances riveraines y entretiendra, conformément à l'article 3.

Art. 6. — En aucun temps, les vaisseaux de guerre de nations étrangères, à l'exception des bâtiments légers, appartenant aux Ambassades, admis jusqu'à ce jour, ne pourront jeter l'ancre à

la Corne d'Or, et en temps de paix, le nombre de vaisseaux de ligne des Puissances contractantes, qui n'ont pas d'établissements dans la mer Noire, ne pourra être de plus de quatre à la fois devant Constantinople, dans leur trajet des Détroits à la mer Noire et de la mer Noire aux Détroits.

Art, 7. — Dans le cas où le Sultan serait menacé d'une agression, il se réserve le droit d'ouvrir les passages à toutes les forces navales de ses alliés (1).

Les propositions françaises furent repoussées par le prince Gortchakov, premier délégué russe, qui, à la séance du 21 avril, présenta un contre-projet qui modifiait le principe de la clôture des Détroits consacré par le traité du 13 juillet 1841 et accordait au pavillon de guerre de toutes les nations le libre passage à travers les Détroits pour se rendre de l'Archipel dans la mer Noire, et *vice versa*.

La Turquie, d'après le contre-projet russe, avait le droit de déterminer les points et la durée des mouillages des bâtiments de guerre, traversant les Détroits.

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante ou menacée par les hostilités avait le droit de suspendre le passage à travers les Détroits, soit totalement, soit partiellement, jusqu'à la cessation des circonstances qui auraient motivé cette mesure. Le contre-projet russe acceptant l'ouverture des Détroits pour ne pas admettre la neutralisation de la mer Noire, fut repoussé par les puissances alliées sans discussion (2).

Les propositions russes étant repoussées par les puissances coalisées, le prince Gortchakov, conformément aux instructions de son gouvernement, à la séance du 26 avril, présenta un second contre-projet maintenant le principe de la fermeture du Bosphore et des Dardanelles en temps de paix, consacré par l'ancienne législation de l'Empire ottoman et par le traité du 13 juillet 1841. Le second contre-projet russe réservait au Sultan la faculté d'ouvrir, à titre d'exception transitoire, les Détroits aux flottes des puissances étrangères en vue de défendre sa sécurité (3). Ce nouveau contre-projet n'a pu satisfaire la France et l'Angleterre qui insistaient sur la limitation des forces navales de la Russie dans la mer Noire. Les propositions russes ayant été rejetées par les Alliés, le comte de Buol, chancelier d'Autriche, remit à la Conférence un nouveau projet proposant :

1° La réduction du nombre de vaisseaux russes au chiffre qui existait au moment de la Conférence ;

2° La fermeture des Détroits, conformément à l'Acte du 13 juillet 1841 ;

(1) DE CLERCQ, t. VI, p. 534-535 ; GORIAÏNOF, p. 111-113.

(2) GORIAÏNOF, p. 115-116.

(3) GORIAÏNOF, p. 119 ; DE CLERCQ, t. VI, p. 543.

3° La faculté pour les puissances alliées d'avoir, dans la mer Noire, chacune deux frégates.

4° Le droit de la Turquie d'ouvrir les Détroits à ses Alliés, si elle était menacée d'une agression (1).

Ces propositions, soutenues par Drouyn de Lhuys, furent repoussées par Napoléon et lord Palmerston. Elles furent rejetées également par l'empereur Alexandre. L'accord sur la question de la mer Noire et des Détroits n'étant pas intervenu, la Conférence de Vienne fut interrompue, le 4 juin 1855 (2).

La chute de Sébastopol, survenue le 12 septembre 1855, facilita la conclusion de la paix. Après cette victoire, les cabinets de Paris, de Londres et de Vienne décidèrent d'envoyer à la Russie un ultimatum contenant les fameux quatre points de garantie. L'Autriche, à ces quatre points, ajouta un cinquième, en vertu duquel les puissances belligérantes se réservaient la faculté de formuler de nouvelles conditions dans un intérêt européen. Par cet article additionnel l'Autriche voulait obtenir une rectification des frontières de la Bessarabie au profit de la Moldavie afin de supprimer la domination russe sur l'une des bouches du Danube. Cet ultimatum fut porté par l'Autriche, le 16 décembre 1855, à la connaissance de la Russie qui avait à y répondre par un oui ou un non. La réponse de la Russie fut négative.

Par la note du commencement de janvier, l'Autriche fit savoir à Saint-Pétersbourg que si la Russie n'adhérait pas complètement aux cinq points jusqu'au 18 janvier, l'ambassadeur d'Autriche à la Cour de Russie avait reçu l'ordre de quitter la capitale russe. C'était la guerre avec l'Autriche et la Prusse, car le roi de Prusse, qui avait gardé jusqu'alors une attitude réservée, fit connaître au gouvernement russe, qu'en cas de rupture, il serait obligé de prendre ouvertement parti pour l'Autriche. L'Empereur russe réunit, le 15 janvier, un conseil des hauts dignitaires de l'Empire pour délibérer sur l'ultimatum de l'Autriche. Tous les membres du conseil se déclarèrent pour l'acceptation et même, le comte de Bludow termina son discours par les mots de Choiseul : « Puisque nous ne savons pas faire la guerre, faisons la paix. » Le lendemain, la Russie annonçait son acceptation de l'ultimatum autrichien et, le 1^{er} février, les préliminaires de la paix étaient signés à Vienne (3).

Le congrès de paix s'ouvrit à Paris, le 25 février 1856, sous la présidence du comte Walewsky, ministre des Affaires étrangères de Napoléon. La France, l'Angleterre, l'Autriche, la Turquie, la Sardaigne et la Russie y figurèrent. A la réunion de Paris, la Russie était représentée par le comte Orloff, membre du Conseil

(1) DE CLERCQ, t. VI, p. 551.

(2) GORIAÏNOF, p. 126.

(3) JOMINI, t. II, p. 390 et suiv.

de l'Empire, et le baron de Brunnov, ministre de Russie près la Confédération germanique. Au commencement des délibérations, la Prusse n'y était pas représentée, mais le 10 mars, à la septième séance du Congrès, les plénipotentiaires des six puissances, sur la proposition de Walewsky, considérant que la Prusse avait participé à la signature de la convention de Londres de 1841 et estimant la participation de la Prusse à la signature du traité de paix utile pour la pacification de l'Europe, invitèrent le cabinet de Berlin à se faire représenter par ses délégués au Congrès de Paris. A dater du 18 mars, la Prusse fut représentée au Congrès de Paris par son premier ministre et son ministre à la Cour de France (1).

Au bout de dix-neuf séances, la paix fut signée, le 30 mars 1856, par les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Turquie, de la Sardaigne, de la Prusse et de la Russie. Les stipulations concernaient :

1° L'admission de la Turquie aux avantages du droit public et du concert européen ;

2° La garantie de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Empire ottoman ;

3° L'engagement des Puissances de ne pas intervenir ni collectivement, ni séparément dans les affaires de ce pays ;

4° L'abolition du protectorat de la Russie sur les principautés danubiennes, placées sous la suzeraineté du Sultan et sous la garantie collective des puissances signataires du traité de paix ;

5° La cession de la Bessarabie à la Roumanie ;

6° La création de la Serbie ;

7° Outre l'engagement de la Russie de ne pas fortifier les îles d'Alandes (2), le Traité de Paris comporte une série de dispositions concernant les Détroits et la mer Noire.

L'article 10 du traité du 30 mars 1856 déclare avoir revisé d'un commun accord la convention du 13 juillet 1841, relative à la clôture des Détroits. Le nouvel accord relatif au Bosphore et aux Dardanelles fut inséré dans la première annexe au traité principal (3). L'article premier de la Convention des Détroits comporte la déclaration du Sultan, qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de son Empire, en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore ; et que, tant que la Turquie se trouvera en paix, Sa Majesté n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits détroits ; dans la seconde partie du même article, la France, l'Angleterre, la Russie,

(1) DE CLERCQ, t. VII, p. 35.

(2) ALBIN, p. 176 et suiv.

(3) NORADOUNGHIAN, t. III, p. 74.

l'Autriche, la Prusse et la Sardaigne s'engageaient à respecter cette détermination du Sultan et à se conformer au principe de la clôture des Détroits (1). Dans l'article 2 de la convention en question, le Sultan se réservait, comme par le passé, le droit de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels étaient employés comme il était d'usage au service des légations des puissances amies. L'article 3 applique la même exception aux bâtiments légers sous pavillon de guerre que chacune des puissances contractantes était autorisée à faire stationner aux embouchures du Danube, pour assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du fleuve et dont le nombre ne devait pas excéder deux pour chaque puissance (2).

Le nouveau régime de la mer Noire fut réglé par les articles 11 et 13 du traité de Paris.

« La mer Noire est neutralisée, dit l'article 11 ; ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont formellement et à perpétuité interdits au pavillon de guerre soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance, sauf les exceptions mentionnées aux articles 14 et 19 du présent Traité. »

« La mer Noire étant neutralisée, aux termes de l'article 11, dit l'article 13 du traité de Paris, le maintien ou l'établissement sur son littoral d'arsenaux militaires maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Sultan s'engagent à n'élever sur ce littoral aucune arsenal militaire (3). La Russie avait reçu le droit de conserver le port militaire de Nikolaïeff et les chantiers de la mer Noire qui devaient être utilisés pour la construction des navires légers. Elle avait obtenu également le droit de reconstruire les forts sur la côte orientale de la mer Noire, qu'elle avait détruits pendant la guerre et qui lui étaient nécessaires pour la possession du Caucase (4). Sébastopol devait être rasée et les quelques navires russes qui avaient échappé à la destruction dans les eaux de la mer Noire étaient obligés de quitter cette mer et de se rendre par les Détroits dans la Baltique.

Par l'article 14 de l'Acte de Paris, la Russie et la Turquie étaient invitées à conclure une convention spéciale ayant pour but de déterminer le nombre et la force des bâtiments qu'elles se réservaient d'entretenir dans la mer Noire pour le service de leurs côtes. Ladite convention, une fois signée, ne pouvait être ni annulée, ni modifiée sans le consentement des puissances signataires du traité de Paris.

(1) ALBIN, p. 181 ; DE CLERCQ, t. VII, p. 70.

(2) NORADOUNGHIAN, t. III, p. 80 et suiv.

(3) ALBIN, p. 173 et suiv.

(4) DE TESTA, t. V, p. 61.

Par la convention séparée, conclue entre la Russie et la Turquie, chacune de ces deux puissances s'engageait à n'entretenir dans la mer Noire, pour les besoins de la surveillance de leur littoral, que six bâtiments à vapeur de cinquante mètres de longueur, d'un tonnage de huit cents tonneaux au maximum et quatre bâtiments légers à vapeur ou à voile, d'un tonnage ne dépassant pas deux cents tonneaux chacun (1).

L'article 19 du Traité de Paris admet une deuxième exception du principe de la fermeture de la mer Noire aux navires de guerre. Pour assurer la navigation sur le Danube, l'article en question autorise chacune des Puissances contractantes à faire stationner en tout temps, aux embouchures du Danube, deux navires de guerre légers (2).

Outre le traité général et les conventions séparées relatives aux Détroits et aux îles d'Alandes, la France, l'Angleterre et l'Autriche signèrent, le 15 avril 1856, un traité dit de garantie. Par le traité en question, les hautes parties contractantes prenaient l'engagement de garantir solidairement l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman, consacrées par le traité conclu à Paris, le 30 mars 1856. Toute infraction aux stipulations du traité de Paris devait être considérée par les puissances signataires du traité du 15 avril comme un *casus belli* et celles-ci, d'accord avec le gouvernement turc, devaient réunir leurs forces militaires et navales en vue de la défense du traité du 30 mars 1856 (3). Ce traité étant en contradiction manifeste avec l'article 8 du Traité de Paris, article qui prévoyait la médiation des puissances signataires pour le règlement des conflits survenus entre la Turquie et l'une ou plusieurs des puissances signataires du traité général, était dirigé contre la Russie et les futures tentatives de ce pays de reprendre sa politique de domination et de prépondérance si cruellement compromise sous les murs de Sébastopol.

Ainsi par le Traité de Paris furent anéantis les fruits de la politique de Pierre-le-Grand, de Catherine II et d'Alexandre I. La flotte russe fut détruite et les ports de guerre de Sébastopol, de Kinburn et de Jénikalé furent condamnés à la ruine. Le rêve du Bosphore et des Dardanelles fut abandonné. La politique imprudente de Nicolas I avait supprimé l'œuvre de deux siècles. La guerre de Crimée a dévoilé la banqueroute de la monarchie absolue et patriarcale. Le désastre de Crimée a déchaîné la voix du peuple qui attribuait la catastrophe de Sébastopol à la monarchie autocratique. L'opinion populaire accusait l'Empereur, les ministres, les diplomates, les généraux, etc. Sous la pression de

(1) NORADOUNGHIAN, t. III, p. 82-83.

(2) DE CLERCQ, t. VII, p. 65.

(3) NORADOUNGHIAN, t. III, p. 88-89.

l'opinion publique, Alexandre réalisa une série de réformes politiques et sociales. Par l'acte du 19 février 1861, fut supprimé le servage. En matière judiciaire, les oukazes de 1862-1865 introduisirent les cours d'assises, la publicité des séances, les juges de paix, réformes qui existaient en Europe depuis longtemps. Les châtimens corporels, cette honte de l'ancienne Russie, furent abolis. La censure fut adoucie. Les libertés universitaires reconnues et la condition des Juifs améliorée.

CHAPITRE VIII

L'ABROGATION UNILATÉRALE PAR LA RUSSIE DES CLAUSES RESTRICTIVES DU TRAITÉ DE PARIS ET LA CONVENTION DE LONDRES DU 13 MARS 1871.

La neutralisation de la mer Noire ne fut acceptée par la Russie que sous la pression des circonstances difficiles dans lesquelles elle se trouva placée à la suite de la longue et pénible guerre contre les puissances alliées. Les stipulations du Traité de Paris relatives à la neutralisation de la mer Noire étaient manifestement incompatibles avec la dignité de l'Empire russe et la sécurité de ses frontières méridionales. Durant quinze ans, le gouvernement russe s'efforça de se mettre d'accord avec les puissances signataires de l'Acte de Paris en vue de la révision des clauses restrictives du traité en question, mais toutes ces tentatives soulevaient l'opposition des grandes puissances et surtout de l'Angleterre (1). Mais l'attitude des puissances occidentales ne découragea pas la Russie dans sa résolution d'obtenir à tout prix l'abrogation de certaines clauses du traité de 1856. L'Empereur de Russie éprouvait le regret d'avoir signé les actes de 1856. D'après le témoignage du baron Jomini, conseiller du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre II, en ouvrant, en 1863, la séance du Conseil supérieur convoqué à cause de l'insurrection polonaise, avait dit : « Il y a sept ans, à cette table, j'ai signé le Traité de Paris, c'était une lâcheté. » Et comme tous les membres du Conseil se récriaient, l'Empereur répéta, en frappant énergiquement sur la table : « Oui, c'était une lâcheté et certes je ne la ferai plus (2). » Devant le refus catégorique des puissances de procéder à la révision partielle de l'Acte de Paris, la Russie résolut de profiter de la première complication internationale pour être déliée des clauses restrictives du traité de 1856. En face de l'Europe tranquille la Russie ne voulait courir le risque d'être aux prises avec une nouvelle coalition. La guerre entre la France et la Prusse donna à la Russie l'occasion qu'elle attendait depuis longtemps. Elle décida d'annuler les clauses restric-

(1) GORIAÏNOF, 144-145.

(2) *Ibid.*, p. 147.

tives par une déclaration unilatérale. La Russie ne craignait pas la formation d'une nouvelle coalition contre elle : la France, à laquelle appartenait l'initiative de la démilitarisation de la mer Noire, étant en lutte avec la Prusse, se trouvait dans l'impossibilité de s'opposer militairement à cette annulation.

L'Autriche, affaiblie par la guerre de 1866 avec la Prusse, n'avait aucune faculté d'entreprendre une nouvelle guerre.

La Prusse était favorable à la révision du traité de 1856. Le 20 septembre 1870, le comte de Bismark, par une dépêche adressée au prince de Reuss, ministre de Prusse à Saint-Petersbourg, le chargeait de communiquer à l'empereur Alexandre II que le roi de Prusse trouvait juste les désirs de la Russie d'obtenir l'abrogation des clauses du Traité de Paris relatives à la démilitarisation de la mer Noire. Le comte de Bismark promettait à l'Empereur de Russie son appui en vue d'obtenir non seulement de la France, mais également des autres puissances la révision de ce traité.

En même temps, Bismark ordonna au comte de Kayserling, ministre de Prusse à Constantinople, de profiter de toutes les occasions pour appuyer auprès de la Porte les réclamations russes. L'Italie, occupée par ses affaires intérieures, n'aurait pu provoquer une complication militaire avec la Russie (1).

En ce qui concerne la Turquie, le prince Gortchakov chargea le général Ignatief, ambassadeur de Russie à Constantinople, de préparer le grand vizir Ali-pacha à l'annulation éventuelle de certaines clauses du Traité de Paris.

Ali-pacha répondit à l'ambassadeur russe que la révision du Traité de Paris en vue de renforcer la situation défensive de la Russie dans la mer Noire ne rencontrerait pas d'objections insurmontables. En même temps le grand vizir s'opposa très énergiquement à l'ouverture des Détroits, qui mettrait, selon lui, la Turquie, même en temps de paix, à la merci des flottes étrangères (2). La Russie n'attendait la tempête que des bords de la Tamise, mais l'Angleterre isolée, d'après la diplomatie russe, ne pouvait s'opposer à la révision du Traité de Paris.

Profitant des circonstances politiques éminemment favorables à la Russie, le prince Gortchakov, chancelier de Russie, par une circulaire en date du 31 octobre 1870, adressée aux puissances signataires et garantes, considérant : que le Traité de Paris, ayant désarmé la Russie dans la mer Noire, laissait la faculté à la Turquie d'entretenir des forces illimitées dans l'Archipel et les Détroits ; que la France et l'Angleterre gardaient la possibilité de concentrer leurs escadres dans la Méditerranée ; que le Traité de Paris n'avait interdit l'entrée de la mer Noire au pavillon de guerre, soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance qu'en

(1) GORIAÏNOF, p. 153-154.

(2) *Ibid.*, p. 149-151.

temps de paix ; qu'en temps de guerre les côtes russes de la mer Noire étaient exposées à l'agression des puissances ennemies ; que l'introduction de bâtiments cuirassés inconnus et imprévus lors de la conclusion du Traité de Paris avait augmenté pour la Russie les dangers d'une guerre maritime ; que l'union des principautés danubiennes et l'appel d'un prince étranger, étant des actes contraires à l'esprit comme à la lettre du traité de 1856, n'ont pas provoqué l'opposition des puissances signataires et garantes du dit acte, annonçait que la Russie se considérait déliée de l'engagement concernant la neutralisation de la mer Noire (1). La circulaire du 31 octobre était accompagnée d'instructions spéciales pour chacun des agents diplomatiques russes accrédités auprès des puissances signataires du Traité de Paris.

Le roi Guillaume et le comte de Bismark reçurent, le premier, une lettre autographe de l'empereur Alexandre, le second, une lettre du prince Gortchakov. Ces deux lettres, ainsi que la dépêche circulaire du 19 octobre, furent apportées au quartier général prussien à Versailles par le major-général Annenkow. Le ministre russe à Berlin, d'Oubril, reçut l'ordre de remettre une copie de la circulaire au secrétaire d'Etat Thilé. Par sa lettre autographe au roi de Prusse, l'empereur Alexandre annonçait à son oncle la grave résolution qu'il avait prise de se libérer des engagements du traité de 1856.

Il lui rappelait qu'en 1866, le lieutenant-général Manteuffel était venu à Saint-Petersbourg lui porter de sa part l'assurance de ce qu'il reconnaissait l'impossibilité pour la Russie, comme grande puissance, de tolérer indéfiniment des clauses qui la blessaient dans sa dignité et sa sécurité. C'est pourquoi l'empereur Alexandre exprimait l'espoir que non seulement la décision du roi lui serait favorable, mais encore qu'il emploierait son influence auprès des autres cabinets pour leur faire comprendre ses intentions tout à fait pacifiques et les déterminer à prendre son parti. La lettre du prince Gortchakov au comte de Bismark commençait ainsi : « Permettez-moi de n'avoir pas l'ombre d'un doute sur le succès de la démarche de l'Empereur auprès du Roi et sur le concours énergique et loyal que vous nous prêterez. » Après avoir fait mention de la dépêche circulaire, le prince Gortchakov terminait : « Vous vous persuaderez, une fois de plus, que nous ne voulons pas vous accorder une demi-confiance. Cela dit, je m'en remets à vos inspirations et je vous offre d'avance un serrement cordial de main que vous interpréterez, comme moi, dans le sens de la conviction : *doch wir einander treu gebleben sind* (2).

La circulaire du 31 octobre fut remise par le ministre de Russie

(1) GORIAÏNOF, p. 157-159.

(2) *Ibid.*, p. 162-163.

à Berlin au secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères Thilé, qui assura le représentant du tsar du succès final de la décision de la Russie de se libérer des engagements restrictifs du traité de 1856. Cependant, la circulaire du chancelier russe surprit le comte de Bismark, qui dans l'intérêt de la Prusse voulait soulever la question de l'annulation des clauses restrictives après l'écrasement complet de la France. En faisant exprimer au prince Gortchakov ses regrets de ce que la démarche du gouvernement russe ne pût être remise à une époque plus favorable, il assurait néanmoins le chancelier russe que l'Allemagne prendrait vis-à-vis de cette affaire une position répondant aux désirs de l'Empereur (1).

En remettant à lord Granville, ministre anglais des Affaires étrangères, la dépêche circulaire du 31 octobre, le baron Brunnov, ambassadeur de Russie à Londres, devrait expliquer au secrétaire d'Etat anglais que la résolution prise par l'Empereur avait pour but de rétablir l'équilibre politique en Orient compromis par les altérations apportées aux stipulations essentielles du Traité de Paris. Outre ces instructions, le baron Brunnov reçut du prince Gortchakov une dépêche secrète par laquelle le chancelier russe, voulant concilier les intérêts de la Russie avec ceux de l'Angleterre, proposait à son représentant à Londres d'offrir au gouvernement anglais, s'il le jugeait nécessaire, l'ouverture des Détroits aux bâtiments de guerre (2).

La circulaire du prince Gortchakov fut reçue à Londres par l'ambassadeur de Russie, le 9 novembre, mais, le 8 novembre, le baron Brunnov, informant le ministre russe des Affaires étrangères que lord Granville était déjà prévenu de la déclaration du 31 octobre par des voies inconnues, mettait en doute le succès de la démarche. Cependant, le 9 novembre, l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, sir Buchanan, écrivit au prince Gortchakov qu'on lui avait fait part de la rumeur que le gouvernement impérial était sur le point de se déclarer délié des engagements du traité de 1856. Il considérait cette déclaration blessante pour la dignité de la Grande-Bretagne, en ajoutant que si cette nouvelle se confirmait, il devait s'attendre à recevoir l'ordre de réclamer ses passeports pour quitter la capitale russe. La communication du prince Gortchakov fut remise à lord Granville, le 9 novembre. En remettant la circulaire du chancelier russe entre les mains de lord Granville, le baron Brunnov indiqua, qu'en 1864, l'Autriche et la Prusse se délièrent des engagements du Traité de Londres de 1852 relatifs au Danemark et qu'en 1866, la Prusse, par des actes unilatéraux, mit fin à l'existence de la Confédération germanique, annexa le Hanovre et le

(1) GORIAÏNOF, p. 166-167.

(2) *Ibid.*, 163-164.

duché de Nassau, que ces actes, constituant une infraction aux Traités de Vienne de 1815 et de Londres de 1852 dont l'Angleterre était signataire, n'ont pas provoqué l'opposition du cabinet de Londres qui s'était soumis au fait accompli.

L'ambassadeur de Russie disait que l'idée de la neutralisation de la mer Noire appartenait à Napoléon III ; il observait que les obligations restrictives étaient détruites irrévocablement par la force majeure du temps (1).

Dans sa réponse à la communication du prince Gortchakov du 31 octobre, remise au chancelier russe par l'intermédiaire de sir Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, le 12 novembre, le cabinet de Londres, laissant de côté le fond de la question, attaquait uniquement sa forme. Il défendait le principe de l'inviolabilité des traités internationaux et n'admettait pas la possibilité de leur modification par une des parties contractantes. Le cabinet de Londres, tout en désapprouvant le procédé adopté par le gouvernement russe en vue de s'émanciper de certaines clauses du Traité de Paris, exprimait son profond regret pour l'acte du cabinet de Saint-Petersbourg et disait que si, au lieu de faire une semblable communication, le gouvernement russe s'était adressé au gouvernement de la Reine et aux autres puissances et leur avait proposé une révision du Traité de Paris, le gouvernement anglais n'aurait pas refusé d'examiner la question de concert avec ses co-signataires (2).

Cependant, le 17 novembre, parurent dans les journaux de Londres la circulaire russe et la réponse du cabinet anglais. La circulaire du prince Gortchakov provoqua en Angleterre une émotion considérable. Et cette émotion était juste, car les traités internationaux quelles que soient leurs stipulations, doivent être inviolables et cette inviolabilité est la base des rapports entre les Etats. Les traités internationaux ne peuvent être annulés qu'avec le consentement des parties contractantes. La Russie, dont les intérêts vitaux exigeaient impérieusement l'annulation des clauses restrictives de l'Acte de Paris, devait s'adresser aux puissances signataires pour leur demander la révision du traité en question ; à l'appui de ses démarches elle pouvait invoquer les infractions signalées dans la circulaire du prince Gortchakov. En tout cas ces infractions quelle que soit leur importance ne donnaient pas à la Russie le droit de se délier par une déclaration unilatérale des engagements découlant du traité de 1856.

Cependant, les journaux conservateurs, adversaires du cabinet libéral de Gladstone, accusaient le gouvernement d'un manque de courage et de fermeté vis-à-vis de la Russie.

Pour calmer l'opinion publique et garder en main les rênes

(1) GORIAÏNOF, p. 167 et suiv.

(2) *Archives Diplomatiques*, t. III, p. 175.

du pouvoir le gouvernement anglais fut obligé de montrer plus d'énergie. La rupture étant probable, l'ambassadeur de Russie à Londres fut obligé de retirer des banques anglaises les fonds du gouvernement russe.

On prêtait au gouvernement anglais l'intention de séquestrer les vaisseaux russes se trouvant dans les eaux de la Grande-Bretagne. On parlait à Londres de la convocation du Parlement en session extraordinaire pour déclarer la guerre (1). L'opinion anglaise ne fut calmée que par la dépêche responsive du prince Gortchakov à lord Granville, qui en des termes éminemment conciliants et calmes rappelait au chef du *Foreign Office* les tentatives infructueuses faites à plusieurs reprises auprès des puissances signataires en vue d'obtenir l'annulation des engagements restrictifs du traité de 1856 ; il renouvelait dans sa dépêche l'assurance que le Gouvernement impérial était prêt à s'entendre avec les puissances signataires du Traité de Paris, soit pour en confirmer les stipulations générales, soit pour y substituer tout autre arrangement équitable qui pourrait assurer le repos de l'Orient et l'équilibre européen.

Le chargé d'affaires de Russie près du Gouvernement de la Défense nationale en France, Okunev, reçut par une dépêche particulière l'ordre de remettre la communication du prince Gortchakov à la Délégation de Tours.

En faisant remarquer que la guerre de 1854 et le traité de 1856 avaient été le premier pas accompli dans la voie des perturbations politiques qui avaient ébranlé l'Europe et avaient abouti à de si désastreuses conséquences, le prince Gortchakov énonçait l'avis que, quel que fût le gouvernement qui s'établirait définitivement en France, sa tâche serait de réparer les maux causés par un système politique dont le résultat avait été si fatal (2). Le comte de Chaudordy, qui était à la tête du service diplomatique de la Délégation de Tours, après avoir observé que la Russie abrogeait les stipulations d'un traité international par une déclaration unilatérale, répondit que la France, absorbée par ses propres affaires, abandonnerait l'initiative de la question soulevée par la Russie à l'Angleterre et examinerait dans la suite le parti à prendre. Ne voulant pas créer une nouvelle complication avec la Russie, qui pouvait être si nuisible à la France, le Gouvernement de la Défense nationale, d'accord avec Thiers, décida de s'abstenir de toute démonstration diplomatique contre le pays des tsars (3).

A la circulaire du 31 octobre destinée au cabinet de Florence fut annexée une lettre du prince Gortchakov au ministre de

(1) GORIAÏNOF, p. 176-178.

(2) *Ibid.*, p. 164-165.

(3) *Ibid.*, p. 180-181.

Russie, le baron Uxküll, chargeant ce dernier de déclarer au ministre italien des Affaires étrangères Visconti-Venosta que le chancelier ne doutait pas un instant de l'accueil que le gouvernement italien ferait à la démarche de la Russie.

« Visconti-Venosta, disait la lettre explicative du chancelier russe, a trop conscience de sa propre dignité pour ne pas comprendre les devoirs que la nôtre nous impose (1). » Le chancelier de Russie faisait allusion à la déclaration du gouvernement italien faite au gouvernement de la Défense nationale par laquelle elle se considérait déliée de la convention relative à Rome. Le 12 novembre, le ministre de Russie à Florence, le baron Uxküll, remit au ministre des Affaires étrangères d'Italie la dépêche circulaire du prince Gortchakov, en assurant le ministre italien que la Russie n'avait en vue que sa sécurité et non pas l'intention de changer le cours de sa politique.

En réponse à la déclaration russe le gouvernement italien, tout en condamnant l'abrogation unilatérale par la Russie des engagements restrictifs du traité de Paris sans demander le consentement des puissances signataires, fit comprendre au ministre russe que si les autres puissances consentaient à la révision du traité de 1856, l'Italie n'élèverait pas d'opposition (2).

Dans sa dépêche à Novikov, ministre de Russie à Vienne, le chancelier Gortchakov le chargeait de rappeler au comte de Beust, chancelier austro-hongrois, sa proposition de saisir un congrès européen de la révision du traité de Paris. Novikov remit la circulaire du chancelier russe au comte de Beust, le 10 novembre. Le chancelier d'Autriche-Hongrie lui exprima sa surprise pour la forme de la déclaration russe et dit qu'il ne manquera pas de protester. Mais le chancelier autrichien au lieu d'une protestation se contenta d'une dépêche responsive que Chotek, ministre d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, remit au prince Gortchakov le 20 novembre. Dans sa réponse le comte de Beust partageant la conviction que le traité de 1856 avait placé la Russie sur la mer Noire dans une situation peu digne d'une grande puissance, condamnait le moyen employé par la Russie pour se délivrer des engagements pris en commun avec d'autres puissances. Le procédé choisi par le gouvernement russe, selon le comte de Beust, portait atteinte à l'importance et à la valeur des actes internationaux (3).

Le chargé d'affaires de Russie à Constantinople, Staal, avait reçu l'ordre d'expliquer au grand vizir Ali-pacha, en lui remettant la circulaire, que la détermination de l'Empereur ne renfermait aucune intention hostile ou malveillante envers la Tur-

(1) ГОРЧАКОВ, p. 165.

(2) *Ibid.*, p. 181-184.

(3) *Ibid.*, p. 185-186.

quie. Le 15 novembre, Staal remit la circulaire du prince Gortchakov au grand vizir, qui le reçut avec ces mots : « Vous nous apportez la guerre. » D'après le témoignage du chargé d'affaires russe, le texte de la note circulaire du chancelier russe calma Ali-pacha qui attendait de la part de la Russie la renonciation au principe de la fermeture des Détroits. Néanmoins il exprima ses regrets de ce que la Russie avait dénoncé unilatéralement un traité international, tandis qu'elle pouvait s'adresser aux puissances signataires en leur proposant la révision du Traité de Paris. En outre, le grand vizir s'était senti blessé de ce que la déclaration du prince Gortchakov avait été communiquée au gouvernement turc plus tard qu'aux autres cabinets moins directement intéressés.

Le gouvernement russe voulait établir une entente directe avec la Turquie sur l'abolition de la neutralisation de la mer Noire, mais cette entente directe était impossible étant donné l'engagement que la Turquie avait pris vis-à-vis des puissances de s'accorder avec elles sur la déclaration du gouvernement russe. Ne voulant pas compliquer ses rapports avec la Russie, la Turquie, malgré la suggestion de sir H. Elliot, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, s'était abstenue de toute réponse à la note russe du 31 octobre (1).

Pendant que le cabinet de Londres se montrait, sous l'influence de l'opinion publique, tout disposé à déclarer à la Russie, la guerre, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, profitant du conflit pour régler ses comptes avec la Grande-Bretagne au sujet de l'affaire du croiseur « Alabama », proposa au ministre de Russie à Washington une alliance offensive et défensive entre la Russie et les Etats-Unis et d'envoyer une escadre américaine dans la mer Noire.

La Russie devait soutenir la réclamation des Etats-Unis dans l'affaire d'Alabama. La proposition fut rejetée par le cabinet de Saint-Pétersbourg (2).

Après avoir reçu la circulaire du prince Gortchakov, le cabinet anglais envoya à Versailles auprès de Bismark, Russel, le deuxième secrétaire pour les Affaires étrangères, qui était chargé de conférer avec le chancelier d'Empire d'Allemagne sur la déclaration de la Russie. Bismark proposa au délégué anglais de convoquer une conférence des représentants des puissances signataires du Traité de Paris pour délibérer sur la question soulevée par la Russie dans la circulaire du 31 octobre.

L'idée de la conférence fut adoptée par toutes les puissances signataires du traité de 1856. Sur la proposition de l'Angleterre, Londres fut choisie comme lieu de la conférence projetée. Les

(1) ГОРЧАКОВ, p. 186 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 193-195.

invitations furent adressées à la Russie et à l'Italie par le chancelier d'Allemagne ; à la France, à l'Autriche et à la Turquie par le secrétaire d'Etat anglais.

La conférence des puissances intéressées, destinée à trouver une solution pacifique du différend, s'ouvrit à Londres sous la présidence de lord Granville, chef du *Foreign-Office*.

A la première séance du 17 janvier 1871, les plénipotentiaires des six puissances signèrent le protocole suivant : « C'est un principe essentiel du droit des gens qu'aucune puissance ne peut se délier des engagements d'un traité, ni en modifier les stipulations, qu'à la suite de l'assentiment des parties contractantes, au moyen d'une entente amicale (1). » Le représentant de la Russie à la Conférence, le baron de Brunnov, voulait faire accepter une telle déclaration de principe à la fin de la Conférence, car il craignait que son acceptation au début pût être suivie d'un rejet des réclamations de la Russie.

C'est seulement après l'assurance que la déclaration unilatérale de la Russie ne serait l'objet d'une contestation que le baron de Brunnov décida de signer le protocole en question au commencement des travaux de la Conférence.

Après sept séances, la Conférence de Londres signa, le 13 mars 1871, une nouvelle convention portant révision du Traité de Paris.

« Les articles 11, 13 et 14 du Traité de Paris du 13 mars 1856, dit l'article premier de la Convention du 13 mars 1871, ainsi que la Convention spéciale conclue entre la Turquie et la Russie et annexée audit article 14, sont abrogés et remplacés par l'article suivant (2). »

L'article 2 fut ainsi rédigé : « Le principe de la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, tel qu'il a été établi par la Convention séparée du 30 mars 1856, est maintenu, avec la faculté pour S. M. I. le Sultan d'ouvrir lesdits détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des Puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856. » La mer Noire, dit l'article 3, reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations. Enfin par l'art. 8 les hautes parties contractantes renouvelèrent et confirmèrent toutes les stipulations du Traité de Paris, ainsi que ses annexes, qui ne furent pas annulées ou modifiées par la convention du 13 mars 1871 (3).

A la même date du 13 mars 1871, la Russie et la Turquie signèrent à Londres une convention séparée aux termes de laquelle la

(1) NORADOUNGHIAN, t. III. p. 306

(2) *Ibid.*, t. III, p. 334.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 335-336.

convention spéciale conclue à Paris, le 30 mars 1856, entre la Russie et la Turquie relative au nombre et à la force des bâtiments de guerre des deux puissances dans la mer Noire fut abrogée (1).

Ainsi la convention de 1871 modifia le régime des Détroits établi par la convention de Londres de 1841 et celle de Paris de 1856. Avant 1871, le Sultan, en vertu des conventions de 1841 et de 1856, ne pouvait délivrer les firmans de passage qu'aux bâtiments légers sous pavillon de guerre destinés à assurer le service des légations des puissances amies à Constantinople ainsi qu'aux navires de guerre stationnant aux embouchures du Danube pour assurer la liberté de navigation sur ce fleuve. Au contraire, la Convention de Londres, en maintenant le principe de la fermeture des Détroits, dans son article 2, a reconnu au Sultan le droit d'ouvrir le Bosphore et les Dardanelles aux bâtiments de guerre des puissances amies et alliées dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du Traité de Paris. Par cette stipulation, la Conférence de Londres voulait garantir la Turquie contre les attaques éventuelles de la Russie.

La Convention de Londres de 1871 fut diversement interprétée par l'Angleterre et la Russie. Cette divergence d'interprétation fut portée devant le Congrès de Berlin qui, du reste, n'a pas modifié le statut juridique des Détroits établi par les conventions de 1841, 1856 et 1871. A la séance du 11 juillet 1878, lord Salisbury, second plénipotentiaire anglais, au nom de son gouvernement lut une déclaration dans laquelle il soutenait la thèse que le Sultan avait le droit absolu d'ouvrir les Détroits aux navires de guerre sans consulter les puissances signataires de l'acte de 1871. Le lendemain, le comte Chouvalov, délégué russe, demanda l'insertion au protocole d'une déclaration dans laquelle il trouvait que le Sultan, en vertu de la convention du 13 mars 1871, n'avait pas le droit de délivrer les firmans de passage aux navires de guerre sans le consentement des puissances signataires. Le Congrès de Berlin se contenta d'insérer aux protocoles sans commentaires les deux thèses contradictoires (2). L'interprétation russe de l'article 2, contraire à la lettre et à l'esprit de la convention de Londres, fut dictée par les intérêts vitaux de la Russie, qui, depuis 1871, n'a pu fortifier ses côtes dans la mer Noire et créer dans cette mer une flotte suffisante. Mais, au commencement du *xx*^e siècle, l'Angleterre changea sa thèse initiale, lorsqu'en 1902 la Russie demanda à la Turquie d'autoriser le passage de quelques contre-torpilleurs qui voulaient rallier l'escadre de la mer Noire et, en 1904, au moment de la guerre russo-

(1) GORIAÏNOF, t. III, p. 337.

(2) RENÉ PINON, *La mer Noire et la question des Détroits*, p. 814 et suiv.

japonaise, lorsque les vaisseaux de la flotte volontaire russe voulurent traverser les Détroits pour secourir la flotte militaire russe. Au début du ^{xx}^e siècle, la Russie adopta l'interprétation que lord Salisbury au nom de l'Angleterre défendit au Congrès de Berlin et que le comte Chouvalov repoussa avec tant d'énergie. En abandonnant sa thèse initiale l'Angleterre adopta la thèse que la Russie par la voix du comte Chouvalov développa devant le Congrès de Berlin, en 1878. La cause de ce revirement c'est que les intérêts avaient changé.

La Russie, dont les côtes de la mer Noire furent fortifiées et la flotte reconstituée, ne craignait plus une attaque des escadres des puissances maritimes ; elle voulait avoir le libre passage par les Détroits pour assurer le contact entre ses escadres de la mer Noire, de la Baltique et de l'Océan Pacifique. En ce qui concerne l'Angleterre, cette puissance, inquiétée par le développement progressif des forces navales de la Russie dans la mer Noire, par sa nouvelle interprétation, voulait barrer à la Russie la route de la Méditerranée par le Bosphore et les Dardanelles.

En ce qui concerne le Traité de Berlin, cet acte dans son article 63 se contenta de confirmer purement et simplement les dispositions des conventions de 1856 et de 1871, relatives au statut juridique des Détroits.

CHAPITRE IX

LA QUESTION DES DÉTROITS ET L'OPINION RUSSE

D'après l'historien russe Tatitchef, le but final de la politique russe dans la question d'Orient doit être l'établissement de la puissance russe sur le Bosphore et les Dardanelles d'une part, et, de l'autre, l'établissement du protectorat russe sur les populations slaves des Balkans. A l'appui de sa thèse il cite la politique orientale de Pierre-le-Grand, de Catherine-la-Grande, d'Alexandre I, du moins depuis la paix de Tilsit jusqu'à Erfurt; il nous indique enfin la politique de Nicolas I, qui, comme ses prédécesseurs, voulait établir la domination russe sur les rives des Détroits. Il invoque les considérations d'ordre stratégique. D'après lui, la possession des Détroits est nécessaire pour la sécurité des frontières méridionales de la Russie. « Tant que la Russie, dit-il, n'aura établi sa domination effective sur les Détroits, son droit de conservation ne sera jamais entièrement exercé. » Il rappelle le devoir de la Russie de mettre sous sa tutelle ses frères de race et de religion. « La grande nation sœur, dit Tatitchef, a délivré les Slaves d'un joug insupportable ; ils comprendraient la solidarité qui les lie à la Russie et la nécessité d'abdiquer leur indépendance et leur politique nationale en se soumettant à la direction politique de l'Empire russe. » Mais étant donné le désir des populations slaves des Balkans de rester entièrement indépendantes et qu'elles ne pourraient assurer leur indépendance que par une étroite union avec la Russie, Tatitchef propose à l'Empire russe de les ramener dans le droit chemin, en leur imposant sa volonté. « Depuis le Traité de Berlin, continue Tatitchef, les puissances ont reçu chacune une partie du territoire russe (*sic*). L'Angleterre a saisi l'île de Chypre et l'Egypte, l'Autriche-Hongrie a occupé du consentement préalable de la Russie la Bosnie et l'Herzégovine, la France a établi son protectorat sur la Tunisie, l'Italie s'est installée sur les bords de la mer Rouge. Il n'y a que la Russie qui soit restée les mains vides. Cette distribution de territoires a rompu l'équilibre au détriment des intérêts vitaux de la Russie qui doit chercher une compensation aussi juste que légi-

time. L'occupation des Détroits serait une juste satisfaction, constituerait un redressement, une sorte de rétablissement de l'équilibre des forces (1). »

Danilevsky, théoricien du parti slavophile, dans son fameux ouvrage « La Russie et l'Europe », paru en 1871, examine le problème des Détroits et de Constantinople. Il chante des dithyrambes à la Grande Cité : « Il n'y a pas, dit-il, d'autre point sur le globe terrestre comparable par sa situation à Constantinople. Il n'y a pas sur toute la terre un carrefour semblable des routes mondiales. Ce qui singularise Constantinople, c'est qu'aucun changement dans la direction des routes commerciales, aucun agrandissement de la scène historique du monde, ne peuvent diminuer son rôle dans l'histoire. Au contraire, le développement de la culture et des voies de communication ne fera qu'augmenter l'importance commerciale, économique et politique de Tsargrad. Le développement de la civilisation dans l'Europe centrale et méridionale, dans les plaines de la Russie ou dans le Caucase, la renaissance de la Turquie européenne, de l'Asie Mineure, de la Perse, de l'Afrique du Nord et de l'Est, la pénétration de la culture dans le fond du continent asiatique, tout cela se reflétera d'un nouvel éclat dans la capitale du Bosphore. C'est la ville non seulement du passé et du médiocre présent, mais elle est aussi celle de l'avenir, ville dont la destinée est de renaître des cendres comme le Phénix dans une splendeur toujours grandissante avec une nouvelle force (2).

Danilevsky ne veut pas rendre Constantinople aux Grecs, anciens maîtres de Tsargrad. D'après lui, les Grecs n'ont pas rempli leur tâche historique, ils n'ont pas su créer sur des bases solides un grand Empire d'Orient, ce qu'ils ne pouvaient faire qu'en se confondant avec leurs congénères, les Macédoniens. L'Empire d'Orient, selon l'auteur, même au moment de sa toute-puissance, était aussi peu grec que l'Empire ottoman était peu ture. « Il n'y avait de grec que la civilisation et le gouvernement, mais sa composition ethnique n'a jamais été grecque. Aussi, après la chute de l'Empire d'Orient, continue l'auteur, n'y restera-t-il rien de grec ; pour la reconstruire, il ne suffit pas d'une renaissance : il faut une résurrection qui, dans le sens historique, est aussi impossible que dans le sens physiologique. Remettre Constantinople à l'héritier légitime est impossible parce que cet héritier est bien mort (3) ».

Danilevsky s'oppose énergiquement à l'idée de la transformation de Constantinople en une ville libre.

(1) MISCHKE, p. 650-651.

(2) HOSCHILLER, *La Russie sur le chemin de Byzance*, *Revue de Paris*, 1-15 août 1915, p. 594-595.

(3) SKUPIEVSKY, *La Doctrine panslaviste d'après Danilevsky*, p. 91-92.

Il déclare qu'une ville aussi cosmopolite que Constantinople, proclamée neutre et libre deviendrait infailliblement un foyer de propagande catholique, protestante, même révolutionnaire. Il admet Constantinople, ville libre, mais sous la protection unique de la Russie c'est-à-dire avec une garnison et une administration russes (1).

Pour lui, la possession de Constantinople par une grande puissance autre que la Russie serait injuste et impossible. Il croit que les grandes puissances occidentales non seulement ne retireraient aucun avantage de la possession de Constantinople, mais encore cela constituerait pour elles une grande charge qui serait très difficile à supporter même par une des grandes puissances (2).

Pour Danilevsky, les avantages que la Russie retirerait de Constantinople sont incalculables :

1° La possession des Détroits donnerait à la Russie la sécurité complète de ses frontières du Sud et lui faciliterait la défense de ses côtes ;

2° L'acquisition de Constantinople réduirait à un seul point la ligne frontière de 2.500 verstes, ce qui aurait pour conséquence une grande réduction des forces militaires et financières ;

3° Pour la Russie la possession de Constantinople est le seul moyen de devenir une grande puissance maritime ;

4° De Constantinople, la Russie pourrait exercer et consolider son influence en Orient (3).

Mais, malgré les avantages que procurerait à la Russie la possession de Constantinople, Danilevsky se prononce contre l'occupation définitive de ladite ville, car cette occupation provoquerait une série de complications avec les puissances occidentales. En outre, une pareille acquisition aurait probablement pour résultat de déplacer le centre politique de la Russie du Nord, où repose sa puissance, vers le Sud ; au grand détriment de sa vie nationale.

Finalement, Danilevsky arrive à cette conclusion que Tzargrad doit devenir la capitale, non de la Russie, mais de la grande confédération slave, qui comporte : 1° l'Empire russe ; 2° le royaume Tchéco-Moravo-Slovaque ; 3° le royaume Serbo-Croato-Slovène ; 4° le royaume Bulgare ; 5° le royaume Roumain ; 6° le royaume Hellénique ; 7° le royaume Hongrois et 8° la province de Constantinople, comportant les rives du Bosphore, de la mer de Marmara et des Dardanelles (4). La fédération slave projetée par Danilevsky ne comporte pas la Pologne, condamnée à rester sous la domination étrangère.

(1) GIGAREV, p. 505.

(2) SKUPIEVSKY, p. 92 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 98-100.

(4) *Ibid.*, p. 103-105.

La fédération slave créée par Danilevsky en dehors du peuple polonais, comporte non seulement les diverses branches de la race slave, mais aussi une série de nations non slaves (les Grecs, les Roumains, les Hongrois). D'après Danilevsky, cette matière ethnique étrangère se confondra dans la masse slave et ne pourrait avoir pour la grande fédération slave ce caractère nuisible et décomposant qu'elle a pour les petites sociétés slaves. En outre, les Grecs et les Roumains, il ne les considère guère comme un élément étranger parce que, selon l'auteur, le manque de parenté, de sang, est remplacé chez eux par une parenté d'esprit et de religion. Pour Danilevsky, les Hongrois, comme les Grecs et les Roumains, contiennent beaucoup d'éléments slaves et, pour cette raison, ils doivent partager le sort de la grande race slave.

Mais, puisque l'occupation définitive de Constantinople ou l'attribution de cette ville à la Confédération slave serait contraire aux vues des grandes puissances, Danilevsky propose de laisser Constantinople pendant un certain temps aux Turcs.

Ayant admis le maintien provisoire des Turcs sur les Détroits et à Constantinople, Danilevsky passe à l'examen des principes de la clôture et de l'ouverture des Détroits aux navires de guerre. Il s'oppose au système de la fermeture du Bosphore et des Dardanelles. Le principe de la fermeture, d'après lui, immobilise la flotte russe dans la mer Noire (1). Dans le cas de la fermeture, la Turquie aura la faculté d'entretenir deux flottes de guerre entièrement distinctes et séparées : l'une, dans ses ports de la mer Noire, et l'autre, dans les eaux de l'Archipel. En cas de guerre, selon l'auteur, la Turquie pourrait réunir les deux parties de ses forces navales pour attaquer, seule ou avec ses alliés, les côtes russes de la mer Noire.

Cependant, malgré les inconvénients indiscutables du principe de la fermeture, Danilevsky le préfère au système de l'ouverture. Le seul avantage de l'ouverture, c'est que la Russie pourrait envoyer, en temps de paix, dans la Baltique ses navires de la mer Noire et vice-versa ; mais il ajoute que cet avantage est loin de compenser les inconvénients, car l'échange des unités entre la Baltique et la mer Noire ne pourrait être d'une grande utilité pour la Russie, en raison de la grande distance qui sépare ces deux mers (2). Selon l'auteur, en cas de guerre entre la Russie et la Turquie, le principe de l'ouverture ne changerait en rien la situation établie par le système de la fermeture, car, en temps de guerre, la Turquie d'après les traités internationaux pourrait fermer les Détroits. S'il s'agit d'une guerre entre la Russie et une puissance autre que la Turquie, l'escadre ennemie pourrait traverser les Détroits, pénétrer dans la mer Noire et

(1) MISCHIEF, p. 664-665.

(2) *Ibid.*, p. 666.

attaquer les côtes russes. Ce passage, étant parfaitement compatible avec la neutralité turque, serait impossible avec le système de la fermeture. La Russie se trouvant dans un état d'infériorité navale ne pourrait profiter du système de l'ouverture pour aller attaquer ses ennemis dans la Méditerranée. « En un mot, écrit-il en terminant, le droit pour les vaisseaux de guerre russes de passer librement de la mer Noire à la Méditerranée n'est que le droit de sortir de sa cour intérieure dans le monde extérieur. Le droit pour les navires de guerre des autres puissances d'entrer dans la mer Noire n'est que le droit d'envahir notre cour et notre maison, uniquement pour les piller (1). »

Pour le célèbre écrivain russe Dostoïevsky, la question de Constantinople et des Détroits présente un caractère mystique. Il dit : « Tsargrad doit nous appartenir, non pas comme capitale de la Russie, ni comme métropole d'une fédération panslaviste, ni comme port, ni parce que la Russie a besoin de sortir des quatre murs dans lesquels elle est enfermée et qui sont devenus trop étroits pour respirer l'air des mers et des océans, mais au nom d'un droit moral. La Russie doit revendiquer Constantinople comme le centre de la foi orthodoxe. Établie à Constantinople, elle apportera à l'Occident sa nouvelle destinée. » Le catholicisme romain semblait à Dostoïevsky avoir trahi la doctrine du Christ pour la recherche des biens matériels ; il accusait le catholicisme d'avoir corrompu l'humanité, d'être la cause principale de l'athéisme en Europe et d'avoir engendré le socialisme qui prétend résoudre le problème de l'humanité en dehors de Dieu et du Christ. Or, l'idée du Christ est gardée, selon lui, dans toute sa beauté immaculée par la foi orthodoxe. D'après lui, l'Orient doit apporter la parole nouvelle au monde pour combattre le socialisme et sauver l'Europe. Dostoïevsky estime que pour remplir cette mission, la Russie a besoin de Constantinople, parce que cette ville est le centre du monde oriental (2).

Le célèbre publiciste russe Constantin Léontiev ne voulait pas faire de Constantinople la capitale de la future confédération slave dont il était un adversaire acharné. Il se déclarait partisan de la réunion pure et simple de Constantinople à la Russie. Par cette réunion, il voulait consolider le pouvoir illimité des tsars et stabiliser l'ordre public, car dans Byzance il voyait un symbole mystique de l'autocratie et de la stagnation sociale (3).

Le comte Ignatiev, ambassadeur russe à Constantinople de 1864 à 1877, dans une lettre adressée à l'empereur Alexandre II,

(1) GIGAREV, p. 508-509 ; MISCHER, 666-669.

(2) HOSCHILLER, p. 596-597.

(3) M. HOSCHILLER, p. 597 ; Vladimir Soloviev, article dans *l'Encyclopédie générale de Brockhaus et Efron*, t. XXXIV, p. 562-564.

examine la question des Détroits et de Constantinople. Il se prononce contre la transformation de Constantinople en ville libre : « Faire de Constantinople, dit-il dans la lettre, une ville libre serait impossible. La diversité de sa population, l'antagonisme des races, le grand nombre de villages situés sur les deux rives du Bosphore, s'opposeraient à l'introduction d'une administration homogène et autonome que suppose une ville libre. D'autre part, il ne serait pas avantageux pour la Russie que Constantinople, devenue ville libre, fût occupée par une garnison européenne, car elle se trouverait, *ipso facto*, sous la menace continue de la puissance qui aurait la suprématie sur mer. » Dans la lettre envoyée à Alexandre II le comte Ignatief proposait l'occupation militaire des Détroits et de Constantinople.

L'auteur de la lettre prévoyait une opposition inévitable de l'Angleterre. Pour détourner de Constantinople l'attention de la Grande-Bretagne, la Russie, d'après lui, devrait faciliter l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre (1).

Le comte Komarovsky, professeur de droit international à l'Université de Moscou, dans son étude sur la Question d'Orient, après avoir réclamé l'éloignement des Turcs d'Europe, examine cinq solutions possibles de la question des Détroits et de Constantinople :

1° la transformation de Constantinople en une ville libre, à laquelle seraient annexés les Détroits ;

2° la cession de Constantinople à la Bulgarie ;

3° la cession de Constantinople à la Grèce comme héritière de l'Empire d'Orient ;

4° la création d'une confédération des pays slaves avec Constantinople pour capitale.

5° l'annexion de Constantinople par la Russie.

Il se prononce catégoriquement contre la transformation de Constantinople en une ville libre.

« Eriger Constantinople en une ville libre, dit-il, ce serait aboutir à bref délai à la création d'un centre cosmopolite impersonnel et d'un abri pour toute espèce d'aventuriers. Privée d'un gouvernement stable, n'ayant aucun caractère national déterminé, Constantinople deviendrait comme la nouvelle Cracovie, l'objet des éternelles convoitises de ses envieux voisins. D'un autre côté, son éloignement, sa situation sur les limites de l'Europe, sa population composite empêcheraient toujours d'en faire la capitale d'une organisation internationale, toutes les traditions de son passé feraient de même obstacle à ce résultat (2). »

Constantinople peut-elle appartenir aux Bulgares ? A cette question le comte Komarovsky donne une réponse négative.

(1) HOSCHILLER, p. 591 et suiv.

(2) KOMAROVSKY, p. 417.

« Les Bulgares, dit-il, ne l'ont jamais possédée, et il n'y a aucune raison sérieuse pour leur accorder cette préférence sur les autres populations slaves (1). »

Faut-il la livrer aux Grecs ? A cette question, comme à la précédente, il oppose une réponse négative :

« Sans doute, dit-il, c'est l'élément grec, surtout l'élément ecclésiastique, qui, jusqu'à présent, a prédominé parmi les Chrétiens de la capitale turque, mais, étant donné la nouvelle distribution de territoires qui se dessine actuellement dans la péninsule des Balkans, Constantinople se trouve de plus en plus détachée au point de vue territorial de la Grèce (2). »

La Russie, d'après le comte Komarovsky, ne peut pas demander à disposer exclusivement de Constantinople et des Détroits. « Les pays riverains de la mer Noire, dit-il, ont le droit absolu d'exiger que l'entrée et la sortie de cette mer soient toujours ouvertes (3). »

Le comte Komarovsky estime que la meilleure solution de la question des Détroits consiste à transformer cette ville en une capitale de la Confédération balkanique. L'union slave, d'après l'auteur, ne doit pas être artificielle ; elle ne doit pas être imposée par la force ; elle ne doit pas comprendre, comme le propose Danilevsky, les Slaves de l'Occident et les Hongrois. « La Russie, dit le comte Komarovsky, ne doit pas se placer à la tête de l'union slave. Tous les Slaves et les Russes ne sauraient que gagner à une indépendance réciproque, à une liberté complète. Bien entendu, cela ne veut pas dire qu'il ne devra y avoir aucune communication entre ces peuples : unis par les liens d'une amitié étroite, ils seront fréquemment en rapports. Mais aucun peuple ne doit imposer à un autre ses idées et ses institutions. Si la Russie, par sa puissance et sa richesse, est appelée à protéger les intérêts de ses frères slaves, et même à les guider dans le domaine de leur développement intellectuel et moral, elle doit s'interdire rigoureusement toute pression politique et militaire. A cette seule condition elle sera à la hauteur de la mission qui lui incombe d'éclairer ses frères (4). »

La question de Constantinople une fois résolue, le comte Komarovsky propose l'ouverture des Détroits, qu'il considère comme les grandes portes internationales, à toutes les puissances. Pour assurer la navigation dans le Bosphore et les Dardanelles, il propose la destruction des fortifications sur leurs bords et l'interdiction de l'entrée dans les Détroits des bâtiments de guerre. Il propose la neutralisation non seulement des Détroits mais

(1) KOMAROVSKY, p. 417.

(2) *Ibid*, p. 417-418.

(3) *Ibid*, p. 418.

(4) *Ibid*, p. 419.

encore de la mer Noire. Mais, étant donné la résistance de la Russie à la neutralisation de la mer Noire, le comte Komarovsky se contente de la neutralisation du Bosphore, de la mer de Marmara et des Dardanelles, en leur appliquant le régime du canal de Suez, établi par le traité de Constantinople de 1888 (1).

Gigarev, comme le comte Komarovsky, ne partage pas la manière de voir des panslavistes. Il pense que les Turcs doivent être éloignés des rives du Bosphore et des Dardanelles. En ce qui concerne le sort des Détroits et de Constantinople, il met en avant trois solutions possibles :

1° faire de Constantinople une ville libre perpétuellement neutre sous la garantie des puissances européennes ;

2° faire de Constantinople la capitale de la Bulgarie ;

3° proclamer Constantinople capitale de la future confédération balkanique vers laquelle, selon Gigarev, les Slaves orthodoxes doivent se tourner avant de former avec la Russie une grande confédération slave.

Gigarev croit que les puissances européennes ne seront pas opposées à cet arrangement, car l'Europe ne peut pas y voir une source d'augmentation d'influence russe en Orient au détriment des intérêts européens.

« La Russie, dit Gigarev, doit user de son influence pour faire proclamer Constantinople capitale de la fédération balkanique. Cette combinaison ne portera aucun ombrage aux intérêts de l'Empire russe et en même temps enlèvera tout prétexte de disputes entre les différents petits Etats balkaniques pour la possession de la ville si chère à tous (2). »

Dans la future confédération slave, d'après Gigarev, la diplomatie et l'armée devront être en commun, chaque puissance jouissant d'une entière autonomie intérieure. La Russie, membre de cette confédération, ne doit pas la dominer.

Au sujet du Bosphore et des Dardanelles, il propose l'ouverture desdits détroits en temps de paix et en temps de guerre aux navires de commerce et aux bâtiments de guerre de toutes les puissances. Les fortifications du Bosphore et des Dardanelles, d'après Gigarev, doivent être détruites. Il applique aux Détroits le régime du canal de Suez et les place sous le contrôle collectif de l'union internationale (3).

Goriaïnof, dans son étude historique sur la question des Détroits, critique vivement le principe de la fermeture des Détroits à la marine militaire. « En cas d'un conflit avec une des puissances occidentales, dit-il, lorsque l'observation du principe de la clôture du Bosphore et des Dardanelles doit servir de sauve-

(1) KOMAROVSKY, p. 419-420.

(2) GIGAREV, p. 507.

(3) *Ibid*, p. 507 et suiv.

garde à nos possessions de la mer Noire, nous ne pouvons avoir l'assurance, comme nous l'enseigne le passé, que le Sultan, cédant aux instances de nos adversaires n'ouvre pas les Détroits pour donner accès dans la mer Noire à la flotte ennemie. » Il se prononce également contre le principe de l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles aux vaisseaux de guerre, principe qui, selon lui, expose les côtes russes de la mer Noire à l'attaque des escadres étrangères. Pour protéger les possessions russes de la mer Noire contre toute incursion ennemie, il maintient le principe de la clôture avec la faculté pour la Russie, comme pays riverain de la mer Noire, de faire passer ses bâtiments de guerre par les Détroits de la mer Noire à la Méditerranée et en sens inverse (1).

Dans un article intitulé : « La neutralisation du Bosphore et des Dardanelles », paru au début de la guerre mondiale dans le Recueil russe : « Questions relatives à la guerre mondiale », M. Milioukov rappelle que le point de vue russe dans la question des Détroits a été exprimé dans toute une série d'anciens traités avec la Turquie, comme ceux de 1798, 1805 et 1833 ; par ces traités la Turquie accorda aux navires de guerre russes le libre passage par les Détroits tout en maintenant la fermeture de la mer Noire pour les bâtiments de guerre des autres puissances. Mais les traités de 1841, de 1856 et de 1871 ayant établi le principe de la fermeture des Détroits à tous les navires de guerre et, par conséquent, enfermé la flotte russe dans la mer Noire, la Russie n'en a pas moins toujours considéré cet état de choses comme préférable à l'ouverture de cette mer aux bâtiments de guerre de toutes les puissances. « Il est évident, dit M. Milioukov, qu'après la disparition de l'Empire ottoman, la situation de la Russie ne saurait être pire qu'auparavant, dans le cas contraire, la Russie devrait s'opposer à la dépossession de la Turquie (2). »

M. Milioukov est ainsi opposé à ce que les Détroits, s'ils passent sous la domination russe, soient neutralisés, si, par là, ils doivent être ouverts aux bâtiments de guerre de toutes les puissances.

Il reconnaît expressément la liberté de la navigation commerciale par le Bosphore et les Dardanelles, en temps de paix et en temps de guerre. Et pour concilier les exigences de la souveraineté russe avec les intérêts des autres Etats, il préconise comme régime futur des Détroits les règles adoptées par la Commission de l'Union Interparlementaire, pendant la session de La Haye, en 1913. La commission en question proposa les règles suivantes : 1° liberté de passage pour les navires de commerce par tous les détroits, en temps de guerre aussi bien qu'en temps

(1) GORIAÏNOF, p. 386.

(2) MANDELSTAM, *Le sort de l'Empire ottoman*, p. 562-563.

de paix ; 2° interdiction du blocus des détroits ; 3° l'État riverain a le droit de fortifier les détroits et d'user pour leur défense de lance-torpilles.

M. Milioukov dit en terminant : « il faut que nos alliés sachent que notre intérêt vital à la possession des Détroits n'a rien de commun avec le panslavisme, ni avec les tendances de conquête auxquelles veulent mettre fin à juste titre les partisans de la future paix de l'Europe. La possession de Constantinople et des Détroits est une fin et non un commencement. Unie à d'autres liquidations définitives des vieux problèmes compliqués rattachés au nœud gordien de la succession de l'Empire turc, la liquidation de la question des Détroits permettra de transporter solennellement dans le sanctuaire de l'Histoire la Question d'Orient, qui a si longtemps tourmenté l'Europe (1). »

En sa qualité de ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Milioukov a exposé, le 9 avril 1917, au correspondant du *Temps* le point de vue du Gouvernement provisoire russe dans la question des Détroits.

Il a dit notamment : « Les Détroits à la Russie, telle est, à mon avis, l'unique façon de liquider ce problème. La neutralisation des Détroits comporterait toujours une série de grands dangers pour la paix, et la Russie serait obligée d'avoir dans la mer Noire une puissante flotte de guerre, prête à défendre nos côtes.

La neutralisation des Détroits donnerait aux navires de guerre de tous les pays la faculté de pénétrer librement dans la mer intérieure russe qu'est la mer Noire, et ceci pourrait entraîner de grands malheurs qui sont impossibles à prévoir.

L'Allemagne a besoin des Détroits pour réaliser ses visées d'hégémonie, pour réaliser sa formule Berlin-Bagdad ; et nous, Russes, nous avons besoin des Détroits pour assurer notre exportation et notre importation sans entraves et sans menace pour qui que ce soit. Ainsi personne ne peut avoir aucun doute sur la puissance à laquelle doivent appartenir les Détroits, à l'Allemagne ou bien à la Russie (2). »

(1) MANDELSTAM, p. 563-564.

(2) *Le Temps*, n° du 9 avril 1915 ; MANDELSTAM, p. 564.

CHAPITRE X

LA QUESTION DES DÉTROITS A LA VEILLE DE LA GUERRE DE 1914-1918

La question des détroits du Bosphore et des Dardanelles fut posée par la diplomatie russe à la veille de la guerre mondiale. Les renseignements relatifs à cette question se trouvent dans les documents secrets des archives du ministère russe des Affaires étrangères, publiés par le gouvernement des Soviets peu après la révolution d'octobre 1917. Nous citons, dans le présent chapitre, le mémorandum de M. Bazili, vice-directeur de la Chancellerie du ministère russe des Affaires étrangères, mémorandum dans lequel les visées de la politique russe dans la question des Détroits sont exposées avec une franchise et une clarté complètes. Nous citons, en outre, le procès-verbal de la conférence des représentants des ministères intéressés, convoquée et présidée par M. Sazonov, ministre russe des Affaires étrangères, sur l'ordre de l'empereur Nicolas, le 8 février 1914.

« La situation actuelle, dit M. Bazili, dans son rapport à M. Sazonov, pouvant conduire à une dislocation plus ou moins rapide de la Turquie, nous impose d'une façon urgente l'obligation de prévoir, dès maintenant, la possibilité que la question des Détroits soit posée de nouveau. Nous devons donc déterminer notre situation à son égard. Il faut donc, sans retard, procéder au renforcement de nos forces et, en particulier, des forces navales dans la région de la mer Noire afin qu'au moment où la crise éclatera nous puissions résoudre la question des Détroits de la façon désirée par nous. Dans l'impossibilité de prévenir avec exactitude ce moment, peut-être si proche, il est nécessaire de développer nos forces dans la région de la mer Noire le plus rapidement possible. On peut augmenter suffisamment notre flotte dans la mer Noire par nos moyens dans cette mer et par l'envoi dans la mer Noire des grands navires venus d'ailleurs et en particulier des dreadnoughts que nous construisons dans la Baltique. Il faudrait pour cela un changement du droit international, qui interdit le passage des vaisseaux de guerre par les détroits turcs. A

raison de l'opposition immémoriale des puissances, il est fort douteux qu'on y arrive. D'ailleurs, en cas de crise brusque, les navires de la Baltique arriveront trop tard. De plus, il faut remarquer que l'Europe ne consentirait pas à l'ouverture des Détroits pour les seuls riverains et que, s'il existe des chances de l'obtenir par la voie diplomatique, elle implique le libre accès dans la mer Noire des vaisseaux de guerre de toutes les nations. Or, notre point de vue traditionnel est que tant que les Détroits ne seront pas à nous, nos intérêts stratégiques exigent que la mer Noire reste fermée aux escadres étrangères, de façon que les puissances, qui nous sont hostiles ne puissent pas préparer en temps de paix l'attaque contre nous dans la mer Noire. On objecte maintenant que les avantages résultant de la fermeture des Détroits sont plus négatifs que positifs, que celle-ci ne nous garantit pas contre l'entrée d'une flotte ennemie dans la mer Noire en temps de guerre avec le consentement de la Turquie dont elle utilisera les ports et qu'elle nous fait seulement croire à tort que notre seul adversaire sur cette mer est la Turquie.

« Notre problème historique en ce qui concerne les Détroits consiste à nous en emparer. On ne pourrait conclure autrement que s'il devait en résulter une perte de force défavorable à notre développement. C'est tout au plus dans ce cas que leur « neutralisation » pourrait devenir utile, car elle ne nous garantit ni la certitude de la sortie pour nos navires, ni la fermeture du passage à nos ennemis. Notre domination doit s'étendre sur les deux Détroits pour nous assurer la sortie dans la Méditerranée. La possession du seul Bosphore servirait seulement à la défense de nos intérêts dans la mer Noire. Cette domination peut être accompagnée de la possession d'un hinterland plus ou moins considérable ou se borner à celle des points nécessaires pour assurer la maîtrise des Détroits.

« Les administrations compétentes doivent étudier immédiatement le plan de la réaliser.

« Pour la prise des Détroits nous ne devons compter que sur nos propres moyens et ne pas espérer une coopération. Il est fort vraisemblable que nous ne résoudrons ce problème qu'au cours d'une guerre européenne. Dans ce cas nous sommes en droit de supposer que les flottes de l'Angleterre et de la France paralyseront celles de la Triple-Alliance et encore seulement tant que nos alliés n'auront pas essuyé de défaite. Nous ne pouvons pas espérer beaucoup de ce côté-là. La coopération de la Grèce, nous fournissant une base navale dans la mer Egée pour agir contre les Détroits, est si peu vraisemblable qu'on ne peut y compter. La Grèce est sortie de la crise beaucoup plus forte et son idéal national s'est accru. Son rêve au sujet de Constantinople sera probablement un obstacle à un plus grand rapprochement avec elle.

D'ailleurs, l'organisation par nous d'une base dans la mer Egée entraînerait les plus sérieuses complications. La possibilité de s'emparer des Détroits dépend d'une conjoncture favorable. La créer est le but de l'action du ministère des Affaires étrangères. L'opération elle-même exige que l'on prépare à la fois la flotte et le débarquement. Il ne faut pas renouveler la faute du plan de 1896 qui n'accordait qu'une attention insuffisante au débarquement. Pour le transport rapide d'une grande quantité de troupes sur les Détroits, il faudrait que des moyens existent de les transporter sur des vapeurs et que ceux-ci soient en quantité suffisante. Cette dernière condition suppose une politique économique définie. Le côté financier de l'opération ne doit pas être oublié. La conquête des Détroits exige donc la coopération de nombre d'administrations (1). »

En novembre 1913, le ministre russe des Affaires étrangères, M. Sazonov, présenta à l'empereur Nicolas le rapport de M. Bazili, exposant la nécessité de prendre des mesures pour s'emparer des Détroits et de Constantinople. L'Empereur approuva le rapport en question et autorisa M. Sazonov à convoquer une conférence des administrations intéressées. Cette conférence eut lieu, le 8 février, sous la présidence du ministre russe des Affaires étrangères.

A cette réunion assistaient : l'amiral Grigorovitch, ministre de la marine ; le général Jilinsky, chef de l'état-major général de l'armée ; M. Giers, ambassadeur de Russie à Constantinople ; M. Neratov, adjoint au ministre des Affaires étrangères ; le général Danilov, quartier-maître général ; M. Nenioukov, capitaine, faisant fonction de chef de l'état-major de la marine ; le prince Troubezkoï, chef de la section de l'Orient musulman au ministère des Affaires étrangères, etc.

La Conférence entendit le rapport du général Jilinsky sur la composition de la mobilisation du corps expéditionnaire. Dans son rapport, il disait que les troupes qui seront désignées pour la descente, doivent être choisies dans les régions les plus proches, c'est-à-dire dans celles de Sébastopol et d'Odessa. Le premier échelon du corps expéditionnaire, ayant à débarquer simultanément, ne devait pas comprendre moins d'un corps d'armée ; plus faible, il risquait d'être écrasé. La mobilisation et l'embarquement du premier échelon, d'après le général Jilinsky, pouvaient être réalisés en dix jours (2).

Après avoir entendu le rapport du général Jilinsky, la Conférence examina la question des moyens de transport nécessaires

(1) ÉMILE LALOY, *Les documents secrets des archives du min. des Affaires étr. de Russie*, p. 75-79 ; *Recueil des documents secrets des archives du min. russe des Affaires étr.*, p. 274-279.

(2) *Recueil des documents secrets*, p. 283-295.

pour la descente du corps expéditionnaire devant Constantinople. Dans son rapport à ce sujet, le capitaine Nemitz, chef du bureau des opérations à l'état-major général de la marine, indiquait l'insuffisance de la flotte commerciale de la mer Noire qui ne pouvait transporter en une fois que 20.000 hommes. De plus, les moyens de transport de la mer Noire, selon le rapporteur, avaient besoin d'être augmentés en deux ou trois ans. Les compagnies subventionnées et la flotte volontaire devaient acquérir quinze vaisseaux adaptés aux conditions de transport de troupes ; cette augmentation, d'après lui, devait permettre de porter à un corps d'armée la quantité de troupes devant passer en un voyage. La Conférence, sur la proposition du ministre des Affaires étrangères, émit le vœu que l'on procédât immédiatement à l'élaboration de mesures destinées à renforcer la flotte commerciale russe dans la mer Noire (1).

Le rapport sur la flotte de guerre russe de la mer Noire fut présenté à la Conférence par le capitaine Némjoukof, chef d'état-major général de la marine. Il résultait de ce rapport qu'à l'époque de la Conférence, la flotte russe dominait incontestablement la mer Noire ; mais, à la fin de 1914, les Turcs devaient disposer de deux dreadnoughts (le *Réchad*, commandé par la Turquie en Angleterre, et le *Rio-de-Janeiro*, acheté au Brésil), qui devaient renforcer la flotte ottomane et lui procurer une supériorité incontestable sur la flotte russe de la mer Noire.

Pour paralyser cette supériorité et donner à la flotte russe la possibilité d'attaquer les Détroits, selon le rapporteur, l'Amirauté russe fit hâter la construction des deux dreadnoughts, sur les chantiers de la mer Noire (l'*Alexandre-III* et l'*Impératrice-Marie*), de sorte qu'ils devaient être prêts pour le 1^{er} juin et le 1^{er} septembre 1915 au lieu de 1916, comme il avait été prévu dans le programme naval. A la fin de 1915, la flotte de la mer Noire devait être renforcée par un troisième dreadnought du même type (le *Catherine-II*) et, en 1916, par deux croiseurs ; en 1917, par un quatrième dreadnought, deux croiseurs, huit torpilleurs et six sous-marins. Le programme turc prévoyait la construction de six dreadnoughts et de douze torpilleurs d'escadre, mais sa réalisation, d'après le rapporteur, était très incertaine.

Le ministre de la Marine avait annoncé à la Conférence que l'Amirauté avait l'intention de renforcer considérablement la flotte russe dans les années suivantes par la formation d'une seconde brigade de dreadnoughts et que l'Empereur ayant approuvé ses considérations, avait ordonné d'acheter les deux dreadnoughts que vendait le gouvernement argentin (le *Rivadoria* et le *Mareno*) et deux autres du type *Almirante Lattore*, que vendait le gouver-

(1) E. LALOY, p. 90-94 ; *Recueil des documents secrets*, p. 295-300.

nement chilien. Les derniers quatre dreadnoughts, selon l'amiral Grigorovitch, devaient former le noyau d'une nouvelle escadre russe dans la Méditerranée. Cette nouvelle escadre devait avoir pour but de détourner les forces turques de la mer Noire.

Sur le rapport du général Jilinsky, la Conférence décida de soumettre à l'approbation de l'Empereur la construction d'un chemin de fer traversant les montagnes du Caucase. La ligne transcaucasienne, d'après le chef de l'état-major général de l'armée, était indispensable pour la mobilisation des troupes du Caucase qui était très lente. Cette construction devait également faciliter la communication de l'armée russe opérant contre la Turquie avec l'arrière. Sur le rapport du général Jilinsky, la Conférence adopta, outre la ligne transcaucasienne, la construction dans le Caucase d'une série de chemins de fer :

1° Une voie sur la ligne Tiflis-Kars, Sarykamich-Karaourgan (frontière turque) ;

2° Une ligne allant de la station de Mikhaïlovo jusqu'à Kars (par Borjom) ; elle devait avoir un embranchement jusqu'à Olty ;

3° Une ligne de Batoum à Kars.

La Conférence, avant de se séparer, chargea le ministre des Affaires étrangères de soumettre à l'approbation de l'Empereur les projets qu'elle préconisait.

M. Sazonov présenta, le 5 avril 1914, à l'Empereur, le procès-verbal de la Conférence. Le tsar Nicolas écrivit sur le procès-verbal : « J'approuve complètement ces conclusions (1). »

(1) LALOY, p. 94 et suiv. ; *Recueil des documents secrets*, p. 300 et suiv

CHAPITRE XI

LA QUESTION DES DÉTROITS PENDANT LA GUERRE DE 1914-1918

Au lendemain de l'ouverture des hostilités entre les Empires centraux et les Puissances de la Triple-Entente, la Turquie informa les États belligérants de sa ferme résolution d'observer pendant le conflit européen la plus stricte neutralité. Mais, malgré cette promesse de stricte neutralité, les relations diplomatiques entre les Puissances de la Triple-Entente et l'Empire turc ne tardèrent pas à devenir peu amicales. Cette tension dans les rapports politiques entre la Turquie et les Puissances alliées s'explique par une série de causes remontant à la période d'avant-guerre ou survenues avec l'ouverture des hostilités dans les premiers jours du mois d'août. Tout d'abord, le maintien par la Turquie de la mission militaire du général allemand Liman von Sanders et son influence dans l'organisation militaire de ce pays furent vivement blâmés par l'opinion des Puissances alliées (1).

Au moment où la guerre éclata, la Turquie avait deux dreadnoughts en construction sur les chantiers anglais. Ces deux bâtiments avaient été commandés grâce à une souscription publique et devaient servir à la défense des côtes turques de la mer Noire contre les attaques de la flotte russe.

Au moment de la déclaration de la guerre, la Turquie payait les dernières sommes dues aux chantiers anglais et l'équipage turc venait d'arriver en Angleterre pour chercher les vaisseaux achevés ; mais, peu avant le jour fixé pour leur livraison, le gouvernement anglais saisit les navires en question et les mit à la disposition de l'Amirauté britannique. Cet acte du gouvernement anglais, manifestement contraire aux règles du droit international, produisit dans toute la Turquie une profonde émotion. C'est surtout cette saisie arbitraire qui détermina la Turquie à se séparer de la France, son alliée séculaire, et à entrer en guerre aux côtés des pays germaniques. La saisie injuste

(1) MANDELSTAM, p. 77 ; MORGENTHAU, *Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau*, p. 62 ; AULNEAU, *La Turquie et la guerre*, p. 304.

des navires en question provoqua l'affaire des vaisseaux allemands, le *Goeben* et le *Breslau*. Lesdits bâtiments, appartenant à l'escadre allemande de la Méditerranée, avaient, le 4 août, au lendemain de la déclaration de la guerre, bombardé les villes algériennes de Bône et de Philippeville. Poursuivis par la flotte anglaise, ils étaient entrés, le 6 août, à Messine et, après après vingt-quatre heures de séjour dans ledit port italien, en étaient repartis, conformément aux lois de la guerre maritime. Ayant quitté les eaux italiennes et étant menacés par l'escadre anglaise, le *Goeben* et le *Breslau*, commandés par l'amiral Souchon, se dirigèrent vers la mer Egée et franchirent les Détroits (1). L'entrée dans les Dardanelles des bâtiments de guerre allemands se trouvait en contradiction manifeste avec le Traité de Paris de 1856 et la Convention de Londres du 13 mars 1871. Aux termes de l'article 2 de la Convention de Londres, le Sultan avait la faculté d'ouvrir les Dardanelles et le Bosphore aux navires de guerre des puissances amies et alliées, mais il ne pouvait le faire qu'en temps de paix et pour sauvegarder l'exécution du Traité de Paris. Or, l'entrée du *Goeben* et du *Breslau* avait eu lieu en temps de guerre, alors que rien ne menaçait l'exécution du traité du 30 mars 1856. En vertu des traités en vigueur si, d'une part la Turquie ne pouvait pas ouvrir les Détroits aux croiseurs allemands, l'Allemagne, qui les avait signés jadis, ne devait pas laisser ses navires franchir les Dardanelles et le Bosphore.

De même, la Turquie, qui, dans les premiers jours du mois d'août, avait déclaré sa résolution d'observer la plus stricte neutralité, en vertu des articles 12 et 24 de la Convention de La Haye concernant les droits et les devoirs des puissances neutres en cas de guerre maritime, convention qui portait les signatures des gouvernements allemand et turc, devait obliger les navires de guerre allemands à quitter les eaux territoriales turques dans les vingt-quatre heures ou les désarmer pour la durée de la guerre s'ils ne quittaient pas les eaux turques (2).

Les ambassadeurs des Puissances alliées à Constantinople, ayant appris l'entrée du *Goeben* et du *Breslau* dans les Dardanelles, adressèrent d'énergiques protestations au grand-vizir en lui demandant d'éloigner les croiseurs allemands dans les vingt-quatre heures ou bien de les désarmer pour la durée de la guerre.

En réponse aux protestations parfaitement fondées des Puissances de la Triple Entente, le gouvernement turc annonça, le 13 août, que le *Goeben* et le *Breslau* avaient été vendus à la Turquie.

Il est difficile de prouver l'illégalité de cette vente. Bien que

(1) MANDELSTAM, p. 79-85 ; AULNEAU, p. 304 et suiv. ; MORGENTHAU, p. 68-78.

(2) AULNEAU, p. 307.

l'article 56 de la déclaration relative au droit de la guerre maritime, signée à Londres, le 26 février 1909, reconnaisse nul le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi se trouvant en voyage ou dans un port bloqué, mais, étant donné que cette déclaration ne portait pas la signature du gouvernement ottoman, elle ne pouvait être tenue comme obligatoire pour la Turquie. La faiblesse de cette opération, c'est qu'elle fut annoncée le 13 août, tandis que les croiseurs achetés traversèrent les Détroits le 10 du même mois. De même l'Allemagne, dont la signature figurait sous la déclaration de Londres, n'avait pas le droit de vendre à la Turquie, pays neutre, les croiseurs le *Goeben* et le *Breslau* (1).

Malgré la déclaration de neutralité, le gouvernement turc, dès les premiers jours d'août, décréta la mobilisation générale de l'armée ottomane. Cette mesure de prudence se justifiait par la concentration des troupes russes sur les frontières du Caucase et la possibilité d'une attaque de la Turquie par la Grèce. Toutes ces mesures ainsi que la réquisition des navires de commerce alliés ; le blocus des Dardanelles par l'escadre anglaise ; la fermeture des Détroits aux navires de commerce, le 27 septembre 1914 ; la concentration des troupes turques sur les frontières de la Serbie ; l'annulation unilatérale des capitulations par le gouvernement turc ; les attaques de la presse de la Triple-Entente et surtout de la presse russe contre la Turquie ; l'arrivée en Turquie par la Bulgarie et la Roumanie d'officiers et de marins allemands ; le rappel par l'Angleterre de sa mission navale en Turquie et le renforcement des fortifications des Dardanelles et du Bosphore aggravèrent les rapports diplomatiques entre la Turquie et les Puissances alliées et provoquèrent l'entrée du peuple turc dans la guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche (2).

Brusquement, le 29 octobre, le *Goeben* et le *Breslau*, accompagnés du *Hamidieh* et escortés de quatre torpilleurs, pénétrèrent dans la mer Noire et bombardèrent Odessa, Théodosia et Novorossisk, coulèrent une canonnière russe, le *Donetz*, avec une partie de l'équipage, endommagèrent deux dreadnoughts russes et attaquèrent, en outre, le vapeur français *Portugal*. Le gouvernement russe, soutenu par les gouvernements alliés, chargea son ambassadeur à Constantinople, M. Giers, de remettre au gouvernement turc un ultimatum exigeant des excuses et des regrets et, comme première satisfaction, le renvoi de tous les officiers allemands employés dans l'armée ou la marine ottomanes. Le gouvernement turc ayant refusé d'accepter l'ultimatum russe, l'ambassadeur de Russie à Constantinople demanda ses passeports et quitta l'Empire ottoman avec le personnel de l'ambassade. Les ambassadeurs de

(1) AULNEAU, p. 307 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 311 et 315 ; MORGENTHAU, p. 99 ; MANDELSTAM, p. 78.

France et d'Angleterre qui, conformément aux instructions reçues de leurs gouvernements, s'étaient associés à la démarche de leur collègue russe auprès du gouvernement turc, réclamèrent également leurs passeports et quittèrent Constantinople, le 1^{er} novembre.

Ainsi la Turquie entra en guerre aux côtés des Puissances germaniques. Dans son manifeste au peuple russe, Nicolas II annonçant l'ouverture des hostilités entre la Turquie et la Russie, disait que « l'intervention mal avisée de la Turquie, l'ennemie héréditaire de la Russie, aura une issue fatale pour elle et que cette guerre ouvrira à la Russie la voie de la solution des problèmes historiques des rives de la mer Noire, problèmes qui lui ont été légués par ses ancêtres (1) ». L'entrée en guerre de la Turquie déchaîna en Russie les passions religieuses et les rêves séculaires. On parlait en Russie de la transformation de la mosquée de Sainte-Sophie en église orthodoxe ; on préparait la croix pour la célèbre cathédrale ; on envisageait le partage de la succession de l'Empire califal ; on chassait la Turquie d'Europe ; on demandait pour la Russie les Détroits et la grande cité de Constantinople. Pour se faire une idée précise et complète des vues des milieux politiques russes au sujet des Détroits et de Constantinople, nous citerons le passage suivant de l'article du prince Eugène Troubezkoï, publié dans le journal de Moscou, *Rousskya-Védomosti*. « Il n'existe, y est-il dit, qu'une solution qui correspond à nos intérêts nationaux. Constantinople et les Détroits doivent devenir russes. Toute autre solution est inacceptable pour nous, parce que loin d'apporter une amélioration, elle provoquera une aggravation sensible de notre situation. L'ouverture des Détroits aux bâtiments de guerre expose nos frontières méridionales à l'attaque éventuelle des puissances ennemies. Pour nous l'ouverture des Détroits aux navires de commerce et leur fermeture aux bâtiments de guerre ne peuvent être également acceptables, car nous n'avons aucune garantie que le principe de non-admission de la marine militaire dans le Bosphore et les Dardanelles sera respecté. La question de savoir qui portera à la Turquie le dernier coup décisif et qui prendra Constantinople, l'armée russe ou la flotte alliée, ne peut avoir d'importance. Quand sonnera l'heure suprême de notre victoire commune, elle devra être considérée comme une victoire commune. A cette heure suprême nous ne demanderons pas qui a infligé aux Allemands la plus lourde défaite, qui a rendu possible la libération de la Belgique et qui a supporté le choc principal de l'armée turque ; mais aussi nos alliés ne devront pas demander qui a forcé les Dardanelles. Que par la guerre actuelle

(1) *Le Temps*, n° du 4 novembre 1914.

les provinces arrachées autrefois à la France lui soient rendues, que l'Angleterre soit récompensée de ses efforts aux dépens de l'Allemagne et de la Turquie, soit, mais que les intérêts vitaux de la Russie soient également satisfaits ! Plus que jamais, la Russie a prouvé son désintéressement. Elle lutte pour la libération des petits peuples, pour l'indépendance de toutes les nations européennes, menacées par la conquête et la domination germaniques. Mais que cette guerre lui garantisse sa propre indépendance, parce que la question des Détroits est posée maintenant comme la question de l'indépendance de la Russie. Nous luttons pour l'indépendance universelle, donc pour la nôtre. La sacrifier ne serait compatible ni avec la justice, ni avec la dignité de la Russie. La Russie peut et doit prendre sur elle l'engagement d'accorder le libre accès de la mer Noire aux navires marchands de tous les pays. Mais elle doit empêcher par la force des armes la navigation dans cette mer des vaisseaux de guerre d'une puissance quelconque. Il n'est qu'un seul moyen de nous donner cette possibilité, en même temps que l'accès à la mer libre. Les Détroits doivent appartenir à la Russie. Il ne peut y avoir d'autre solution (1) ».

La question des Détroits fut portée à la tribune de la Douma d'Empire et posée devant elle par M. Sazonof, ministre des Affaires étrangères de Russie, le 9 février 1915. « Le jour approche, déclara M. Sazonof, où seront résolus les problèmes d'ordre économique et politique, que pose désormais la nécessité d'assurer à la Russie l'accès à la mer libre. »

Les membres de la Douma, sans distinction de parti, précisèrent les aspirations nationales russes en mettant les points sur les « i ». « La guerre doit mettre fin au conflit séculaire de la Russie et de la Turquie, disait M. Kovalevsky, député de Voronège, les Détroits sont la clef et la serrure de notre maison ; ils doivent donc passer dans nos mains avec les territoires des rives. » De même le coryphée du parti libéral russe, M. Milioukov, souleva l'enthousiasme de la Douma quand il remerciait M. Sazonov de ses déclarations : « Nous sommes heureux d'apprendre que la réalisation de notre tâche nationale est en bonne voie. Nous sommes maintenant assurés que l'acquisition de Constantinople et des Détroits s'accomplira au moment opportun par des mesures diplomatiques et militaires (2). »

Le 4 mars 1915, le ministre des Affaires étrangères de Russie remit aux ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne un mémorandum dans lequel il exposait le désir du gouvernement russe d'unir à la Russie les territoires suivants : la ville de Constantinople, les rives occidentales du Bosphore, de la mer de

(1) HOSCHILLER, p. 788-790 ; *Le Temps*, n° du 18 mars 1915.

(2) MAURICE PALÉOLOGUE, *La Russie des tsars pendant la guerre*, p. 291 et suiv.

Marmara et des Dardanelles ; la Thrace méridionale jusqu'à la ligne Enos-Midia ; le littoral de l'Asie Mineure entre le Bosphore, le fleuve Sakharïa et un port à déterminer plus tard sur le golfe d'Ismid ; les îles de la mer de Marmara et en dehors des Dardanelles les îles Imbros et Ténédos. Le gouvernement russe, dans son mémorandum, se déclarait prêt à respecter les droits particuliers de la France et de l'Angleterre dans les territoires sus-indiqués (1).

Les gouvernements britannique et français donnèrent leur consentement sous condition du succès final de la guerre et de la réalisation de toute une série de vœux de la France et de l'Angleterre dans l'Empire ottoman et ailleurs. En ce qui concerne la Turquie, ces vœux portaient sur les points suivants : la déclaration que Constantinople serait un port franc pour le transit des marchandises ne venant pas et n'allant pas en Russie et la liberté du passage par les Détroits pour les navires de commerce ; la reconnaissance des droits de la France et de l'Angleterre, dans la Turquie d'Asie, après la détermination précise par voie d'accord particulier entre la France, l'Angleterre et la Russie ; le maintien des Lieux-Saints musulmans sous un gouvernement musulman indépendant ; l'inclusion dans la sphère d'influence anglaise de la zone neutre établie en Perse par l'accord de 1907 entre l'Angleterre et la Russie (2).

En acceptant ces demandes d'une façon générale, le gouvernement russe fit cependant dans sa note responsive des réserves ainsi rédigées : « Dans le but de formuler nos désirs au sujet des Lieux-Saints musulmans, il serait nécessaire de préciser dès maintenant, s'ils restent sous la suzeraineté de la Turquie, le Sultan conservant le titre de Calife, ou si l'on se propose de créer de nouveaux États. D'après nous, il serait désirable de séparer le Califat de la Turquie. En tout cas la liberté de pèlerinage doit être assurée. En consentant à l'inclusion de la zone neutre de la Perse dans la sphère d'influence anglaise, le gouvernement russe considère cependant comme équitable de convenir que les régions des villes d'Ispahan et de Yezd seront assurées à la Russie et que la portion de la zone neutre qui s'enfonce comme un coin entre les frontières russe et afghane et touche à la frontière russe à Soulfagar sera comprise dans la sphère d'influence russe. Le gouvernement russe considère comme désirable que la question de l'Afghanistan septentrional, limitrophe de la Russie, soit réglée conformément aux désirs exprimés par lui pendant les négociations de 1914 (3). »

Après l'entrée en guerre de l'Italie, les prétentions russes sur

(1) TRIEPEL, *Nouveau Recueil général de traités*, t. XII, p. 347.

(2) *Ibid.*, t. XII, p. 347-348.

(2) *Ibid.*, t. XII, p. 347-348.

(3) *Ibid.*, t. XII, p. 349-350.

les Détroits et Constantinople furent communiquées au cabinet de Rome, et celui-ci les approuva sous condition d'une heureuse fin de la guerre, de la réalisation des vœux italiens, en général, et ceux en Orient, en particulier, ainsi que de la reconnaissance par la Russie à l'Italie, dans les territoires qui seraient cédés à la Russie, de droits égaux à ceux de la France et de l'Angleterre (1).

(1) E. LALOY, p. 108-110.

CHAPITRE XII

LES DISPOSITIONS DU TRAITÉ DE SÈVRES DU 10 AOÛT 1920 ET DE LA CONVENTION DE LAUSANNE DU 24 JUILLET, 1923 RELATIVES AU RÉGIME DES DÉTROITS.

En vertu de l'article premier de la convention d'armistice, signée par les représentants des Puissances alliées et de la Turquie, à bord du navire britannique *Agamemnon*, dans le port de Mou-dros, le 30 octobre 1918, les Détroits furent ouverts aux navires de commerce et bâtiments de guerre sans distinction de pavillon.

Les forts du Bosphore et des Dardanelles furent occupés par les forces militaires des Puissances alliées (1).

Le traité de paix signé à Sèvres, le 10 août 1920, par les plénipotentiaires des Puissances alliées d'une part et le gouvernement califal d'autre part, adopta le principe de l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles, en temps de paix et en temps de guerre, à tous les navires et aéronefs de guerre et de commerce sans distinction de pavillon.

Le Traité de Sèvres stipulait, en outre, que les eaux des Détroits ne pourraient être le théâtre d'aucun acte de guerre, ni soumises à aucun blocus, sauf dans le cas de l'exécution d'une décision du Conseil de la Société des Nations (2). Le traité en question institua une commission internationale portant le titre de « Commission des Détroits » et se composant des délégués de la France, de l'Empire britannique, des États-Unis, de l'Italie et du Japon, avec deux voix chacun ; de la Roumanie et de la Grèce avec une voix chacune ; de la Turquie, de la Bulgarie et de la Russie dès leur entrée dans la Société des Nations, les deux premières avec une voix, la dernière avec deux voix. La Commission des Détroits était chargée de l'administration des Détroits (3).

En vue de garantir la liberté des Détroits, le traité de Sèvres décida de démilitariser une zone délimitée à l'article 179 du

(1) TRIEPEL, t. XI, p. 161-163.

(2) *Ibid.*, t. XII, p. 671.

(3) *Ibid.*, t. XII, p. 671 et suiv.

traité. Cette zone comprenait les terres qui entourent les eaux des Détroits et de la mer de Marmara, sur une profondeur variable, très étendue parfois, au sud spécialement ; elle comprenait, en outre, les îles de la mer de Marmara et cinq îles en dehors des Dardanelles. La zone démilitarisée devait être occupée par les forces militaires et aériennes de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie (1).

Le Traité de Sèvres, accepté par le gouvernement de Constantinople, le couteau sur la gorge, resta lettre morte et le peuple turc, réduit à ses frontières ethniques, décida de continuer la lutte pour son existence territoriale et son indépendance politique. L'aventure Lloyd George-Venizelos, dont les frais furent payés par cinq ministres grecs, fusillés sur l'ordre du gouvernement révolutionnaire, ayant échoué, une conférence se réunit à Lausanne, le 21 novembre 1922, sur l'initiative de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, en vue de mettre fin à la guerre gréco-turque et de rétablir la paix définitive dans le Proche-Orient. A cette conférence participèrent les plénipotentiaires des États-Unis d'Amérique, de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Turquie, de la Roumanie, de la Serbie et de la Grèce. Dans sa première séance du 21 novembre 1922, la Conférence de Lausanne décida de créer une commission spéciale, chargée d'étudier le régime des Détroits. Aux travaux de cette commission, outre les délégués des puissances ci-dessus mentionnées, participèrent les représentants de la Russie, de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Bulgarie, comme États riverains de la mer Noire (2).

A la seconde séance de la commission, le 6 décembre 1922, les plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de l'Italie présentèrent un projet de règlement de la question des Détroits. Ce projet, qui servit de base à la convention du 24 juillet 1923, prévoyait la liberté complète de passage des navires de commerce sans distinction de pavillon, en temps de paix et en temps de guerre la Turquie restant neutre. En temps de guerre, la Turquie, étant belligérante, avait le droit d'empêcher les navires de commerce et aéronefs non militaires ennemis d'utiliser les eaux et les airs des Détroits. Elle pouvait également contrôler la navigation neutre afin d'empêcher le transport d'articles de contrebande, de troupes et de ressortissants ennemis. Les bâtiments et aéronefs de guerre, quel que fût leur pavillon, devaient avoir la liberté de passage par ou au-dessus des Détroits sans aucune formalité, sauf une limitation du nombre et de la durée du séjour dans les ports des Détroits et de la mer Noire. La force totale qu'une puis-

(1) TRIEPEL, t. XII, p. 703-705.

(2) Ministère français des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques sur la Conférence de Lausanne*, t. I, p. 106.

sance pouvait faire passer par les Détroits et maintenir en mer Noire ne devait dépasser celle de la flotte la plus forte des puissances riveraines de la mer Noire et existant dans cette mer au moment du passage. Les puissances signataires devaient conserver le droit qu'elles avaient avant la guerre de maintenir dans les eaux des Détroits des stationnaires, et cela dans les mêmes conditions que par le passé. En temps de guerre, la Turquie restant neutre, les bâtiments de guerre de toutes les nations devaient avoir le droit de passer les Détroits comme en temps de paix. En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, la liberté de passage devait être appliquée aux navires de guerre neutres. Une certaine zone sur les côtes européennes et asiatiques du Bosphore et des Dardanelles devait être démilitarisée. Une commission internationale devait être instituée pour surveiller et inspecter la démilitarisation et assurer l'éclairage, le balisage et la protection sanitaire des Détroits. Cette commission composée des délégués de la Turquie, de la France, de la Russie, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, des États-Unis, de la Roumanie, de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Grèce, devait être présidée par le délégué turc. Elle devait être placée sous le contrôle de la Société des Nations (1).

Ismet pacha, le premier délégué turc, qui, dans la première séance de la Commission, réclamait la fermeture du Bosphore et des Dardanelles aux navires de guerre et promettait, au nom de la Turquie, de conclure des accords internationaux relatifs à l'ouverture des Détroits au commerce de toutes les nations, après avoir pris connaissance des propositions des Puissances alliées, dans la séance du 8 décembre, admit le principe de l'ouverture des Détroits aux navires de commerce et aux bâtiments de guerre. En acceptant le principe de l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles à la marine militaire, le premier délégué turc demanda l'introduction dans le projet des Puissances invitantes des modifications suivantes :

1° La garantie contre toute attaque, soit par terre, soit par mer, dirigée contre les Détroits, la mer de Marmara et la cité de Constantinople ;

2° La limitation du passage des Détroits par les bâtiments légers ;

3° L'exclusion des deux rives du Bosphore de la zone démilitarisée ;

4° L'exclusion de la mer de Marmara de l'expression « Détroits » ;

5° L'admission du mouvement des troupes entre les deux rives démilitarisées des Détroits ;

(1) Ministère français des Affaires étrangères, *Documents dipl.*, t. I, p. 128-131.

6° La possibilité pour la Turquie d'entretenir dans les Détroits des arsenaux et autres installations maritimes ;

7° La diminution des limites des zones démilitarisées, jugées par la délégation turque trop larges ;

8° La reconnaissance de la souveraineté turque sur trois îles situées au large des Dardanelles, à savoir Ténédos, Imbros et Samothrace et la déclaration de l'autonomie de l'île de Lemnos ;

9° Le droit de disposer d'un minimum de moyens de défense dans la presqu'île de Gallipoli (1).

Dans la séance du 4 décembre, M. Tchitcherine, président des délégations de la Russie, de l'Ukraine et de la Géorgie, demanda la liberté de passage à travers les Détroits, en temps de paix et en temps de guerre, pour les navires de commerce de tous les pays sans distinction et la fermeture du Bosphore et des Dardanelles, en temps de paix et en temps de guerre, aux navires de guerre ainsi qu'aux forces aériennes de tous les pays à l'exception de la Turquie.

M. Tchitcherine se prononça également pour le droit de la Turquie de fortifier les rives des Détroits et d'entretenir dans cette région telles forces navales et militaires et tel matériel de guerre qu'elle le désirerait (2).

M. Duca, le premier délégué roumain, dans la première séance de la commission, après avoir indiqué que la Roumanie n'avait accès qu'à la mer Noire, qu'elle exportait par cette mer une partie considérable de ses matières premières, que le Danube qui, depuis longtemps, est soumis à un régime international, se jette dans la mer Noire, proposa :

1° Que les Détroits fussent libres en tout temps tant pour les navires de commerce que pour les bâtiments de guerre ;

2° Que les deux rives des Détroits fussent démilitarisées ;

3° Qu'une commission internationale fût instituée pour administrer les Détroits (3).

Le point de vue des Puissances alliées dans la question des Détroits fut soutenu par M. Child, représentant des États-Unis d'Amérique. Il insistait sur la démilitarisation qu'il considérait comme une condition nécessaire de la liberté du passage par les Détroits (4).

Les vues des Puissances alliées furent approuvées également par M. Spalaikovitch, premier délégué de la Yougo-Slavie, qui comme pays riverain du Danube, se trouve intéressée au règlement de la question des Détroits (5).

(1) Min. fr. des Af. étr., *Docum. dipl.*, t. I, p. 107-108, 133-135.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 108-110.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 110-111.

(4) *Ibid.*, t. I, p. 123-124.

(5) *Ibid.*, t. I, p. 124-125.

Les propositions des Puissances invitantes furent acceptées de même par M. Hayaschi, plénipotentiaire japonais ; M. Stamboulisky, représentant de la Bulgarie, et M. Venizelos, délégué grec (1).

Le point de vue du gouvernement russe dans la question des Détroits, sommairement exposé par M. Tchitcherine à la première séance de la commission, fut détaillé dans le contre-projet que le premier délégué russe avait déposé au secrétariat de la Conférence le 18 décembre. Le projet russe comportant 22 articles et une déclaration et considérant la mer Noire comme une mer fermée des États riverains, dans son article 3, proclamait la pleine liberté de passage par les Détroits, en temps de paix, des bâtiments de commerce et aéronefs non militaires sans distinction de pavillon. Le projet en question, dans son article 4, réclamait la fermeture des Détroits, en temps de paix, aux bâtiments de guerre de toutes les puissances. L'article 6 reconnaissait à la Turquie le droit « dans les cas absolument exceptionnels » d'autoriser le passage par les Détroits, dans les deux directions, des bâtiments de guerre légers, submersibles exclus, sans distinction de pavillon.

En vertu de l'article 9, en temps de guerre, la Turquie étant neutre, les navires et aéronefs de commerce devaient avoir le droit de traverser les Détroits, mais la Turquie, conformément aux règles du droit international, pouvait les contrôler en vue de remplir ses obligations et de sauvegarder ses droits de neutralité. En temps de guerre, la Turquie étant neutre devait avoir le droit dans les cas exceptionnels d'autoriser le passage par les Détroits de bâtiments militaires neutres ne dépassant pas 6.000 tonnes avec une artillerie ne dépassant pas 15 centimètres, les submersibles exclus (art. 11).

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les bâtiments et aéronefs de commerce des puissances neutres devaient avoir le droit de traverser les Détroits. Mais la Turquie, comme belligérante, conformément aux principes du droit international, devait avoir le droit de visiter les bâtiments de commerce passant par les Détroits et les aéronefs de commerce les survolant (art. 12). En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, pouvait dans des cas exceptionnels autoriser le passage par les Détroits de bâtiments de guerre neutres légers, les submersibles exclus (art. 14). En vertu de l'article 16 du contre-projet russe, la Turquie devait avoir le droit d'entretenir sans aucune restriction, dans la zone des Détroits, des forces militaires et navales, les submersibles compris, et des forces aériennes, d'édifier des fortifications permanentes et des installations d'artillerie de tout calibre.

(1) Min. fr. des Aff. étr., *Doc. dipl.*, t. I, p. 139, 140, 143, 144.

L'article 17 du projet prévoyait la constitution d'une commission se composant d'un représentant de chaque État riverain de la mer Noire et d'un représentant de chacun des États suivants : Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon. Cette commission devait être chargée du contrôle de la navigation pacifique sans porter atteinte à la souveraineté turque.

L'article 21 reconnaissait la mer Noire comme une mer close des puissances riveraines. D'après l'article 22, le règlement proposé par la délégation russe devait rester en vigueur pendant une durée de dix ans.

Dans la déclaration additionnelle, la délégation russe, ukrainienne et géorgienne déclarait que, dans le cas où son projet de règlement de la question des Détroits serait adopté par les puissances, la Russie, l'Ukraine et la Géorgie s'engageaient à proposer aux gouvernements des puissances riveraines de la mer Noire la convocation d'une conférence en vue de l'adoption de garanties réciproques pour la sécurité efficace de leurs côtes (1).

L'accord sur la question des Détroits entre la Turquie et les autres puissances, sauf la Russie, l'Ukraine et la Géorgie, étant intervenu le 1^{er} février, la convention des Détroits, à cause de la résistance turque sur les clauses économiques et la question de Mossoul, ne fut signée que le 24 juillet 1923, par les plénipotentiaires de la France, de l'Empire britannique, de l'Italie, du Japon, de la Turquie, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la Roumanie, de la Yougoslavie, de la Grèce et de la Bulgarie.

D'après cette convention, qui constitue le régime actuel des Détroits, les navires de commerce, y compris les navires-hôpitaux, yachts et bateaux de pêche, ainsi que les aéronefs non militaires, en temps de paix, ont la complète liberté de passage et de navigation, sans aucune formalité, taxe ni charge quelconques. Le gouvernement turc a le droit de percevoir des droits pour services directement rendus, tels que taxes de pilotage, phares, remorquage et autres de même nature ; pour faciliter la perception de ces droits, les navires de commerce franchissant les Détroits doivent signaler aux postes indiqués par le gouvernement turc, leur nom, leur nationalité, leur tonnage et leur destination. Les navires de commerce traversant les Détroits sont soumis également aux règlements sanitaires internationaux (2).

La liberté de passage et de navigation pour les navires de commerce et aéronefs non militaires est complète en temps de guerre, la Turquie étant neutre. En temps de guerre, la Turquie restant

(1) Min. fr. des Affaires étr., *Docum. dipl.*, t. I, p. 207-210.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 85.

neutre, ne peut prendre aucune mesure susceptible d'entraver la navigation dans les Détroits dont les eaux et l'atmosphère doivent rester entièrement libres (1).

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, la liberté de navigation s'applique aux navires et aux aéronefs non militaires neutres, si lesdits navires ou aéronefs n'assistent pas l'ennemi en transportant de la contrebande, des troupes et des ressortissants ennemis. La Turquie étant belligérante, a le droit de visiter lesdits navires et aéronefs. En ce qui concerne les navires de commerce ennemis et les aéronefs non militaires ennemis, la Turquie peut appliquer à ces navires et aéronefs les mesures admises par le droit international. Par conséquent, elle a le droit d'interdire l'entrée aux navires de commerce et aéronefs non militaires ennemis dans les eaux ou les airs des Détroits (2).

En ce qui concerne les bâtiments de guerre, y compris les navires auxiliaires, les transports de troupes, les bâtiments porte-avions et aéronefs militaires, ceux-ci, en temps de paix, ont la complète liberté de passage quel que soit leur pavillon sans aucune formalité, taxe ni charge quelconques sous les réserves ci-après concernant le total des forces. La force maxima qu'une puissance peut faire passer par les Détroits à destination de la mer Noire ne peut pas dépasser celle de la flotte la plus forte appartenant aux puissances riveraines de la mer Noire et existant dans cette mer au moment du passage ; toutefois, les puissances non riveraines se réservent le droit d'envoyer dans la mer Noire, en tout temps et en toute circonstance, une force n'excédant pas trois bâtiments dont aucun ne peut excéder dix mille tonnes. Pour permettre l'observation de la règle indiquée, la Commission des Détroits, prévue à l'article 10, doit demander à chaque puissance riveraine de la mer Noire, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année, le nombre et le type des bâtiments de guerre et aéronefs navals qu'elle possède dans la mer Noire. La Commission des Détroits a à informer les puissances intéressées du nombre et du type d'unités que comprend la force la plus forte dans la mer Noire ; en outre, tout changement résultant soit de l'entrée dans la mer Noire, soit de la sortie de cette mer d'un bâtiment appartenant à ladite force, doit être immédiatement porté à la connaissance des puissances intéressées (3).

En temps de guerre, la Turquie étant neutre, le passage des navires de guerre et aéronefs par les Détroits est libre, quel que soit leur pavillon et sans aucune formalité, taxes et charges quelconques avec les limitations prévues pour leur passage en temps de paix. Toutefois, ces limitations ne sont pas applicables aux

(1) Min. fr. des Aff. étr. *Doc. dipl.*, t. II, p. 85.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 85

(3) *Ibid.*, t. II, p. 86.

puissances belligérantes au préjudice de leurs droits de belligérants dans la mer Noire. La convention en question interdit aux bâtiments de guerre et aéronefs militaires des belligérants de procéder à aucune capture, d'exercer le droit de visite, et de se livrer à aucun autre acte d'hostilité dans les Détroits.

En ce qui concerne le ravitaillement et les réparations, les bâtiments de guerre sont régis par les dispositions de la convention 13 de La Haye, 1907, concernant la neutralité maritime. Étant donné l'absence d'une convention internationale établissant les règles de neutralité pour les aéronefs, la Convention de Lausanne applique aux aéronefs militaires, à titre provisoire, en attendant une convention spéciale, les dispositions de la convention 13 de la seconde Conférence de La Haye (1).

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les bâtiments de guerre neutres ont la liberté de passage sous les limitations prévues pour le passage en temps de paix ou en temps de guerre, la Turquie étant neutre. En temps de guerre, la Turquie, étant belligérante, peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher les bâtiments et aéronefs ennemis d'utiliser les eaux et les airs des Détroits (2).

D'après l'article 2, § 3 de la Convention, les sous-marins des puissances en état de paix avec la Turquie ne doivent traverser les Détroits qu'en surface. En vertu du même article, le commandant d'une force navale venant soit de la mer Noire, soit de la Méditerranée doit communiquer à l'entrée des Dardanelles ou du Bosphore le nombre et le nom des bâtiments sous ses ordres. Les aéronefs militaires et non militaires ont le droit de survoler une bande de territoire de cinq kilomètres au-dessus de chaque côté des parties resserrées des Détroits. Ils ont la faculté, en cas de panne, d'atterrir sur le littoral ou d'amerrir dans les eaux territoriales de la Turquie (3).

L'article 2, § 4 de la Convention de Lausanne, comporte certaines règles limitant la durée du passage des bâtiments de guerre. En vertu dudit paragraphe, les bâtiments de guerre en transit dans les Détroits ne devront, sauf en cas d'avaries et de fortune de mer, y séjourner au delà du temps nécessaire pour effectuer leur passage, y compris la durée du mouillage pendant la nuit, si la sécurité de la navigation l'exige.

En vertu de l'article 2, § 5, la Turquie et les puissances riveraines de la mer Noire ont le droit d'édicter en toute liberté les règlements relatifs au nombre des bâtiments de guerre et aéronefs militaires d'une puissance qui pourront visiter simultanément

(1) Min. fr. des Affaires étr., t. II, p. 86.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 86.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 87.

ment leurs ports, leurs aérodromes, ainsi que la durée de leur séjour (1).

En vue d'assurer la liberté de passage et de navigation dans les Détroits, la Convention de Lausanne établit le principe de démilitarisation des eaux et des rives des Dardanelles, du Bosphore et de la mer de Marmara ainsi que des îles qui s'y trouvent et qui les avoisinent.

Sont démilitarisées les zones et les îles désignées ci-après :

1° Les deux rives du détroit des Dardanelles et du détroit du Bosphore sur l'étendue des zones délimitées ci-dessous : Dardanelles : au Nord-Ouest, la presqu'île de Gallipoli et la région au Sud-Est d'une ligne partant d'un point du golfe de Xères, situé à 4 kilomètres Nord-Est de Bakla-Burnu, aboutissant sur la mer de Marmara, à Zumbaghi et passant au Sud de Kavak, cette localité exclue.

Bosphore (sans préjudice du régime particulier de Constantinople).

Au Sud-Est : la région comprise entre la côte et une ligne tracée à 20 kilomètres de la côte, partant du cap Eski-Stamboul en face de Ténédos et aboutissant sur la mer de Marmara en un point de la côte situé immédiatement au nord de Karabigha.

A l'Est, zone s'étendant jusqu'à une ligne tracée à 15 kilomètres de la côte orientale du Bosphore.

A l'Ouest, zone s'étendant jusqu'à une ligne tracée à 15 kilomètres de la côte occidentale du Bosphore.

2° Toutes les îles de la mer de Marmara sauf l'île d'Amir-Ali-Adasi ;

3° Dans la mer Egée, les îles de Samothrace, Lemnos, Imbros, Ténédos et des îles aux Lapines (art. 4) (2).

La Convention prévoyait la création d'une commission composée de quatre membres nommés par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Turquie, qui devait se réunir dans les quinze jours après la mise en vigueur de la Convention du 24 juillet 1923 pour fixer sur place les limites des zones prévues à l'article 4.

En vertu de l'article 6 de la Convention, dans les zones et îles démilitarisées, la Turquie et la Grèce ne peuvent posséder aucune fortification, aucune installation permanente d'artillerie, ni aucune base navale, ni aucune installation d'aéronautique militaire. Aucune force armée ne doit y stationner en dehors des forces de gendarmerie nécessaires pour le maintien de l'ordre. La Turquie a le droit de faire passer en transit ses forces armées dans les zones et îles démilitarisées turques. La flotte turque a le droit de mouiller dans les eaux des Détroits. Les aéro-

(1) Min. fr. des Affaires étr., *Docum. dipl.*, t. II, p. 87.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 87-88.

nefs tures ont la possibilité de survoler les eaux des Détroits et les zones démilitarisées et y atterrir ou amerrir.

A Constantinople et dans ses environs immédiats, la Turquie a le droit de tenir une garnison de 12.000 hommes. Elle peut, de même, maintenir un arsenal et une base navale.

L'article 10 de la Convention de Lausanne prévoit la constitution d'une commission internationale portant le titre de « Commission des Détroits ». Elle se compose des représentants de la Turquie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, de la Roumanie, de la Yougo-Slavie, de la Grèce et de la Bulgarie. Le même droit, après leur adhésion à la convention de Lausanne, est réservé aux États-Unis, à la Russie et autres États indépendants riverains de la mer Noire (art. 12). La Commission est chargée d'assurer l'observation des dispositions concernant le passage des bâtiments de guerre et aéronefs militaires (art. 14).

La Commission des Détroits exerce sa mission sous les auspices de la Société des Nations, à laquelle elle adresse chaque année un rapport rendant compte de l'accomplissement de sa mission et fournissant, par ailleurs, tous renseignements utiles au point de vue du commerce et de la navigation (art. 15).

L'article 18 prévoit des sanctions pour le cas de violation des dispositions sur la liberté de passage. Au cas où une attaque inopinée, ou un acte de guerre, ou quelque menace de guerre met en péril la liberté de navigation par les Détroits ou la sécurité des zones démilitarisées, les puissances signataires et, dans tous les cas, la France, l'Angleterre, l'Italie et le Japon devront s'y opposer par tous les moyens que le Conseil de la Société des Nations décidera à cet effet (1).

(1) Min. fr. des Affaires élr., *Docum. dipl.*, t. II, p. 91.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Comme nous l'avons indiqué au chapitre premier de cette étude l'expansion de la Russie vers les Détroits remonte à l'époque de la fondation de l'Etat russe. Nous y avons vu que depuis l'existence politique de la Russie jusqu'à la chute de l'Empire d'Orient, les princes russes organisèrent une série d'expéditions contre Constantinople. Bien que le pillage était le principe directeur de toutes ces entreprises, nous y constatons certaines tendances d'ordre politique et des visées de caractère économique. Nous y avons vu qu'au x^e siècle, après avoir occupé le royaume bulgare, le prince russe Sviatoslav voulait créer un vaste empire slave allant de la Baltique jusqu'à la mer Egée et se composant des divers groupes de la race slave. Il voulait même conquérir Constantinople et en chasser les Grecs en Asie Mineure. De même dans les traités conclus entre l'Empire byzantin et les princes russes, nous constatons un certain nombre de clauses d'ordre purement économique. Mais, malgré ces faibles tendances, soit politiques, soit économiques, le pillage doit être considéré comme le but suprême de toutes ces expéditions. Il est évident que la situation géographique de la Russie d'alors, sa position stratégique, ses progrès économiques et son état culturel ne justifiaient point son établissement sur les Détroits et son contact politique et commercial avec les Etats occidentaux et les pays orientaux.

La chute de l'Empire d'Orient, survenue en 1453, a exercé la plus grande influence sur la politique de la Russie dans la Question d'Orient. Dès la prise de Constantinople par les Turcs, les princes russes eurent conscience que la mission des Empereurs d'Orient envers les Orthodoxes passait entre leurs mains et que la Russie devait se considérer comme la continuatrice de l'Empire byzantin. Les princes russes, se considérant comme les héritiers des Empereurs d'Orient, voulaient conquérir Constantinople pour libérer la population chrétienne de la domination turque et restituer Sainte-Sophie à l'orthodoxie, mais, étant occupés par des guerres presque constantes avec leurs belliqueux

voisins, les princes russes, tout en conservant « leurs droits au trône de Byzance » furent obligés d'adopter une politique pacifique à l'égard de la Turquie. Ainsi, à cette époque allant de la chute de l'Empire d'Orient jusqu'à l'avènement de Pierre-le-Grand, les prétentions de la Russie sur Constantinople et les Détroits ne sont motivées que par des considérations exclusivement religieuses. A cette époque, la Russie ne vise pas à l'accès à la mer libre. La délivrance des Chrétiens de la domination turque et le rétablissement de la croix sur la basilique de Sainte-Sophie, tels étaient les mobiles du mouvement de la Russie vers le Bosphore et les Dardanelles.

La question des Détroits, comme voies de communication entre les possessions méridionales de la Russie et la mer libre, ne fut posée que sous Pierre-le-Grand. Après avoir conquis le littoral de la mer d'Azov et créé une flotte de guerre, Pierre-le-Grand demanda à la Turquie l'admission de sa marine dans la mer Noire et le droit de passage pour les navires de commerce russes par les Détroits. La Turquie, considérant la mer Noire comme une mer intérieure turque, refusa catégoriquement l'admission de la navigation russe dans ladite mer et les Détroits. Le Traité de Belgrade de 1739 interdit à la navigation commerciale russe non seulement la mer Noire, mais, aussi la mer d'Azov. Pour leur commerce dans la mer Noire et dans celle d'Azov, les Russes devaient se servir des navires appartenant aux sujets ottomans.

Le Traité de Koutchouk-Kaïnardji de 1774 permit à la flotte de commerce russe la navigation dans la mer Noire et le passage par le Bosphore et les Dardanelles.

Le traité d'alliance conclu entre la Turquie et la Russie en 1799, accorda à la flotte de guerre russe le droit de passage par les Détroits.

L'acte de 1805 ayant reconnu la mer Noire comme une mer fermée, engagea la Turquie à faciliter le passage de la marine de guerre russe par les Détroits. La mer Noire fut fermée aux bâtiments de guerre des puissances étrangères.

Par le traité de 1809, la Turquie s'engagea à fermer les Détroits en temps de paix aux vaisseaux de guerre des puissances étrangères sans distinction de pavillon.

Le Traité d'Andrinople de 1829 établit d'une manière définitive le droit de libre passage des navires de commerce russes à travers les Détroits. L'acte en question obligea la Turquie à fermer le Bosphore et les Détroits aux vaisseaux de guerre des puissances étrangères.

Le célèbre Traité d'Unkiar-Skélessi de 1833 mit la Turquie dans l'obligation d'interdire les eaux des Détroits aux navires de guerre des puissances étrangères et de les ouvrir aux navires

de guerre russes. La mer Noire fut reconnue ainsi une cour intérieure de la Russie, les Détroits la porte de cette maison et le Sultan son portier.

La Convention de Londres, ayant annulé l'acte de 1833, rétablit l'ancienne règle de l'Empire ottoman en vertu de laquelle il a été défendu aux bâtiments de guerre étrangers d'entrer dans les Détroits. La Turquie étant belligérante se réservait le droit d'ouvrir le Bosphore et les Dardanelles aux navires de guerre des puissances étrangères.

La tentative de la Russie de rétablir son influence, compromise par le traité de 1841, provoqua la crise de 1853.

La Russie ayant été battue, le Traité de Paris démilitarisa les eaux et les rives de la mer Noire.

Profitant de circonstances éminemment favorables, la Russie par l'acte unilatéral du 31 octobre 1870 se déclara déliée des clauses restrictives du traité de 1856.

Etant placées devant le fait accompli, les grandes puissances par l'Acte de Londres du 13 mai 1871 sanctionnèrent la déclaration russe du 31 octobre.

La Convention de Londres voulant garantir la Turquie contre l'attaque éventuelle de l'Empire russe, accorda au Sultan le droit d'ouvrir les Détroits en temps de paix aux navires de guerre des puissances amies et alliées.

Le Traité de Berlin de 1878, dans son article 63, confirma purement et simplement les stipulations des actes de 1856 et 1871 relatives aux Détroits.

L'entrée de la Turquie en guerre aux côtés des puissances germaniques posa de nouveau la question des Détroits. L'accord franco-anglo-russe de 1915 promit à la Russie les Détroits et Constantinople.

La révolution russe d'octobre 1917 renonça aux « droits historiques » de la Russie sur le Bosphore et les Dardanelles.

Le traité de paix conclu à Sèvres, le 10 août 1920, entre les Puissances alliées et associées, d'une part, et le gouvernement de Constantinople, d'autre part, sans la participation de la Russie, adopta le principe de l'ouverture des Détroits aux bâtiments de guerre et navires de commerce sans distinction de pavillon. Le Traité de Sèvres, ayant été rejeté par la représentation nationale d'Angora, était devenu lettre morte.

A la Conférence de Lausanne réunie pour rétablir la paix dans le Proche-Orient, la Russie se prononça contre l'ouverture des Détroits aux bâtiments de guerre des puissances sauf la Turquie.

La thèse russe ayant été repoussée, la Conférence de Lausanne décida d'ouvrir les eaux et les airs des Détroits aux navires et aéronefs de commerce ainsi qu'aux bâtiments et aéronefs de

guerre sans distinction de pavillon. Elle décida également de démilitariser les deux rives des Détroits et créa une commission spéciale chargée d'assurer l'observation des dispositions concernant le passage à travers les Détroits des bâtiments de guerre et aéronefs militaires.

Telles furent les diverses phases de la politique de la Russie dans la question des Détroits depuis ses origines jusqu'à nos jours, politique qui devant la résistance du peuple turc et la ferme résolution des puissances occidentales de ne pas admettre l'établissement de la Russie sur les rives du Bosphore et des Dardanelles, s'efforçait d'imposer à la Turquie la fermeture des Détroits aux bâtiments de guerre des puissances étrangères et leur ouverture à la marine de guerre russe.

La Russie doit abandonner à jamais sa politique de conquête et de domination. Elle doit renoncer à ses « droits historiques ». Elle ne doit pas oublier que les tentatives de réaliser ses prétentions sur les Détroits et Constantinople ont provoqué le désastre de Sébastopol et la catastrophe de 1917. Elle doit se rendre compte que le mariage d'un prince russe avec une princesse grecque ne suffit pas pour créer un titre à la succession de l'Empire d'Orient.

Elle ne doit pas ignorer ce fait qu'André Paléologue, le seul légitime héritier de la couronne de Byzance, a vendu ses droits au trône des Empereurs d'Orient à Ferdinand-le-Catholique et à Isabelle de Castille. De même, les prétentions de la Russie sur les Détroits et Constantinople ne peuvent nullement se justifier par l'aigle à deux têtes que la Russie avait adopté après la chute de l'Empire d'Orient et ajouté à ses armes nationales.

Nous considérons la transformation de Sainte-Sophie en mosquée comme une des plus graves fautes qui aient été commises depuis l'arrivée des Turcs en Europe jusqu'à la chute de l'Empire califal.

Mais, il faut reconnaître que cette transformation, effectuée au milieu du xv^e siècle, est couverte par la force majeure du temps. Puis, l'histoire générale nous fournit une série d'exemples de transformation de mosquées en églises chrétiennes.

La Russie n'a plus à réclamer le retour de Sainte-Sophie au culte orthodoxe.

Il ne faut pas perdre de vue que la Russie est un pays du nord ; elle y fut fondée et y a reçu sa formation définitive. Le centre de gravitation de la puissance russe doit rester dans l'Europe orientale. Les destinées et le champ d'activité de la Russie se trouvent placés dans les immenses plaines sibériennes.

Devenue avec la conquête des Détroits et de Constantinople un empire méditerranéen, la Russie devra nécessairement participer

à toutes les querelles européennes et exposer son sort à tous les risques et périls que cette situation comporte.

La Russie devenue aujourd'hui l'Union soviétique est un vaste pays continental se composant d'une infinité de races, de langues, de religions et de civilisations et dotée d'immenses richesses naturelles. La Russie n'a pas besoin de nouvelles conquêtes. Elle doit s'occuper du développement de ses ressources naturelles et de la consolidation des forces morales et intellectuelles de ses habitants. La Russie doit comprendre que la Turquie d'aujourd'hui n'est plus la Turquie d'hier et que dans les limites de l'ancien empire russe, il y a plusieurs millions de personnes qui, étant liées au peuple turc par la communauté du sang, de la langue et de la religion, ne peuvent pas rester indifférentes au sort de l'État turc.

La Russie doit renoncer également au régime du Traité d'Unkiar-Skélessi portant la fermeture des Détroits aux navires de guerre étrangers et leur ouverture à la marine militaire russe. La mer Noire, dont seulement une partie appartient à la Russie, n'est pas un lac russe. Le régime mixte de 1833, créant une situation stratégique éminemment avantageuse pour la Russie, n'est pas compatible avec la sécurité des autres puissances riveraines ou non de la mer Noire.

Il est difficile de baser le statut juridique du Bosphore et des Dardanelles sur les règles abstraites du droit international, la mer Noire ne pouvant être considérée ni comme une mer fermée ni comme une mer ouverte, proprement dite. La mer Noire n'est pas une mer fermée car, n'étant pas entièrement enclavée, elle communique avec la mer libre, baigne les possessions des différents États et reçoit le Danube qui dans sa partie navigable arrose ou traverse plusieurs pays.

La mer Noire n'est pas également une mer ouverte proprement dite, car son entrée est tellement resserrée que la pénétration dans cette mer est impossible sans violer la sécurité des rives du Bosphore et des Dardanelles et s'exposer au feu de l'artillerie des côtes. Il est difficile de trouver une solution équitable et juste de la question des Détroits.

Il est difficile de trouver une formule capable de concilier les thèses contradictoires.

Il est impossible de proposer un règlement valable pour tous les temps, respectant tous les droits légitimes et donnant satisfaction à tous les intérêts en cause. A l'heure actuelle, la Russie, dont les forces navales de la mer Noire sont presque complètement détruites, est intéressée au rétablissement de l'ancienne règle de la fermeture des Détroits aux bâtiments de guerre.

Le rétablissement du système de la clôture du Bosphore et des Dardanelles à la marine militaire présente une garantie réelle

pour la sûreté des frontières méridionales de l'Union soviétique.

Quelle est l'attitude de la Turquie ? Toujours la même : l'ouverture des Détroits à la navigation pacifique et leur fermeture aux navires de guerre des puissances étrangères. L'ouverture du Bosphore et des Dardanelles aux vaisseaux de guerre est manifestement incompatible avec la sécurité des frontières maritimes de la Turquie et la sûreté de Constantinople. La Turquie doit solliciter le rétablissement de ce système si elle veut rester sur les bords des Détroits.

Il est difficile de méconnaître que la fermeture des Détroits donnera à la Russie une position exceptionnellement avantageuse dans la mer Noire et mettra les autres puissances riveraines à la merci de la flotte moscovite. C'est ainsi que la Roumanie et la Bulgarie, Etats riverains de la mer Noire, exigent l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles aux navires de guerre des puissances non riveraines de la mer Noire.

Les grandes puissances occidentales qui étaient toujours opposées à l'ouverture des Détroits aux navires de guerre, aujourd'hui à cause de la disparition presque complète de la marine militaire russe dans la mer Noire, soutiennent le principe de l'ouverture du Bosphore et des Dardanelles aux navires de guerre de toutes les puissances riveraines ou non de la mer Noire.

Telles sont les exigences et les propositions contradictoires des puissances intéressées.

Le droit de chaque peuple de se défendre est certain et absolu. La Turquie, en conséquence, peut prendre toutes les mesures qu'exige sa sécurité. Elle doit avoir le droit de fortifier les rives des Détroits.

La démilitarisation du Bosphore et des Dardanelles facilite l'agression éventuelle des escadres ennemies contre les côtes turques et Constantinople.

Les Détroits, qui constituent une voie internationale, doivent rester ouverts en temps de paix et en temps de guerre à la navigation pacifique de toutes les puissances. C'est le droit de commerce que possèdent les Etats.

Le passage des Détroits par les navires de guerre doit être interdit. Cette interdiction facilitera grandement la limitation des armements navals dans la région de la mer Noire.

La Turquie doit prendre l'engagement d'ouvrir les Détroits aux forces navales et aériennes agissant au nom de la Société des Nations qui doit être démocratisée, émancipée de certaines influences nuisibles, libérée des représentants des colonies anglaises et généralisée par l'admission des peuples actuellement en dehors de l'organisation de Genève. La réorganisation de la Ligue des Nations est nécessaire pour la consolidation de son

autorité et indispensable à la paix du monde. L'ouverture des Détroits à la marine militaire et aux aéronefs de guerre agissant au nom de la communauté internationale, et sur son ordre formel, empêchera la domination d'une puissance et donnera satisfaction aux légitimes inquiétudes des États riverains de la mer Noire.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE DU SUJET

- ALBIN (P.), *Les Grands Traités politiques depuis 1815 jusqu'à nos jours*, Paris, 1911.
- Archives Diplomatiques*, t. III, Paris, juillet-septembre 1873.
- AULNEAU, *La Turquie et la guerre*, Paris, 1915.
- BLUNTCHLI, *Le Droit international codifié*, 5^e éd., Paris, 1895.
- BONFILS (H.), *Manuel de droit international public*, 3^e éd., Paris, 1901.
- DASCOVICI, *La Question du Bosphore et des Dardanelles*, Genève, 1915.
- DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe depuis l'ouverture du Congrès de Vienne jusqu'à la clôture du Congrès de Berlin*, 2 vol., Paris, 1891.
- DE CLERCQ, *Recueil des Traités de la France*, Paris, 1864.
- DESCAMP et RENAULT, *Recueil international des traités du XIX^e siècle*, Paris, 1914.
- DE TESTA, *Recueil des Traités de la Porte ottomane avec les Puissances étrangères*, Paris, 1864-1895.
- DJEVDET, *Histoire de Turquie en (turc)*, Constantinople, 1891.
- DJUVARA, *Cent projets de partage de la Turquie*, Paris, 1914.
- DOBROV, *Les Slaves du Sud, la Turquie et la rivalité des puissances européennes* (en russe), Saint-Petersbourg, 1879.
- DRIAULT, *La Question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1898.
- FRADIER FODÉRÉ, *Traité de droit international public*, Paris, 1885.
- GIGAREV, *La Politique russe dans la Question d'Orient* (en russe), 2 vol., Moscou, 1896. L'analyse de ce travail se trouve dans la « Bibliothèque Universelle et Revue suisse », Lausanne, 1897, t. VIII (octobre-décembre).
- GORIAINOF, *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910.
- HAMMER, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, traduite par Hellert, Paris, 1835-1845.
- HOSHILLER (Max), *La Russie sur le chemin de Byzance*, « Revue de Paris », 1-15 août 1915.
- JOMINI (A. de), *Etude diplomatique sur la guerre de Crimée*, Paris, 1874.
- KARAMZIN, *Histoire de l'Empire de Russie* (en russe), traduite par Saint-Thomas et Jauffret, Paris, 1819-1826, 8 vol.
- KARPOV, *Les monuments des Relations diplomatiques du gouvernement moscovite avec la Turquie* (en russe), dans le « Recueil de la Société Historique russe », Saint-Petersbourg, 1884-1895.

- KOMAROVSKY (comte de), *La Question d'Orient*, dans la « Revue Générale de Droit International Public », Paris, 1896.
- LALOUY (Emile), *Les Documents secrets des archives du ministère des Affaires étrangères de Russie*, Paris, 1919.
- LAVALLEE, *Histoire de la Turquie*, 2 vol., Paris, 1859.
- LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire Générale du 1^{er} siècle à nos jours*. Paris.
- LEVESQUE, *Histoire de Russie*, Paris, 1812.
- LOZÉ, *La Question des Détroits*, Paris, 1908.
- MACEY, *Statut international des Détroits*, Paris, 1912.
- MANDELSTAM, *Le Sort de l'Empire ottoman*, Lausanne, 1917.
- MARTENS (Fr. de), *Etude historique sur la politique russe dans la Question d'Orient*, dans la « Revue de Droit International et de Législation comparée », Paris, 1877.
- MARTENS (G.-F. de), *Nouveau Recueil des Traités*, Goettingue, 1791-1801.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FRANCE, *Documents diplomatiques relatifs à la Conférence de Lausanne*, 2 vol., Paris, 1923.
- MISCHEF, *La mer Noire et les Détroits de Constantinople*, Paris, 1899.
- MORGENTHAU, *Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau*, Paris, 1919.
- MOURAVIEV, *Les Russes sur le Bosphore en 1833* (en russe), Moscou, 1869.
- MURHARD, *Nouveau Recueil général des Traités*, Goettingue, 1843-1854.
- NORADOUNGHIAN (Gabriel-Effendi), *Recueil d'actes internationaux de l'Empire ottoman*, 4 vol., Paris, 1897-1903. Observations générales présentées par la délégation ottomane à la Conférence de paix, Paris, 1920.
- OULIANITZKI, *Les Dardanelles, le Bosphore et la mer Noire au XVIII^e siècle* (en russe), publié dans le « Recueil des Archives de Moscou », 2^e et 3^e fascicules, Moscou, 1881-1883.
- PALÉOLOGUE (Maurice), *La Russie des tsars*, Paris, 1922.
- PINON (René), *La mer Noire et la question des Détroits*, dans la « Revue des Deux-Mondes », Paris, septembre-octobre 1905.
- PISANI, *L'expédition russo-turque aux îles Ioniennes*, dans la « Revue d'Histoire diplomatique », Paris, 1888.
- RAMBAUD, *Histoire de la Russie*, Paris, 1914.
- Recueil des documents secrets provenant de l'ancien ministère russe des Affaires étrangères* (en russe), Saint-Petersbourg, 1917.
- SEIDAMET, *La Crimée*, Lausanne, 1921.
- SKUPIEVSKY, *La Doctrine panslaviste*, d'après Danilevsky, Bucarest, 1890.
- SOKOLNICKI (M.), *Le Testament de Pierre-le-Grand*, « Revue des Sciences politiques », t. XXVII, janvier-février 1912.
- SOLOVIEV, *Histoire de la Russie* (en russe), 29 vol., Moscou, 1877-1885.
- SOREL (Albert), *La Question d'Orient au XVIII^e siècle*, Paris, 1878.
- TRIEPEL (H.), *Nouveau Recueil général de Traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international*, Leipzig, 1908-1923.
- VANDAL (Albert), *Une Ambassade française en Orient sous Louis XV, la mission du marquis de Villeneuve*, Paris, 1887.
- ZINKEISEN, *Geschichte des Osmanischen Reiches in Europa*, Gotha, 1857.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	VII
--------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

Les expéditions des princes russes contre Constantinople depuis la fondation de l'état russe jusqu'à la chute de l'Empire d'Orient	11
---	----

L'expédition d'Askold et Dir. — La légende grecque sur l'échec de cette expédition. — La marche d'Oleg sur Constantinople. — Le succès de cette entreprise. — Le traité de paix entre la Russie et l'Empire byzantin. — La première expédition d'Igor contre Constantinople. — Son échec. — La seconde expédition d'Ignor. — Son interruption. — Le traité de paix et d'amitié de 945. — L'alliance gréco-russe et la première expédition du prince Sviatoslav en Bulgarie. — La seconde expédition de Sviatoslav dans les Balkans. — L'ultimatum grec et la guerre entre la Russie et l'Empire d'Orient. — Le passage des Balkans et la marche de l'armée russe sur Constantinople. — Le projet de Sviatoslav de créer un vaste empire slave. — La défaite de l'armée russe et la paix entre la Russie et l'Empire grec. — La dernière expédition russe contre Constantinople sous le prince Jaroslav. — Le principe directeur des expéditions russes contre Constantinople. — Leur importance politique et économique.

CHAPITRE II

La chute de l'Empire d'Orient et le rêve de la mission historique de la Russie	49
---	----

La conquête de Constantinople et l'établissement des Turcs sur les rives des Détroits et de la mer Noire. — La chute de l'Empire d'Orient et l'opinion russe. — Le mariage de la princesse Sophie Paléologue avec Jean III de Russie. — L'adoption, par la Russie, des armes de l'Empire d'Orient. — La question de l'héritage de Byzance. — L'établissement de relations diplomatiques entre la Russie et la Turquie sous Jean III. — Les tentatives du grand prince russe Vasili Ivanovitch de conclure avec la Turquie un traité d'alliance. — Les intrigues de l'empereur d'Allemagne Maximilien et du pape Léon X. — Aggravation des rapports diplomatiques entre la Russie et la Turquie sous Jean IV. — Le projet d'éloignement de la Turquie de

Constantinople. — L'établissement des relations directes entre la Russie et les sujets chrétiens du Sultan. — L'impossibilité pour Jean IV de rompre avec la Turquie. — Le maintien de bons rapports entre la Turquie et la Russie sous Féodor Ivanovitch. — La politique de Boris Godounov. — La saisie d'Azov par les Cosaques sous Michel Romanov. — Les relations diplomatiques entre la Russie et la Turquie sous Alexis Romanov. — La première guerre russo-turque et le traité de Bakhtchisarail en 1681. — L'expédition de Crimée de 1687. — Les considérations religieuses, base de la politique russe dans la question d'Orient depuis la chute de Byzance jusqu'à l'avènement de Pierre-le-Grand.

CHAPITRE III

Les tentatives infructueuses de Pierre-le-Grand d'établir les frontières méridionales de la Russie sur les bords de la Mer Noire et d'obtenir l'ouverture de cette mer et des détroits, à la navigation russe

30

Le testament de Pierre-le-Grand. — La question de l'authenticité de ce document historique. — Ses principales dispositions. — La première tentative de Pierre-le-Grand de s'établir sur la mer d'Azov (1695). — Son insuccès. — Le siège et la prise d'Azov en 1696. — La trêve de Carlovitz et l'ambassade d'Oukrainzef à Constantinople. — Le traité de paix de 1700. — Ses principales dispositions. — Le refus catégorique de la Turquie d'ouvrir la mer Noire à la navigation russe. — Les motifs juridiques et politiques de ce refus. — La mission de Galitzine à Constantinople. — La seconde guerre russo-turque. — La défaite de l'armée russe et le traité de Pruth. — L'éloignement de la Russie des bords de la mer d'Azov. — L'alliance avec l'Autriche sous la tsarine Anna Ivanovna et la guerre avec la Turquie. — La défaite de l'armée autrichienne. — La médiation de la France et la paix de Belgrade. — Les dispositions du traité de Belgrade de 1739 relatives à la question de la navigation.

CHAPITRE IV

L'établissement de la Russie sur les rives de la Mer Noire et l'ouverture des détroits à la navigation commerciale russe.

39

L'ultimatum turc, exigeant l'évacuation de la Pologne occupée par l'armée russe. — Le rejet de la réclamation turque et la déclaration de la guerre par la Turquie à la Russie. — L'occupation par l'armée russe des principautés danubiennes et de la Crimée. — La déclaration de l'indépendance de la Crimée. — La destruction de la flotte turque dans la baie de Tchessmé. — Le blocus des côtes turques. — La neutralité bienveillante de l'Angleterre et l'attitude hostile de la France à l'égard de la Russie. — La position de l'Autriche. — L'armistice de Giurgievo. — La rupture de la conférence de Foksani sur la question de Crimée. — La conférence de Bucarest. — Son échec sur la question du détroit de Kertch. — La note du 23 mai 1774. — La chute de Choumla et la menace de la marche de l'armée russe sur Constantinople. — Le traité de Koutchouk-Kaïnardji. — Ses principales dispositions. — L'ouverture de la mer

Noire et de la mer d'Azov aux bâtiments de guerre et aux navires de commerce russes par les Détroits. — Les acquisitions territoriales. — La reconnaissance à la Russie du droit de protéger les sujets orthodoxes du Sultan. — Le protectorat russe sur les principautés danubiennes. — La réunion de la Crimée à la Russie en 1783. — Le « projet grec » de démembrement de la Turquie. — L'alliance avec l'Autriche. — Les préparatifs militaires de la Russie. — La seconde guerre russo-turque. — L'attitude des puissances. — L'intervention et la défaite de l'Autriche. — Les préliminaires de Calatch et le traité de paix de Jassy.

CHAPITRE V

La question des Détroits depuis la mort de Catherine II (1796), à l'avènement de Nicolas I (1825). 47

L'amélioration des relations politiques entre la Russie et la Turquie sous Paul I. — L'occupation des îles Ioniennes. — Les préparatifs militaires et navals de la Russie contre la France. — L'expédition d'Égypte et l'alliance russo-turque. — L'entrée de la flotte russe de la mer Noire dans le Bosphore. — Les opérations de guerre des escadres russe et turque dans la mer Egée. — L'évacuation des îles Ioniennes par Napoléon I^{er} et la création de la République sept-insulaire. — Le traité russo-turque de 1799. — Le retour de la Russie à sa politique traditionnelle vis-à-vis de la Turquie. — Le mémoire du comte Rostopchine. — La politique d'Alexandre I dans la Question d'Orient. — Le rapport du comte Kotchoubey au sujet de la question turque. — Le renouvellement du traité de 1799, en 1805. — La rupture entre la Russie et la Turquie. — Le traité d'alliance franco-turc. — L'ultimatum anglais au gouvernement turc. — L'entrée de l'escadre britannique dans les Détroits. — Les traités de paix et d'alliance de Tilsit. — L'abandon de la Turquie par la France et le projet de partage de la Turquie. — Le traité anglo-turc de 1809. — Le traité de paix conclu à Bucarest, le 28 mai 1812, entre la Russie et la Turquie.

CHAPITRE VI

La question des Détroits depuis l'avènement de Nicolas I jusqu'à la guerre de Crimée. 54

L'attitude énergique de Nicolas I vis-à-vis de la Turquie. — L'intervention de la Russie dans la question grecque. — La déclaration de la guerre par la Russie à la Turquie. — L'occupation des principautés danubiennes par l'armée russe. — La traversée des Balkans et la prise d'Andrinople. — Le traité de 1828. — Ses dispositions relatives aux Détroits. — Le comité secret du prince Victor Kotchoubey. — Le mémorandum de Nesselrode. — Le mémoire de Daschkov. — Le projet de Capodistrias. — Les conclusions du comité secret. — La révolte de Méhemét-Ali-pacha. — L'appel de la Turquie aux puissances européennes. — L'envoi des troupes et de l'escadre russes dans le Bosphore. Le traité d'Unkiar-Skéléssi. — La protestation des puissances maritimes contre la conclusion de ce traité. — L'attitude de la Prusse et de l'Autriche. — La seconde révolte de Méhémet-Ali.

— L'accord de 1840, conclu en dehors de la France. — La convention de Londres du 13 juillet 1841. — Ses avantages et ses inconvénients pour la Russie.

CHAPITRE VII

La crise de 1853-1856 et le traité de Paris. 65

Les vues des milieux officiels russes sur la question turque à la veille de la guerre de Crimée. — Les entretiens de l'empereur Nicolas avec l'ambassadeur d'Angleterre sur le partage de la Turquie. — La question des Lieux-Saints. — La mission du prince Mentchikov. — L'échec de sa mission. — La rupture des rapports diplomatiques entre la Russie et la Turquie. — L'occupation des principautés danubiennes. — L'entrée des escadres franco-anglaises dans les Dardanelles. — L'attitude de l'Autriche. — La position de la Prusse. — La note de Vienne du 31 juillet 1853. — Le rejet de la note de Vienne par la Turquie. — L'ouverture des hostilités entre la Russie et la Turquie. — La destruction de la flotte turque dans le port de Sinope. — L'entrée des escadres anglaise et française dans la mer Noire. — La déclaration de la guerre par la France et l'Angleterre à la Russie. — L'attitude de l'Autriche et de la Prusse. — La conférence de Vienne, exigeant l'évacuation des principautés danubiennes. — L'évacuation de la Moldavie et de la Valachie. — La conférence de Vienne du 28 décembre 1854 et les quatre points de garantie. — Le rejet par la Russie des quatre conditions de paix. — La mort de Nicolas I facilite la conclusion de la paix. — La conférence de Vienne du 15 mars 1855 et le projet allié de règlement de la question des Détroits et de la mer Noire. — Le contre-projet russe consacrant le principe de l'ouverture des Détroits. — Le second contre-projet russe maintenant le système des puissances étrangères. — La rupture de la conférence de Vienne du 15 mars 1855. — L'ultimatum de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche. — Le rejet de cet ultimatum par la Russie. — L'ultimatum de l'Autriche. — L'acceptation de l'ultimatum autrichien. — Le congrès de paix de Paris. — Sa composition. — Les dispositions du traité de Paris relatives à la mer Noire et aux Détroits. — La démilitarisation de la mer Noire. — Deux exceptions. — La fermeture des Détroits à la marine militaire des puissances étrangères. — Le traité de garantie du 15 avril 1856. — La catastrophe de Crimée et les réformes politiques et sociales en Russie.

CHAPITRE VIII

L'abrogation unilatérale par la Russie des clauses restrictives du Traité de Paris et la Convention de Londres du 13 mars 1871 82

L'incompatibilité des clauses restrictives du traité de Paris avec la dignité et la sûreté de la Russie. — Les tentatives de la Russie d'obtenir la révision partielle du traité de 1856. — La situation internationale éminemment favorable à la Russie. — La dépêche circulaire du prince Gortchakov du 13 octobre 1870 portant l'annulation unilatérale des clauses restrictives du traité de 1856. — L'attitude des puissances signataires du traité de Paris. — La convocation à Londres

d'une conférence internationale en vue de délibérer sur la question soulevée par la Russie dans la circulaire du 31 octobre 1870. — La suppression des articles 11, 13 et 14 du traité général de Paris et de la convention séparée du 30 mars 1856, consacrant le principe de la fermeture des Détroits aux bâtiments de guerre étrangers. — L'article 2 de la convention de Londres. — L'interprétation contradictoire de cet article. — L'article 63 du traité de Berlin. — L'évolution qui suivit dans les conceptions russe et anglaise.

CHAPITRE IX

La question des Détroits et l'opinion russe. 93

Tatitchef. — Danilevsky. — Dostoïevsky. — Léontiev. — Ignatiev. — Komarovsky. — Gigarev. — Goriaïnof. — Milioukov.

CHAPITRE X

La question des Détroits à la veille de la guerre de 1914-1918. 103

Le mémorandum de M. Bazili. — Le rapport de M. Sazonov à l'empereur Nicolas. — La convocation d'une conférence interministérielle chargée de délibérer sur les questions relatives à l'expédition de Constantinople. — Les questions examinées par la conférence. — Le corps expéditionnaire, sa composition et sa mobilisation. — Moyens de transport nécessaires pour l'opération de descente. — Forces navales de la mer Noire. — La construction dans le Caucase d'une série de chemins de fer. — L'approbation par l'empereur Nicolas des conclusions de la conférence.

CHAPITRE XI

La question des Détroits pendant la guerre de 1914-1918 . . 108

La tension des rapports diplomatiques entre la Turquie et les Puissances de la Triple-Entente. — Les causes de cette tension. — Le maintien de la mission militaire allemande. — La saisie par l'Angleterre des deux dreadnoughts turcs. — L'affaire des vaisseaux allemands le *Goeben* et le *Breslau*. — L'analyse juridique de cette question. — La mobilisation générale de l'armée turque. — La réquisition par la Turquie des navires de commerce alliés. — Le blocus des Dardanelles par l'escadre anglaise. — La fermeture des Détroits aux navires de commerce. — Le bombardement des côtes russes de la mer Noire par l'escadre turque et l'ouverture des hostilités entre la Turquie et les Puissances alliées. — La rupture avec la Turquie et l'opinion russe au sujet de la question des Détroits. — Les déclarations de M. Sazonov à la Douma d'Empire, le 9 février 1915. — Le mémorandum de M. Sazonov aux ambassadeurs de France et d'Angleterre. — Le consentement des gouvernements français et anglais à l'annexion des Détroits à la Russie. — Les conditions des Puissances alliées. — L'Italie et la question des Détroits.

CHAPITRE XII

Les dispositions du Traité de Sèvres du 10 août 1920 et de la Convention de Lausanne du 24 juillet 1923 relatives au régime des Détroits.	115
--	------------

L'armistice de Moudros. — Les dispositions du traité de Sèvres relatives aux Détroits. — La non-ratification du traité de Sèvres. — La Conférence de Lausanne. — Le projet allié du règlement de la question des Détroits. — Les objections turques. — Les points de vue de la Roumanie, des États-Unis d'Amérique, de la Yougoslavie, du Japon, de la Bulgarie et de la Grèce. — Le projet russe consacrant la fermeture des Détroits aux navires de guerre. — La convention de Lausanne du 24 juillet 1923. — L'ouverture des Détroits aux bâtiments de guerre et aux navires de commerce. — La démilitarisation des Détroits. — La Commission des Détroits. — Sa composition et ses fonctions. — La garantie par les puissances de la liberté de la navigation des Détroits et de la sécurité des zones démilitarisées.

Résumé et conclusions.	125
Bibliographie.	133

<i>Vu :</i>	<i>Vu et permis d'imprimer :</i>	<i>Vu :</i>
<i>Le Doyen,</i>	<i>Le Recteur,</i>	<i>Le Président de thèse,</i>
H. BERTHÉLEMY	P. LAPIE	A. DE LAPRADELLE

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY — 1926.
